

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LES ORGANISMES D'INTERVENTION AUPRÈS DES ENFANTS DE LA
RUE À ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE) :
REPRÉSENTATIONS SOCIALES ET STRATÉGIES D'INTERVENTION**

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN INTERVENTION SOCIALE**

PAR

KOUAKOU FIENDI PIRA

Août, 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce présent rapport de recherche a été possible grâce à la collaboration de certaines personnes que nous tenons à remercier.

Nous voudrions tout d'abord exprimer notre gratitude à notre directeur de mémoire, le professeur Michel Parazelli qui nous a accompagné tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Nous remercions également Messieurs Bruno Adou et Freddy Zouin pour leur soutien moral et matériel.

Enfin, nous tenons à remercier les intervenants et les éducateurs des organismes qui ont accepté de nous accorder un entretien afin de rendre possible la réalisation de cette recherche.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES.....	6
RÉSUMÉ	7
INTRODUCTION	8
CHAPITRE I: PROBLÉMATIQUE	11
1.1. Les enfants des rues au Nord et au Sud	12
1.2. L'émergence du phénomène en Afrique.....	14
1.3. Les conditions d'émergence du phénomène des enfants de la rue en Côte d'Ivoire.....	18
1.3.1. Le dysfonctionnement du système scolaire ivoirien	19
1.3.2. La bande et les gains de la rue dans la marginalisation des enfants ...	22
1.3.3. Une forte urbanisation sans industrialisation	25
1.3.4. Le statut socio-économique de la femme ivoirienne et la maltraitance des enfants.....	26
1.4. La « culture de rue » ou l'utilisation de la rue comme espace identitaire, de socialisation et de survie	28
1.5. La diversité des représentations sociales et de l'intervention auprès des enfants de la rue	36
1.5.1. L'intervention auprès des enfants de la rue dans les pays en développement	37
1.5.2. Qu'en est-il en Côte d'Ivoire ?.....	40
1.5.3. Analyse de certaines représentations sociales de l'intervention sur les enfants de la rue	44
1.5.4. La diversité des stratégies d'intervention.....	47
1.6. Les questions de recherche.....	54
1.7. Cadre conceptuel	55
1.8. Les objectifs de l'étude	58
CHAPITRE II:	60
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	60
2.1 Techniques de collecte des données.....	60
2.1.1 La documentation.....	60
2.1.2 L'échantillonnage.....	61
2.1.3 Entretien semi-structuré	63
2.1.4 Observation directe	65

2.1.4 Observation directe	65
2.2 Méthodes d'analyse des données	66
CHAPITRE III: RÉSULTATS	68
PROFIL DES ORGANISMES ÉTUDIÉS ET LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES GUIDANT LES STRATÉGIES D'INTERVENTION.....	68
3.1. Description sommaire des institutions et de leurs stratégies d'intervention	69
3.1.1. Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE):	69
3.1.1.1. Historique de l'organisme	69
3.1.1.2. Objectifs de la structure	70
3.1.1.3. Financement des activités	70
3.1.1.4. Discours des intervenants sur les enfants de la rue	71
3.1.1.5. Stratégies d'action.....	75
3.1.1.6. Le niveau de participation des enfants dans les activités	81
Conclusion partielle	82
3.1.2. Le lande Akwaba de Treichville:	83
3.1.2.1. Historique de l'organisme	83
3.1.2.2. Objectif de la structure	84
3.1.2.3. Financement des activités	84
3.1.2.4. Discours des intervenants sur leur clientèle	85
3.1.2.5. Stratégies d'action.....	88
3.1.2.6. Le niveau de participation des enfants dans les activités	94
Conclusion partielle	95
3.1.3. Le Centre Éducatif de la Zone 4/C.....	96
3.1.3.1. Historique de l'organisme	96
3.1.3.2. Objectif de la structure	97
3.1.3.3. Financement des activités	97
3.1.3.4. Discours des intervenants sur l'enfant de la rue.....	97
3.1.3.5. Stratégies d'action.....	99
3.1.3.6. Le niveau de participation des enfants dans les activités	103
Conclusion partielle	104

3.2. Quelques éléments d'analyse sur les représentations sociales des intervenants sur les enfants de la rue	105
3.2.1. Caractéristiques des enfants accueillis	106
3.2.2. Raisons de leur présence dans la rue	116
CONCLUSION GÉNÉRALE	121
ANNEXES	127
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	131

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

	Pages
Figure 1.1: Les enfants de la rue en relation avec d'autres groupes vulnérables.....	16
Tableau 1.1 : Les institutions publiques intervenant en direction des enfants en circonstances difficiles	40
Tableau 1.2: Les organisations non gouvernementales (nationales et internationales) oeuvrant auprès des enfants en circonstances difficiles	42
Tableau 1.3: Principaux types de représentations sociales de l'intervention auprès des jeunes de la rue.....	45
Tableau 2.1: Structure de l'échantillon	63
Tableau 3.1: Principales causes de la présence des enfants dans les rues d'Abidjan selon les intervenants	117

RÉSUMÉ

Les enfants de la rue occupent les rues, les marchés et autres espaces publics d'Abidjan. Privés de liens familiaux, ils s'en reconstruisent face à la dureté de la vie dans un environnement hostile. Ils ont su s'adapter à cette vie en se forgeant un mode de vie, une culture et un langage propre (le nouchi). Leur vie est faite de violence, de misère et aussi de certaines joies à l'intérieur de groupes d'appartenance.

Certains organismes, à l'image du centre Akwaba de Treichville, du Centre éducatif de Marcory zone 4c et du Bureau International Catholique pour l'Enfance, soutiennent ces enfants en rupture et développent des approches et des solutions pour contribuer à améliorer leur sort.

Pour saisir l'orientation des pratiques d'intervention de ces organismes d'Abidjan, notre étude s'est appuyée sur les discours, les opinions et les perceptions des intervenants sur les enfants de la rue. La typologie élaborée par Parazelli (2002, p. 15) a servi de repère théorique pour guider notre analyse de ces représentations sociales. En effet, les intervenants construisent les problèmes et les modes d'intervention en fonction de leurs représentations sociales de ces problèmes et solutions. On note, en Côte d'Ivoire, que les représentations sociales à l'intérieur des organismes sont multiples et ne permettent pas de cerner une seule stratégie d'intervention typique aux organismes. Cependant, elles permettent de voir comment, pour utiliser une terminologie propre à Albric (1986, p. 222), cette « [...] grille de lecture et de décodage de la réalité, produit l'anticipation des actes et des conduites (de soi et des autres), l'interprétation de la situation dans un sens préétabli, grâce à un système de catégorisation cohérent et stable ». Ainsi au Centre Éducatif de Marcory zone 4/C où les intervenants véhiculent une représentation plus commerciale sur le problème des enfants de la rue, on explique le problème de la marginalisation des enfants par plusieurs facteurs, mais surtout par leur analphabétisme. Aussi, l'organisme distribue un service d'éducation pour répondre aux besoins de sa clientèle.

Au centre Akwaba du quartier de Treichville, les intervenants ont une représentation familialiste et émancipatoire des enfants de la rue. Et ce sont ces représentations sociales qui orientent les pratiques d'intervention de l'organisme en direction des enfants de la rue. Au Centre Akwaba, les représentations sociales des intervenants sont essentiellement familialistes lorsqu'il s'agit de décrire la situation des enfants de la rue et émancipatoires lorsque les intervenants parlent de la capacité réelle des enfants à sortir de leur marginalité à travers les différents programmes de l'organisme. Dans l'ensemble des organismes, on observe parfois des écarts entre les discours officiels et les pratiques effectives des acteurs.

Mots clés: Enfants de la rue, culture de rue, représentations sociales, stratégies d'intervention.

INTRODUCTION

If children are to be helped to overcome highly stressful experiences, their views and perspectives need to be treated as a source of learning and strength, not weakness (Boyden, 2003, p. 9). And [...] the way we perceived street children dictates our response to them (Southon et Dhakal, 2003, p. 5).

Depuis quelques années, les rues de la capitale économique de la Côte d'Ivoire, Abidjan, sont occupées par les enfants et les jeunes de la rue. Ces enfants, pour la plupart issus des milieux socio-économiques défavorisés (les bidonvilles, les quartiers précaires ou à habitations temporaires), mettent en place toute une culture de survie que le langage populaire abidjanais qualifie de « débrouillardise ». Et « se débrouiller » ou « se chercher » à Abidjan, c'est mettre en place des stratégies pouvant assurer la survie quotidienne face aux difficultés économiques, au chômage et à l'érosion des valeurs de solidarité traditionnelle qui permettaient à l'individu, même pauvre, de ne pas être abandonné, ou de céder au désespoir et à la misère. L'exercice des petits métiers dans la rue exprime donc avant tout la capacité de ces jeunes enfants à s'adapter à une évolution sociale qui bouleverse la structure sociale dans son ensemble.

Cependant, si la plupart de ces enfants qui fréquentent les rues d'Abidjan retournent au sein de leur famille (même si ces familles sont souvent effritées) après des journées dures et sans répit, d'autres, par contre, dorment dans les maisons abandonnées, dans les marchés, ou dans les gares. Ces derniers sont dans la rue essentiellement à cause des tensions, du stress et de la violence familiale et du dysfonctionnement d'un système scolaire qui non seulement ne garantit plus l'emploi aux diplômés, mais surtout rejette de nombreux enfants hors du cursus. Ces problèmes sont eux-mêmes liés aux difficultés d'un système économique qui ne permet plus de satisfaire les besoins de base d'une famille.

Examinons dans quel contexte social se développe la marginalisation des enfants à Abidjan.

Abidjan devient le 1er janvier 1934 le chef-lieu de la colonie de Côte d'Ivoire et le quatre décembre 1958, la capitale de la République de Côte d'Ivoire après Grand-Bassam et Bingerville et avant Yamoussoukro¹ (Abidjan.net, 2003). Dix communes (Plateau, Abobo, Adjamé, Attécoubé, Cocody, Koumassi, Marcory, Port-Bouët, Treichville et Yopougon) composent cette ville qui exerce un pouvoir d'attraction certain sur les habitants de la Côte d'Ivoire et de la sous-région ouest africaine. Cette attraction va conduire à l'exode des populations rurales dont la plupart sont sans diplôme et sans qualification. Après un bref séjour chez un parent ayant immigré d'avance, ces nouveaux venus s'installent en général dans les faubourgs de la ville, dans des habitations précaires. Illettrés pour la plupart, le secteur d'activité qui leur reste ouvert demeure en général celui de l'informel; les plus heureux trouvent une place dans le secteur industriel et sont souvent payés au salaire minimum (33,000 francs CFA/mois, l'équivalent d'environ \$ 75 canadien).

D'autre part, face à la crise économique des années 1980, de nombreux jeunes sortis des universités du pays sont depuis plus de cinq ans à la recherche d'un premier emploi. Ces dynamiques conflictuelles et sociales (pauvreté, restructurations des liens sociaux, etc.) contribuent à l'émergence du phénomène des enfants de la rue dans le pays (Tanon, 1996). Les organismes sociaux apparaissent dès lors dans la ville d'Abidjan et autres principales villes du pays pour assister ces enfants.

La situation de ces enfants de la rue, que l'on arrive difficilement à Abidjan à distinguer des enfants qui n'utilisent la rue que pour son rôle utilitaire (les plus nombreux dans ce cas), interpelle le Ministère des affaires sociales (à travers ses

¹ Yamoussoukro et Abidjan représentent aujourd'hui respectivement la capitale politique et la capitale économique de la république de Côte d'Ivoire.

services sociaux) et plusieurs organismes non gouvernementaux (ONG) qui tentent d'y trouver une réponse. Aussi, diverses structures ont été mises en place en vue de « sortir ces enfants de la rue ». Comment ces structures interviennent-elles auprès des enfants? Quelles sont les représentations sociales associées à ces approches? Nous faisons l'hypothèse que les représentations sociales des intervenants, celles développées à propos de la situation des enfants de la rue, orientent leurs pratiques d'intervention. C'est pourquoi nous avons interrogé des intervenants au sein de trois organismes opérant dans la ville d'Abidjan sur leurs représentations sociales des enfants de la rue afin de voir si l'orientation de leurs stratégies d'intervention est influencée par ces représentations.

La première partie du document aborde la problématique sociale des enfants de la rue dans son ensemble. Elle tente d'analyser l'émergence et les causes de cette marginalité dans les pays du Nord et du Sud. Cette partie tente également de comprendre la culture que les enfants de la rue d'Abidjan développent pour assurer leur survie quotidienne. La deuxième partie présente la méthodologie de cette recherche. Elle permet de considérer le choix des outils utilisés pour la cueillette et l'analyse des données de l'étude. La troisième partie, quant à elle, présente les résultats de la recherche. Nous analysons les stratégies d'intervention des organismes à partir notamment des représentations sociales des intervenants.

CHAPITRE I: PROBLÉMATIQUE

Le phénomène des enfants de la rue ne se retrouve pas localisé dans un seul pays. Les rues et autres espaces publics des grandes villes urbaines du monde sont devenus désormais les lieux de vie et de survie pour de nombreux enfants et jeunes.

Les pays en développement sont particulièrement confrontés à cette exclusion des enfants suite à la globalisation et à l'accélération de l'urbanisation, faisant en sorte qu'un nombre de plus en plus important de jeunes enfants errent ou travaillent dans les rues. Les raisons de cette exclusion sociale sont multiples et interdépendantes (Tessier, 1998); aucun facteur isolé ne saurait en effet expliquer pourquoi des milliers d'enfants abandonnent les milieux d'éducation que constituent la famille, les écoles, et même les institutions de réinsertion s'adressant aux enfants de la rue (Lucchini, 1996). Précisons toutefois que dans la rue, les enfants ne sont pas seulement des victimes passives, ils développent une « sous-culture » qui leur permet de survivre.

La situation de ces enfants de la rue, dans la rue, à la rue² interpelle les institutions gouvernementales et non gouvernementales qui tentent de trouver une réponse avec des projets et des pratiques souvent hétérogènes. Avant d'aborder l'intervention, il est important de considérer le sens des pratiques des enfants de la rue dans les écrits: Qui sont ces enfants et ces jeunes ? Quelles sont les causes du phénomène et quel est le sens des pratiques que développent ces enfants dans la rue ?

Ces premières questions sont importantes car elles contribuent à mieux saisir l'orientation des modes d'intervention en considérant les représentations sociales et théoriques qui peuvent guider les pratiques d'intervention. Elles nous permettront

²Se référer aux pages 15 et 16 du document pour comprendre ces distinctions.

également d'examiner par la suite la position des intervenants face à leur propre compréhension du phénomène guidant leurs pratiques.

1.1. Les enfants des rues au Nord et au Sud

Selon l'ONU (1998), la famille est le cadre idéal pour l'épanouissement et le développement harmonieux de la personnalité d'un enfant. Tout enfant devrait par conséquent grandir au sein d'une famille, dans une atmosphère de protection et de sécurité. Cependant, à travers le monde, de 50 à 80 millions d'enfants vivent sans famille, dans la rue (Combiér, 1994, p. 26). Lorsqu'aux heures tardives les citadins des grandes métropoles se pressent pour rentrer chez eux, ces enfants abandonnés³, pour qui il n'y a pas de foyers où ils puissent se rendre en toute sécurité, sont obligés de dormir dans la rue, sous les ponts, dans les allées et dans les maisons abandonnées. Ils sont contraints de vivre dans la rue et de la rue. Dans cette vie de rue, pour survivre quotidiennement, les gestes simples comme manger, boire, se soigner et dormir deviennent complexes et incertains.

Au Nord comme au Sud, les situations sont relativement comparables sauf en ce qui concerne les conditions matérielles associées à la vie de rue et aux facteurs explicatifs (Lucchini, 1996, p. 226-227). En Amérique du Nord, ce sont en général, l'individualisme, la mauvaise redistribution des richesses, l'inaccessibilité des loyers aux populations les plus démunies, les violences physiques et psychologiques qui ont conduit de nombreux jeunes, dans les rues, dans des familles d'accueil, dans des foyers ou refuges publics. Ici, on parle beaucoup plus de jeunes de la rue (Parazelli, 2002; O'reilly, 1993) que d'enfants de la rue; car dans ces pays les enfants (mineurs) abandonnés ou victimes de violence sont rapidement recueillis par les organismes de

³ L'abandon ici, comme le souligne Riccardo Lucchini (1996, p. 228), a un sens large. Il peut-être moral, matériel, physique, affectif et l'absence de soins appropriés de la part de la famille.

protection des enfants et placés dans des institutions (centres jeunesse⁴) ou en famille d'accueil toujours sous l'égide des directions de protections de la jeunesse (DPJ). D'autre part, la notion de jeunes ou d'enfants de la rue est socio-culturelle et expliquerait, en partie, la différence des expressions utilisées dans les recherches sur ce phénomène de marginalisation urbaine. En effet, en Occident le statut d'enfance ou de jeunesse est plus lié à l'âge chronologique et l'on fait ainsi une nette distinction entre l'adolescent, l'enfant et le jeune (on parle même de « jeune adulte »). Par contre, en Afrique un jeune peut être considéré comme un enfant car la notion d'enfant ou de jeune n'est pas liée au seul critère de l'âge, mais surtout au statut social. Le terme jeune désigne lui-même souvent une tranche d'âge relativement large, allant de l'adolescent à l'adulte de 30 ans. Aussi, un jeune célibataire de 20 ou 25 ans au chômage, toujours dépendant et n'ayant aucune charge sociale peut être désigné successivement comme un enfant ou un jeune. Les écrits africains sur la marginalité de cette tranche d'âge témoignent de cette confusion et de l'utilisation fréquente de l'expression « enfants de la rue » contrairement aux recherches nord-américaines ou européennes (Arnaud, 2001; Combier, 1994; Ebigbo, 2003).

Cela ne signifie pas cependant qu'il n'y ait pas d'enfants dans les rues de ces capitales nord-américaines (Boster, 1991, p. 173) où l'on observe, en marge de l'abondance de certains, la misère d'un nombre de plus en plus important de familles pauvres qui ont besoin d'une aide de l'État (sous forme de sécurité sociale ou d'aide sociale) pour survivre.

⁴ Au Québec

1.2. L'émergence du phénomène en Afrique.

En Afrique, les enfants de la rue représentent la catégorie des sans-abri⁵ la plus visible dans les rues des grandes villes et sont souvent sans ressources. C'est un phénomène nouveau qui a pourtant pris des proportions inquiétantes sur le continent. Jusqu'à une période récente, plusieurs sociétés africaines ne connaissaient pas ce phénomène à cause de l'organisation et de la structure sociale traditionnelle qui y prévalaient (Kuyu, cité par Tessier, 1998, p. 178). En effet, dans les fondements de la famille traditionnelle africaine, les relations sociales étaient organisées selon un modèle communautaire favorisant l'intégration sociale. L'individu vivait dans un réseau de dépendance fort où la richesse se mesurait au nombre de personnes qui vous entourent et non à la quantité de biens matériels acquis. L'éducation des enfants, dans cette société, était donc une affaire de communauté et se faisait à travers les classes d'âge sous l'autorité d'un chef religieux ou du patriarche⁶. L'enfant ne se sentait donc pas complètement orphelin ou désorienté à la mort de ses parents ou lorsque ceux-ci n'arrivaient pas à satisfaire ses besoins (affection, éducation, nourriture, etc.), car il y avait toujours un toit dans la famille élargie pour recevoir l'orphelin ou l'enfant laissé à lui-même ou encore l'enfant en fugue, parti de lui-même pour cause de mauvais traitement. En outre, lorsque l'enfant fuyait son domicile ou était abandonné, il ne se rendait pas dans la rue mais plutôt chez un proche parent car dans ces sociétés où les ménages sont rarement limités au couple/enfants⁷, l'enfant n'avait pas de père ou de mère mais plutôt des pères et des mères et la prise en charge de parents démunis ou de leurs enfants était une pratique courante.

⁵ On parle rarement des sans-abri au niveau des familles et des adultes dans le cadre africain; cela ne veut pas dire pour autant que le problème ne s'y pose pas. Cette situation s'explique, en partie, par le fait que face à la misère, les bidonvilles sont faussement considérés comme des logements appropriés. C'est ce qui explique le manque de littérature ou de recherche sur les SDF (sans domicile fixe) sur le continent africain.

⁶ Chef de la famille élargie ou de tribu (plusieurs familles réunies).

⁷ Famille nucléaire, en opposition à la famille élargie.

Cependant, sous l'influence de plusieurs facteurs tels que la désintégration de la famille, l'exode rural, l'explosion démographique, la crise économique, on assiste à une monétarisation généralisée de l'échange social et à un processus de marginalisation sociale des enfants sur le continent africain (Tessier 1998, p. 220).

En Côte d'Ivoire, cette marginalisation des enfants prend de plus en plus d'ampleur dans les grandes villes, notamment à Bouaké, à Daloa et à Abidjan. La dévaluation du franc CFA le 12 janvier 1994 et les politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds Monétaire International (FMI) dans le pays n'ont pas été sans conséquence sur les revenus et le niveau de pauvreté des ménages (Banque mondiale, 1997), et par voie de conséquence sur le phénomène des enfants de la rue. Nous n'avons pas de statistiques précises sur leur nombre en Côte d'Ivoire étant donné la complexité du phénomène. En effet, il est difficile de séparer nettement les enfants qui fréquentent les rues pour des activités ludiques ou économiques et retournent dans leur famille tard dans la nuit des enfants de la rue proprement dits qui n'ont plus de lien avec leur famille. Cette situation, comme l'explique Lucchini (1993, p. 19), est compréhensible car tous les enfants partagent le même espace (la rue) et sont issus des mêmes couches sociales.

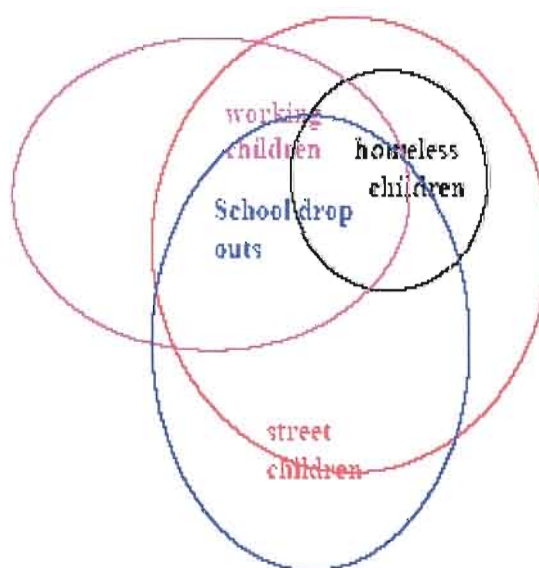
Selon la typologie établie lors du forum de Grand-bassam (Côte d'Ivoire) en 1995, on distingue les enfants *de* la rue et les enfants *dans* la rue. Les premiers n'ont aucune attache familiale; ils ont organisé un cadre de vie ou de survie dans la rue. Pour les derniers (les enfants dans la rue), la rue ne constitue que le lieu d'une activité économique; ils rentrent chez eux tard la nuit.

Pour nous, ces différenciations (ou du moins ces définitions officielles) ne sont pas adéquates ou opérationnelles car beaucoup « d'enfants dans la rue » vont et viennent de la maison à la rue et malgré les « contacts » qu'ils ont avec leur famille partagent la même vie que celle des enfants de la rue. C'est en ce sens que Glauser (1997)

souligne que si un enfant travaille, par exemple, toute la journée dans la rue et rentre tard dans la nuit en famille, chez un parent, un tuteur ou un ami pour dormir, il n'apporte pas ce lieu de couchette dans la rue; il envoie plutôt la rue à cette couchette. C'est alors un enfant de la rue même s'il ne dort pas dans la rue.

La complexité de la distinction ou de la relation des enfants présents dans la rue telle que l'illustre Volpi Elena (figure 1.1) nous conduira à travers notre étude à revenir successivement sur ces deux notions.

Figure 1.1: Les enfants de la rue en relation avec d'autres groupes vulnérables (Volpi Elena, 2003, P. 3)



Un enfant peut passer également d'une catégorie à l'autre dépendant de la modification de certains indicateurs de son statut, notamment « [...] être privé de liberté, perdre son instrument de travail, ou encore ne plus pouvoir rentrer chez lui ou être scolarisé temporairement » (Lucchini, 1993, p. 19). Cette mobilité explique en partie la difficulté de leur dénombrement et pose ainsi la question de la fiabilité des chiffres sur les enfants de la rue. Cependant, selon les estimations, le nombre de ces enfants vivant dans les rues des grandes villes ivoiriennes est passé de 142,000 en

1991 à 175,000⁸ en 1995, soit un taux de croissance de 5,4 % (Institut ethno-sociologie, 1997). Mais c'est surtout Abidjan qui retient l'attention de tous; car dans cette capitale économique, le phénomène connaît une forte évolution. En effet, le nombre d'enfants en circonstances extrêmement difficiles⁹ recensés dans cette ville s'élevait à 14,000 en 1992 (UNICEF/MSPS¹⁰, 1992, p. 23). Une recherche-action menée par Tanon (1996) à Abidjan pour dénombrer uniquement les enfants qui n'ont aucun contact familial et qui vivent et dorment dans la rue (les enfants de la rue) est parvenue toutefois à relever 229 enfants de la rue. Ces résultats semblent plus fiables en ce sens qu'ils permettent de relativiser l'image forte des enfants et jeunes que l'on voit effectivement le jour dans la ville d'Abidjan mais qui ne sont pas en réalité des enfants de la rue au sens strict et le nombre restreint de ceux qui le sont en permanence.

Quels que soient les chiffres avancés sur l'ampleur du phénomène, le citoyen ivoirien reconnaît que certains endroits de la ville d'Abidjan tels que l'avenue Chardy, rue Pierre et Marie Curie, l'Hôpital Central ou le "Quartier Général", les grands marchés et gares de la ville sont désormais rendus célèbres par la présence des enfants de la rue. Ils sont également présents et sillonnent aux alentours des restaurants universitaires à la recherche des restants de nourriture. Certains étudiants les appellent avec humour « les archéologues »¹¹.

⁸ Ce chiffre englobe les deux catégories d'enfants qu'on rencontre dans les rues d'Abidjan (les enfants de la rue et les enfants dans la rue).

⁹ Les enfants en circonstances extrêmement difficiles sont les enfants de la rue, les orphelins, les enfants dans la rue et autres enfants vulnérables.

¹⁰ Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (de Côte d'Ivoire).

¹¹ Les étudiants comparent en effet ces enfants qui se bousculent devant les restaurants universitaires en quête de restants de nourriture aux archéologues qui fouillent les terrains à la recherche de pièces historiques.

Chacun des espaces utilisés par ces enfants a ses propres caractéristiques et fonctions. Ils s'en servent soit comme couchette, soit comme lieux de jeux, soit comme lieux de travail.

Vu les difficultés liées à cette vie et à leur nombre de plus en plus croissant dans les rues d'Abidjan, on ne peut que se demander ce qui les pousse à abandonner leur famille ou les institutions qui cherchent à leur offrir des alternatives meilleures que la rue. Qu'est-ce qui motive ou pousse en effet ces jeunes enfants à adopter la rue ?

1.3. Les conditions d'émergence du phénomène des enfants de la rue en Côte d'Ivoire

Aucun facteur isolé ne pourrait expliquer les manifestations de ce phénomène des enfants de la rue en Côte d'Ivoire car cette présence des enfants résulte de plusieurs conditions sociales interreliées. Et, comme l'explique Lucchini (1993, p. 227-228), les enfants de la rue ne sont pas que des victimes de leurs conditions sociales

[...] le mouvement progressif vers la rue est le fruit de l'apprentissage de la rue et du bilan que l'enfant fait pendant cet apprentissage [...] la plupart des enfants ne deviennent donc pas des enfants de la rue du jour au lendemain. Cela n'est pas le cas s'ils sont expulsés par un événement violent, un accident ou le décès des géniteurs, et qu'aucune alternative à la rue n'existe. Le départ est donc le produit d'une combinaison entre des contraintes externes qui poussent l'enfant vers la rue et son choix de vivre une expérience dans la rue.

L'école ivoirienne, l'influence de la bande et des gains de la rue, la forte urbanisation à Abidjan qui ne s'est pas accompagnée d'un développement industriel semblent être les principaux facteurs de ce phénomène. A ces facteurs, il faut ajouter également le statut socio-économique des femmes dans le pays et les mauvais traitements des enfants.

1.3.1. Le dysfonctionnement du système scolaire ivoirien

Une étude de Touré (1994) permet de comprendre quelques facteurs qui précipitent les enfants et les jeunes ivoiriens dans les rues d'Abidjan. Selon cette auteure, le facteur économique intervient de deux façons dans la marginalisation des enfants et des jeunes en Côte d'Ivoire. En effet, les familles modestes ne parviennent pas à faire face au coût élevé de la scolarisation¹² (transport, nourriture, achat d'uniforme, inscription).

De plus, l'insuffisance d'infrastructure scolaire dans le pays fait que l'entrée à l'enseignement secondaire public se fait de façon très sélective. Ainsi, beaucoup d'élèves sont-ils exclus à cause de l'insuffisance de leurs résultats ou de leur incapacité à suivre les cours. Le taux de réussite à l'examen d'entrée en sixième dépasse rarement les 15 % (Ministère de l'enseignement national, 1991). Ainsi, privés d'encadrement et de soutien parental, des milliers d'enfants risquent de se retrouver dans les rues à chaque année. Si certains parents parviennent à inscrire leurs enfants dans l'enseignement privé après que ces derniers aient été rejetés du système d'enseignement public, d'autres n'y arrivent pas étant donné que les frais d'inscription dans les établissements privés sont hors de portée des budgets de la plupart des ménages ivoiriens. Plusieurs études (Denot, 1994; Touré, 1994 ; Zogbo, 1996) montrent à cet effet que la majorité des enfants travaillant ou vivant dans les rues d'Abidjan a arrêté son cursus scolaire au niveau du CM2 (Cours Moyen deuxième année), dernière année d'un cycle primaire de six ans. Les résultats de la recherche menée par Touré à Abidjan (1994, p. 45-49) nous offrent des pistes d'analyse approfondie à ce niveau. Touré (1994) remarque que plus de deux tiers des enfants travaillant ou vivant dans la rue interviewés dans son enquête dans la ville

¹² Il faut noter qu'en Côte d'Ivoire l'enseignement public est gratuit du primaire à l'université. Les élèves et les étudiants doivent toutefois payer des frais d'inscription annuels oscillant entre 7,000 francs CFA et 15,000 CFA. Certains parents ne parviennent pas à déboursier ces sommes pour l'inscription de leurs enfants.

d'Abidjan proviennent du système scolaire moderne, premier mode d'éducation urbaine en Côte d'Ivoire.

Partant d'une autre perspective, mais toujours dans le même sens, Touré (1994) note par ailleurs qu'il n'y a pas d'adéquation entre le système éducatif ivoirien et l'emploi. Pour lui (1994, p. 45), « [...] les structures de formation professionnelle n'étant pas développées, l'apprentissage sur le tas reste la seule alternative » pour les déscolarisés. L'école ivoirienne produit ainsi de nombreux déscolarisés qui n'ont pu obtenir aucun diplôme pouvant leur permettre de s'insérer dans le marché de l'emploi.

Par ailleurs, le chômage de nombreux jeunes diplômés sortis des universités et autres grandes écoles ivoiriennes fait que les parents tout comme les enfants eux-mêmes ne voient plus en l'école le symbole et la clef de la réussite. Cette attitude pourrait s'expliquer par le fait que l'école ivoirienne, à l'instar de celle de la plupart des États africains, participe plutôt « [...] à l'exclusion sociale par l'exclusion scolaire. D'une part, elle produit une élite marginale économiquement et culturellement extraverties et, de l'autre, une masse centrale et majoritaire de population démunie » (Tay, 1993, p. 122). Les enfants qu'on rencontre dans les rues d'Abidjan n'ironisent-ils pas à cet effet que « On ne mange pas papier longueur »¹³ lorsqu'on leur propose la (re)scolarisation ou des formations d'alphabétisation? Beaucoup d'enfants ne s'intéressent donc plus à l'école et investissent les rues pour se débrouiller. Exclue de l'école, ils accentuent par leur présence dans les rues leur marginalisation sociale car, d'une part, sans aucune qualification ils sont conscients qu'ils ne peuvent espérer un meilleur avenir, et d'autre part cette vie les sépare progressivement de leur famille.

¹³ Les longues études ne permettent plus de trouver un emploi et d'y vivre. La philosophie derrière cette expression est : « mieux vaut arrêter tôt les études qui conduisent en général au chômage et commencer à se débrouiller dans le commerce informel ».

Le système éducatif franco-arabe¹⁴ explique également cette affluence des enfants et des jeunes dans les rues de la capitale. Il apparaît en effet comme inadapté à la société ivoirienne parce qu'il ne délivrant pas de diplômes permettant aux enfants de s'intégrer au marché de l'emploi. Dans une synthèse explicative Touré (1994, p. 47) montre ici que, « [...] la majeure partie des élèves n'ont aucune perspective au-delà du CM2, non pas parce qu'ils ont été renvoyés mais parce qu'ils achèvent un cycle d'instruction coranique ». A la fin de ce cycle coranique, les enfants ne peuvent poursuivre leur étude dans les collèges ivoiriens et leurs parents n'ont pas les ressources nécessaires pour les envoyer dans les écoles d'un pays arabe. Étant sortis très tôt de l'école et n'ayant aucun diplôme, ces enfants se tournent vers la débrouillardise et la vie de rue.

Tous ces facteurs, conclut Touré (1994), conduisent les jeunes vers les activités de rue qui leur confèrent une relative autonomie. Or, ce que ne mentionne pas Touré dans son étude, l'attrait de ces activités conduit progressivement la plupart des enfants à abandonner définitivement le domicile familial pour la vie de rue. Denot (1994) et Grégoire (1993) abordent cette réalité dans leur analyse sur les enfants travailleurs:

[...] un jour, devenus grands, ils fugueront et ne reviendront plus, la peur au ventre et la culpabilité au coeur, affranchis de leurs responsabilités précoces, repoussant leurs charges prématurées, fuyant aussi les conditions de vie précaires, aspirant à une hypothétique et déchirante liberté (Denot, 1994, p. 341)

[...] rapidement, l'enfant se rend compte qu'il rapporte plus que ces deux parents réunis et qu'il serait plus agréable pour lui de vivre dans la rue plutôt que de retourner chez lui en grande promiscuité. Progressivement, il rentrera de plus en plus tard, dormira de moins en moins chez lui, et abandonnera sa famille pour vivre dans la rue (Grégoire, 1993, p. 47).

¹⁴ La communauté musulmane en Côte d'Ivoire a mis en place certaines écoles coraniques. Ces écoles donnent des instructions coraniques qui n'offrent aucune perspective aux enfants au-delà du primaire.

En somme, la liberté et l'autonomie que les enfants acquièrent dans la rue à travers leurs différentes activités (cirage de chaussures, port de bagages des voyageurs, vente de journaux ou de lotus en papier...) les amènent à transformer le domicile familial en une couchette; ils n'y rentrent (tard dans la nuit) que pour dormir et, un jour, décident de rester avec leurs *morgô*¹⁵.

Comment les pairs, le désir d'appartenance (à un groupe) et les « ressources » disponibles dans la rue peuvent conduire certains enfants à adopter la vie de rue ?

1.3.2. La bande¹⁶ et les gains de la rue dans la marginalisation des enfants

Le tissu social servait de support normatif et d'intégration des enfants et des jeunes à travers la famille élargie, la vie communautaire, l'école. Ces réseaux permettaient d'assurer la continuité et la filiation identitaire entre les générations (Gauthier, cité par Panet-Raymond, René et Provost, 1995). L'affaiblissement actuel de ces réseaux compromet en quelque sorte cette filiation identitaire. Castel (cité par Panet-Raymond, René et Provost, 1995, p. 3) explique bien ce fait: c'est lorsque « [...] peu de choses ont été transmises familialement, scolairement, culturellement, et très peu d'avenir parce qu'il n'existe que de faibles supports pour y accrocher une trajectoire [...] qu'on arrive à l'exclusion de ce qui reste du modèle dominant de la société ».

En absence de repères stables, les jeunes enfants déscolarisés sont à la recherche d'une forme d'identité propre. La rue et ses rituels leur apparaissent alors comme une réponse à leur échec scolaire et social ou un moyen de se valoriser aux yeux « des

¹⁵ Les membres de la bande qui forment sa nouvelle famille, c'est-à-dire ses amis ou ses compagnons dans le langage nouchi des enfants de la rue.

¹⁶ Ne confondons pas bande de rue et gang de rue. La bande de rue est constituée en général d'un nombre d'enfants ou de jeunes partageant les mêmes loisirs ou activités dans la rue et commettant parfois de petits larcins tandis qu'un gang de rue est souvent formé de jeunes délinquants que l'on nomme communément à Abidjan les « loubards ».

enfants privés ou protégés »¹⁷. Les gangs de rue sont devenus par conséquent des milieux propices à cette quête identitaire. Ils attirent les adolescents dans les grandes villes et Abidjan n'échappe pas à cette réalité. L'appartenance à un gang de rue offre en effet aux enfants d'Abidjan la sécurité physique, des activités lucratives et du loisir, le chef de gang étant un modèle de réussite pour les enfants.

1.3.2.1. La sécurité physique et un statut social

L'influence d'un *coeurman*¹⁸, un *kanké*¹⁹ sur un groupe d'enfants est importante dans le choix de la rue. Les enfants qui l'entourent, ou qui habitent le même ghetto que lui, sont en effet séduits par son courage et les solvants qu'il consomme. En outre, être dans un groupe de pairs dans la rue assure la sécurité à l'enfant au-delà de son ghetto. Les rapports entre « les fistons » et les « vieux pères » décrits par De Latour (op. cit. 1999) dans son étude sur les Ghattomen²⁰ d'Abidjan, par exemple, permettent la protection physique des plus faibles dans la rue. Zogbo (1996) montre en outre l'attraction de cette vie chez les enfants, notamment ceux issus des bidonvilles. Les enfants vivant toujours en famille et entourés d'affection voient les enfants de la rue qui déambulent librement dans les rues, jouent et exercent des activités marchandes comme des débrouillards indépendants. C'est cet attrait qui, selon Zogbo, conduit des enfants à adopter le comportement des loubards (gang de rue souvent formé de jeunes délinquants) en infiltrant certains groupes pendant les vacances ou les week-ends,

¹⁷ Par le terme enfant privé ou protégé nous voulons faire allusion à l'enfant vivant en famille et entouré d'amour; ceux que Tobias (1998) appelle, dans son étude sur les enfants de la rue dans le Nord-est Brésilien, « *nourished children* » par opposition aux « *nourishing children* », enfants de/dans la rue, sans protection et vivant dans l'espace public.

¹⁸ La bravoure est une qualité importante dans la rue; dès lors un enfant qui ne recule pas devant la violence, qui est dangereux ou craint par tous et ayant connu parfois la prison, est considéré comme un « *coeur man* », un « *kanké* » de la rue.

¹⁹ Qui est courageux, sans peur, maîtrise la rue. On dit souvent qu'il est « immunisé » contre les dangers de la rue.

²⁰ De jeunes pauvres vivant dans les bidonvilles et cherchant par tous les moyens possibles (bons ou mauvais) à assurer leur quotidien.

même s'ils n'ont pas de besoins matériels urgents. Cette appartenance répondrait explicitement à une recherche identitaire des enfants et non à un besoin de survie.

1.3.2.2. **Des activités pouvant leur donner de l'argent et du loisir**

La rue a donc aussi une fonction ludique et utilitaire pour les enfants. Dans la rue en effet l'enfant vit sans le regard de l'adulte. Il peut ainsi, grâce aux quelques *togos*²¹ obtenus à travers ses différentes activités de rue, aller au cinéma, se promener sur les plages et même fumer de la drogue ou boire dans les restaurants. Cette liberté observée aussi chez les jeunes de la rue de Montréal et que Parazelli (2000, p. 63) qualifie de mythe de l'« autonomie naturelle » n'est pas possible dans leur famille. La recherche de *pognon*²² pour réaliser ces désirs d'autonomie pousse les enfants qui sont encore à l'école à prendre la rue de façon épisodique.

1.3.2.3. **Le chef de gang est un modèle de réussite pour les enfants**

(à travers sa belle voiture, « ses belles filles »)

En effet les enfants confrontés aux dures réalités de leur quotidien et à un avenir somme toute incertain estiment souvent que l'argent n'a pas de couleur, peu importe les voies pour s'en procurer. Si des membres de gang sans véritablement travailler fort peuvent s'enrichir (par le vol ou par la vente de drogue), alors ils représentent un modèle pour eux. Il est cependant important de préciser que les enfants de la rue n'intègrent pas forcément les gangs de rue. Il y a une différence fondamentale entre gangs de rue et jeunes/enfants de la rue. Si certains enfants de la rue peuvent intégrer des gangs, beaucoup ne font pas ce dernier pas. Le mouvement de la vie de rue à la vie de gang n'est donc pas linéaire.

²¹ Les pièces de 100 f CFA; l'équivalent d'environ 0,27 dollars canadien. A ne pas confondre avec le Togo (pays situé en Afrique de l'ouest et ayant pour capitale Lomé).

²² De l'argent.

Voyons maintenant comment l'absence d'industrialisation et l'exode massif des populations rurales peuvent aussi contribuer à expliquer la présence des enfants de la rue.

1.3.3. Une forte urbanisation sans industrialisation

La crise économique des années 1980 en Côte d'Ivoire a contribué au renforcement de l'exode des populations des zones rurales et des pays limitrophes vers Abidjan, ville relativement prospère et considérée comme la vitrine de la modernité. Le manque d'emploi va cependant entraîner de multiples problèmes (délinquance, prostitution, drogue, et notamment celui du phénomène des enfants des rues). En effet, une population de migrants pauvres va s'établir dans des bidonvilles à la recherche d'un hypothétique emploi. Or, comme le montre Lautier (1994) contrairement en Europe ou en Amérique du Nord, où l'urbanisation a été concomitante à celle de l'industrialisation, ce ne fut pas le cas dans plusieurs pays d'Afrique. Les sociétés africaines s'urbanisent sans s'industrialiser.

Dans le cas de la Côte d'Ivoire cela a donné naissance à une forte paupérisation dans la ville d'Abidjan. En effet, les populations rurales ayant immigré dans la capitale sont pour la plupart analphabètes, sans qualification et trouvent rarement un emploi dans la fonction publique (premier employeur du pays) ou dans les rares sociétés industrielles présentes. L'économie informelle, appelée économie de la débrouillardise demeure alors le seul type d'activité qui leur reste ouvert. Pourtant, c'est une activité précaire aux revenus souvent aléatoires. Ces populations vont alors s'installer dans des bidonvilles et, incapables d'assurer l'éducation et la formation de leurs enfants, trouver de plus en plus normale la contribution de leurs enfants au revenu familial.

Face à ces bouleversements sociaux, les familles, selon Denot (1994, p. 314), « [...] subissent un repositionnement de chacun de leurs membres; les statuts, les rôles y

sont déstabilisés. Le père voit son autorité décroître et pâlir son image à la suite le plus souvent de la perte de son emploi ».

D'autre part, les difficultés rencontrées dans cette vie ont provoqué le déclin de la solidarité traditionnelle d'antan. L'individualisme s'est accru à Abidjan et l'enfant dont les parents sont démunis ne peut plus espérer le soutien traditionnel de l'oncle, de la tante ou du voisin. Il ne peut non plus demander à ses parents démunis de lui donner ce qu'ils n'ont pas; il bascule alors dans l'univers de la rue pour les soutenir et leur témoigner sa reconnaissance, ou abandonne ce foyer trop contraignant (l'autorité d'un père chômeur ou négligent, les récriminations contre sa passivité et dépendance d'une mère seule avec de nombreux enfants) qui n'a plus rien à lui offrir. Bien entendu, comme l'explique Denot (1994, p. 314), « [...] ce parcours n'est pas exactement le même chez tous les jeunes, mais les conditions qui les ont conduits de la famille vers la rue sont similaires. [...] la précarité dans laquelle ils vivent les contraints à être sur la défensive, à lutter quotidiennement pour s'en sortir ».

En plus des causes mentionnées plus haut, il est important de souligner que le statut social de la femme dans la société ivoirienne est à bien des égards un facteur clé dans la marginalisation des enfants.

1.3.4. Le statut socio-économique de la femme ivoirienne et la maltraitance des enfants.

L'inégalité d'accès aux ressources entre les hommes et les femmes en Côte d'Ivoire contribue pour une part à la marginalisation des enfants en Côte d'Ivoire. En effet, la discrimination dans l'accès à l'emploi fait que les femmes ivoiriennes sont essentiellement présentes dans les secteurs d'activités les moins rémunérés et les plus précaires, notamment le secteur informel. Ces conditions ont pour effet le maintien de la femme ivoirienne dans un rôle de ménagère (entretien du foyer et soin des enfants) et dans une position de dépendance économique à l'égard de son époux. Aussi, le

divorce ou la mort de l'époux se traduit souvent par la perte de la sécurité financière chez la femme. Certains quartiers précaires où ces femmes trouvent refuge (nouveau loyer) en ces périodes de précarité sont d'ailleurs nommés avec humour « *mon mari m'a laissée* »²³, « *sicoboïs* »²⁴. Sans travail ni ressources et ne recevant aucune prestation sociale, la femme divorcée, abandonnée ou veuve est obligée, à elle seule, d'assumer la prise en charge financière et matérielle de ses nombreux enfants. Ces derniers seront vite déscolarisés et placés dans les activités de rue (cirage de chaussures, vente de lotus²⁵ ou de journaux, garde de voiture, etc.) pour contribuer à la survie de la famille.

Malgré les politiques de l'État et la détermination de l'AIDF (Association Ivoirienne pour la lutte des Droits de la Femme) pour combattre cet état de fait, l'exclusion des femmes continue dans la société ivoirienne et ses conséquences sur les enfants sont manifestes.

Ces facteurs ne sont pas les seuls mécanismes de la pauvreté des femmes. Il y a également la persistance des valeurs traditionnelles liées à l'héritage dans certains groupes ethniques en Côte d'Ivoire. Certaines femmes sont dépossédées de tous leurs biens après le décès de l'époux par la belle-famille. Pour toutes ces raisons, bien qu'étant protégée par la législation ivoirienne, la veuve recourt rarement à la justice moderne pour se protéger contre les lois coutumières. Elle se retrouve ainsi sans ressource pour subvenir aux besoins de ces enfants. La rue devient la seule alternative pour ces derniers.

D'autre part, Hérault (1997) note que parmi les mécanismes producteurs de marginalité des enfants en Côte d'Ivoire se trouve la dissociation du couple. Les

²³ Je suis divorcée d'avec mon mari.

²⁴ Habitat de fortune construit en bois.

²⁵ Mouchoir en papier vendu dans la ville d'Abidjan par les enfants de/dans la rue.

unions sont devenues de plus en plus éphémères et les remariages, le statut monoparental plus fréquents. Les enfants doivent s'adapter à ce système souvent difficile pour eux. Lorsque l'homme ou la femme se remarie, les enfants issus du premier mariage sont souvent maltraités au sein du foyer. Cette situation conduit de nombreux enfants à fuir le foyer pour trouver « refuge » dans la rue, dans une bande de rue et éventuellement dans un gang de rue.

On le voit, la situation socio-économique de la femme représente un facteur clé dans la marginalisation des enfants ivoiriens.

Comme nous l'avons souligné précédemment, un seul facteur isolé ne peut expliquer la présence des enfants dans les rues. De même, dans la rue les enfants sont actifs et développent une culture. Il est important de comprendre le sens de cette « culture de rue » avant de comprendre les pratiques d'intervention des organismes.

1.4. La « culture de rue » ou l'utilisation de la rue comme espace identitaire, de socialisation et de survie

Les enfants de la rue construisent et reconstruisent les significations de leur réalité quotidienne. Cependant, les représentations sociales que la population en général se fait de cette vie sont somme toute négatives et s'articulent sur une sorte de construction d'oppositions binaires que Lévi-Strauss (cité par Ennew et Swart Gruger, 2003) identifie comme la base des significations sociales:

- Unité familiale/enfant de la rue, abandonné et seul.
- Domicile/rue
- Social/Antisocial
- Moral/Amoral
- Normalité du foyer/déviance de la rue

Ces oppositions morales entre le mal et le bien constituent, selon Ennew Swart et Gruger (2003), la base de la perception des individus en général: Les enfants de la rue mèneraient une vie antisociale, immorale, chaotique et représenteraient par conséquent un problème pour l'ordre public. La tendance dans les interventions est donc souvent de les amener à voir leurs expériences dans la rue comme négatives et sans valeur. Cependant les aspects négatifs attachés à la rue ne sont pas les seules réalités de cette vie de rue; et ces enfants ne sont pas aussi passifs et soumis aux aléas de la rue sans aucune emprise telle qu'on le laisse souvent croire. Ils ont bien une capacité d'adaptation et de réponse à leur situation. Par conséquent une simple définition de l'enfant de la rue à travers des images stéréotypées telles que l'enfant sale, l'enfant abandonné, l'enfant voleur et mendiant dans la rue pour survivre (Manier, 1999) ne permet pas de saisir et de comprendre cette réalité aussi complexe.

La marginalisation des enfants ne peut non plus s'expliquer simplement à travers les facteurs économiques, d'abandon et des risques encourus par ces enfants de/dans la rue (Pirenne, 1989; Chiera, 1998). Il est nécessaire, à cet effet, de comprendre ces milieux où des milliers d'enfants vivent, travaillent, se socialisent, souffrent, et se sentent parfois heureux. Il faut analyser ce qui les attire et les maintient dans la rue; comment s'approprient-ils cet espace pour s'affirmer, s'identifier, etc. En somme, comment se socialisent-ils autrement? Analyser et comprendre cette logique n'est pas valoriser la vie de rue ou sous-estimer les contraintes qui y sont associées, bien au contraire (Lucchini, 1996; Parazelli, 2002). Il s'agit de les comprendre pour trouver une réponse alternative aux besoins de ces enfants. C'est ce que tente de faire Lucchini (1996) à travers plusieurs études en Amérique latine. A l'aide de ce qu'il appelle le « système enfant-rue », l'auteur démontre que loin d'être des agents passifs dans cet univers hostile (et attrayant en même temps), les enfants de la rue sont des acteurs sociaux ayant une rationalité spécifique. En effet, l'enfant de la rue développe des ressources physiques, cognitives et sociales (capacité d'innovation, de création,

de regroupement et même d'utilisation des différents services sociaux à ses fins). Il développe ces qualités et ces compétences dans la rue.

Privés de liens familiaux, les enfants en rupture s'en reconstruisent face à la dureté de la vie de rue. Ils bâtissent une sécurité en se regroupant, et une autorité en vivant sous la loi d'un chef, souvent plus âgé. A partir de là ils vivent des règles particulières propres au groupe, et dictées par la survie.

En effet lorsque l'enfant entre dans la rue, il intègre un groupe de pairs déjà présents qui vont l'initier aux normes, aux valeurs, aux règles ou aux codes de la rue. Il suit dès lors un processus de socialisation qui lui permet de survivre dans son milieu (Maricel, 1995). Comme l'explique De Latour (1999) dans son étude sur les « ghettomen » d'Abidjan, la méfiance est de rigueur dans le milieu de la rue et le nouveau venu doit se faire reconnaître, initier en adoptant le comportement du groupe. Les « vieux pères »²⁶ du ghetto lui mènent la vie dure en lui arrachant fréquemment ses gains, ses habits ou tous autres biens. Le nouveau venu doit souvent se confronter (physiquement ou verbalement) aux autres membres du groupe pour s'imposer. Ces épreuves ou ces conflits que les assistants sociaux considèrent comme de véritables dangers pour les enfants constituent pourtant des rites de passage pour l'enfant ayant choisi d'appartenir à cette culture. Elles lui permettent de définir ses compétences, son statut ou sa place dans la hiérarchie du groupe. Progressivement l'enfant apprend à travers ces rites, les règles du milieu, s'intègre, s'affirme et y occupe une place.

Dans la rue les langages sont souvent codés pour n'être compris que par les membres du groupe ou par celui qui en est initié. Les enfants des rues ivoiriennes appellent ce

²⁶ Ceux qui sont dans la rue depuis longtemps et qui par conséquent ont acquis de l'expérience; ils connaissent et maîtrisent la rue. Ils dirigent et protègent les plus petits, les fistons.

langage le *noushi*²⁷. Le *noushi* permet en effet de communiquer sans se faire comprendre par les passants, de signaler la présence d'un *gnabré*²⁸, d'un danger ou se faire reconnaître par ses pairs. C'est la maîtrise et l'intégration de cette culture qui permettront à l'enfant de la rue de trouver la protection et les ressources nécessaires pour vivre dans son nouvel environnement. A ce titre, ces propos recueillis par Sissoko (cité par Hérault et Adesanmi, 1997, p. 7) auprès des enfants des rues d'Abidjan montrent bien l'importance de l'acquisition de ces normes pour un enfant dans la rue : « [...] si tu es dans la rue et que tu veux vivre longtemps, il y a des règles à respecter. Quand tes camarades font un coup et les *gnabré* arrivent, tu n'as rien vu, rien entendu, et tu ne dis rien. [...] si tu es un *zôgo*, les *mogo* vont finir très vite avec toi »²⁹.

La rue élimine les faibles; Il n'est donc pas donné à tout enfant de vivre dans la rue et de la rue. La survie dans la rue est par conséquent liée à cette « culture de rue ». Le concept de « culture de rue » ne renvoie pas à la négation ou à l'infériorité des pratiques des enfants de la rue mais plutôt à une culture qui s'inscrit à la marge de la culture dominante (socialisation dite normale).

Certains groupes (le cas des groupes très hiérarchisés) peuvent devenir de véritables gangs de rue. Il importe toutefois de différencier ces groupes de ceux des enfants de la rue qui, bien que commettant de petits vols et soient souvent utilisés par les gangs de rue comme éclaireurs, n'ont pas une organisation si structurée et les moyens nécessaires (armes, voitures...) pour ces grands délits. Ces formes très hiérarchisées et structurées sont mêmes incompatibles avec les besoins de survie des enfants de la rue (Lucchini, 1998).

²⁷ Le *noushi* est un mélange de la langue française et de plusieurs langues locales, notamment le Dioula.

²⁸ Ce terme désigne les policiers. Ces derniers dans leur rôle de rétablissement de l'ordre public représentent en effet de véritables dangers ou ennemis pour les enfants de rue.

²⁹ Un enfant de la rue qui dénonce ses pairs est considéré comme un *zôgo*, c'est-à-dire un traître pour ses *mogos* (camarades). Ces derniers vont donc finir très vite avec (tuer rapidement) ce *zôgo*.

A travers ces formes d'organisation (de défense, de protection et d'activités, selon les besoins), ces enfants en rupture avec leur famille ou la société de façon générale s'approprient la rue et délimitent un territoire qu'ils appellent leur *ghetto*. Le ghetto est un lieu de rassemblement où ils organisent leurs activités, se mettent en communauté, consomment la drogue (De Latour, cité par Bourdieu, 1999). Ces enfants s'identifient dès lors à leur ghetto. En s'appropriant ces espaces, qu'ils appellent leur ghetto, leur territoire ou leur terrain, les enfants tout comme les jeunes de la rue s'inscrivent dans un processus de « socialisation marginalisée », c'est-à-dire d'affirmation et de réalisation de soi au sein de la marge urbaine (Parazelli, 2000, p. 30). Pour Parazelli (2000), cette « socialisation marginalisée » n'est pas fondée sur des normes moralisantes, c'est-à-dire de bons ou de mauvais comportements mais plutôt sur des normes psychosociales relatives à la construction identitaire des jeunes. En analysant en effet l'utilisation des espaces par les jeunes de la rue montréalais, Parazelli (2002, p. 118-119) observe que « [...] l'espace de la rue peut être, pour le jeune, un espace où les expériences qu'il vit lui semblent positives notamment en ce qu'elles lui donnent une nouvelle autonomie ». En témoigne ces propos recueillis par Sissoko (cité par Hérault et Adesanmi, 1997, p. 22) auprès d'un enfant de la rue d'Abidjan : « Quand on est dans la rue, on se sent libre. Il n'y a pas les parents qui gênent. On est autonome. Tu gagnes ton propre argent et tu le gardes toi-même. Tu peux te promener où tu veux, tu es libre comme l'air [...] ».

A l'instar des jeunes de la rue du Nord, la rue est synonyme d'indépendance des enfants de la rue du Sud à l'égard de leur famille. En effet, confrontés à la pauvreté, à la dureté de la vie de rue et aux abandons, les enfants en rupture du Sud tout comme leurs pairs du Nord, se reconstruisent une identité dans un environnement à la fois hostile et attirant. Ils bâtissent une sécurité en se regroupant et en exerçant de petits métiers, et une autorité en vivant sous la loi d'un *coeurman*. Dans une famille déstructurée où l'enfant ne trouve pas de réponses à ses désirs (affection, protection,

loisirs et nourriture, etc.), cette recherche identitaire lui permet de retrouver, à travers le groupe, la bande, une famille fictive partageant ses peines et ses joies.

Certains enfants assument cette vie sans toutefois s'identifier à la rue, mais aux différentes activités qu'ils y exercent. Ils jouent alors un rôle complexe dans leur marginalité en ce sens que « [...] à la fois acteur de rue, ils permettent aussi à de nombreux adultes, directement ou indirectement, et de façon plus ou moins organisée, de survivre » (Tessier, 1996, p. 43-44).

En Côte d'Ivoire, pour les enfants qui ont encore des liens avec leur famille (les enfants dans la rue), la rue leur permet d'améliorer la place qu'ils y occupent. Leurs revenus obtenus à travers les nombreuses activités (gardiens de voitures, vendeurs de journaux, cireurs de chaussures, porteurs, rabatteurs...) sont en effet nécessaires au budget familial. La rue est par conséquent pour eux synonyme d'indépendance à l'égard de la famille et cette autonomie attire beaucoup d'enfants, notamment ceux qui sont issus de milieux défavorisés.

Dans une ville comme Abidjan où le chômage est endémique et où les travailleurs sont pour la plupart mal rémunérés³⁰ ou travaillent dans le micro commerce aléatoire (les activités informelles), les familles sont toutes dans une logique de débrouillardise ou, comme le dit le langage populaire abidjanais, « se cherchent tous ». Les enfants eux aussi « se cherchent, se débrouillent » soit pour montrer leur reconnaissance à leurs parents ou prendre leur autonomie. Se débrouiller à Abidjan signifie, comme le montrent bien ces propos des jeunes et enfants dans les rues d'Abidjan interrogés par Sissoko (cité par Hérault et Adesanmi, 1997, p. 7):

³⁰ Certains employés travaillant dans les industries d'Abidjan ou dans les sociétés de gardiennage touchent moins de 50,000 CFA par mois, l'équivalent de 105 dollars canadien. Ils doivent avec ces salaires payer des loyers oscillant entre 10,000 et 15,000 francs CFA. Le travail de l'enfant dans la rue devient dans ces conditions nécessaire pour la survie du ménage.

[...] c'est grouiller pour faire tous les métiers qui permettent de vivre dans la rue. C'est tout ce qui peut nous donner des jetons, c'est à dire l'argent. Se débrouiller, c'est se libérer des parents; c'est avoir une indépendance dans la rue et y chercher son avenir par ses propres moyens.

Se débrouiller, c'est faire de petits boulots, c'est voler pour avoir sa nourriture, agresser les gens pour leur prendre leur chaîne et leur portefeuille, c'est mendier [...] celui qui ne connaît pas tout ça, il ne peut s'en sortir. Les petits boulots que nous faisons, ça ne nous permet pas de faire face à nos besoins. Dans la rue, il faut se battre pour avoir de l'argent, c'est ça qui fait qu'on peut se passer des parents.

Les activités de ces enfants sont en quelque sorte hiérarchisées : les plus jeunes mendient car plus aptes à inspirer pitié et à gagner de l'argent. Cela peut s'expliquer également par le fait que cette activité ne demande pas d'expérience dans la rue et tout nouveau venu peut la pratiquer pour survivre. Lorsque l'enfant est plus âgé par contre, il devient plus difficile pour lui d'obtenir son gain de rue par la mendicité. Il lui faut alors inventer d'autres stratégies de survie; il opte alors souvent pour la vente de divers objets tels que les mouchoirs, les journaux ou devient rabatteur de clients³¹, cireur de chaussures, porteur de cartons ou de bagages autour des marchés qui suivent les clients pour porter leurs achats. En haut de cette échelle se trouve, dans le quartier du Plateau, les gardiens de voitures. Ces derniers sont considérés par leurs *môgos* comme plus chanceux car gagnant plus d'argent.

En somme, l'essentiel des différentes activités exercées par ces enfants (porteurs de bagages, gardiens de voitures, rabatteurs, etc.) sont des services qui ne sont pas demandés mais que l'enfant crée pour obtenir quelques pièces de monnaie. Dans certaines circonstances la demande peut être créée, notamment au niveau des voitures. En effet, laisser une voiture sans en demander la garde par ces enfants, c'est

³¹ Les rabatteurs sont les enfants qui accompagnent ou cherchent des clients pour les Gbaka (minicar servant de transport en commun dans les différentes communes d'Abidjan) et les sociétés de transports interurbains présentes dans la gare d'Adjamé. Ils reçoivent alors un pourboire de la part du conducteur, de la société de transport ou parfois du client (voyageur).

risquer de se retrouver avec une voiture avec les vitres et la carrosserie abîmées ou certaines pièces détachées et revendues au marché noir. D'où la nécessité pour les propriétaires de voiture qui se rendent au Plateau (le quartier administratif et des affaires de la Côte d'Ivoire) de trouver un gardien pour la sécurité de leur voiture. Dans ces activités, aucun prix n'est fixé par les enfants. Tout est laissé à la générosité de leurs clients qui peuvent même refuser de les récompenser pour le service rendu.

Lorsque l'enfant parle de ces conditions de la rue, il prend toujours soin de préciser son activité : « je me débrouille », « je me cherche » dans tel espace ou sur tel marché mais jamais « je vis ou je suis de tel marché ». Selon Lucchini (1996 p. 78), l'enfant s'identifie ici par son activité et utilise cette activité pour justifier et même valoriser sa présence dans la rue. En effet, l'activité de l'enfant rassure les adultes et la police qui voient à travers ce qu'il fait un enfant « normal » exerçant des activités dans la rue mais qui rentrera chez lui à la fin de la journée. Ce qui est avant tout un processus normal d'apprentissage dans la société abidjanaise en majorité insérée dans le secteur informel. Sa présence est donc bien acceptée par le public et vue comme la conséquence de contraintes économiques. Il est donc perçu différemment des enfants dits « délinquants » sur les marchés. Selon Lucchini (1996, p. 78), l'enfant bénéficie dans ces conditions

[...] de l'image des objets qu'il propose aux passants. Il est en effet identifié par les objets qu'il propose et par sa source d'approvisionnement. Cette identification se traduit par une image de l'enfant sinon positive, en tout cas rassurante. Il n'est pas un délinquant en puissance, il est scolarisé, il est encadré par des adultes, sa présence dans la rue est temporaire.

Leurs parents ne voient donc pas la rue comme mauvaise en soi vu son rôle d'apprentissage et utilitaire pour la survie familiale, bien que les risques d'un départ

définitif de l'enfant du foyer restent élevés. Ici, l'enfant et sa famille (si ce lien existe toujours) ne voient pas la rue de la même façon que les institutions de prise en charge.

Ces diverses analyses sur le mode de vie des enfants de la rue nous permettent de mieux comprendre le sens de leurs pratiques. Ces stratégies ont-elles le même sens pour les institutions d'assistance? Nous faisons l'hypothèse que les stratégies d'intervention varient en fonction d'une lecture différente du phénomène. Quels sont par conséquent les discours, les attitudes et les stéréotypes qui guident les stratégies d'intervention auprès de cette population ?

1.5. La diversité des représentations sociales et de l'intervention auprès des enfants de la rue

Face à la présence trop visible des enfants de la rue qui tentent de s'approprier les rues, les principaux marchés et autres espaces publics dans une logique identitaire et de survie, l'action de terrain se multiplie pour assurer leur réinsertion sociale ou lutter contre cette sous-culture qu'on assimile souvent à un « nid de délinquants » en puissance. Ce sont souvent les organisations non gouvernementales et des organismes communautaires qui interviennent auprès d'eux pour tenter de leur donner la chance d'échapper à leurs conditions. Quelles sont les stratégies d'intervention des diverses structures auprès de ces enfants de la rue ?

Pour comprendre les stratégies d'intervention auprès des enfants, il importe de situer d'abord l'évolution de certaines actions initiées en faveur des enfants de la rue.

1.5.1. L'intervention auprès des enfants de la rue dans les pays en développement

Historiquement les interventions auprès des enfants de la rue étaient d'abord prises en charge par les institutions religieuses dans un objectif de charité. Ces institutions religieuses intervenaient pour offrir aux enfants de la nourriture, des vêtements et un lieu pour dormir. Cette intervention était basée sur deux principes majeurs (Iman, 2003) : isoler les enfants de la société et une approche paternaliste d'encadrement et d'éducation. Les approches du père Renato auprès des enfants de la rue au Brésil (Chiera, 1998) et celui de Jacqueline Pierenne auprès de « mes fils de la rue » en Mauritanie (Pierenne 1989) illustrent bien ces formes d'intervention dites caritatives ou religieuses.

Ces interventions à base religieuse, bien que nécessaires, s'avéraient souvent inadéquates, voire insuffisantes pour répondre aux besoins des enfants de la rue. Aussi, encouragés par l'UNESCO, des villages SOS et des orphelinats furent créés un peu partout par de nombreux pays africains pour assurer la protection et la socialisation des enfants dits en circonstances extrêmement difficiles. Ces placements institutionnels (en milieu fermé) n'ont pas introduit de changement radical dans la prise en charge des enfants de la rue. Ces services étaient rigides et conventionnels; l'objectif principal derrière cette institutionnalisation ou ce confinement étant de débarrasser la société de ce problème (Iman, 2003). Cette attitude renforce la stigmatisation des enfants et ignore leurs besoins spécifiques. L'environnement familial est en effet remplacé par un environnement institutionnel artificiel, souvent froid et inamical (UNICEF, 1994; Blanc, C.S, 1994). Les bénéficiaires (les enfants accueillis dans les centres) ne supportent pas souvent ce cadre rigide et préfèrent parfois retourner dans la rue (EASEMO, 1995, p. 6).

D'autres organismes tentent toutefois de comprendre la vie de rue non comme un lieu d'échec mais un point de départ dans la réinsertion des enfants de la rue. Leurs

projets s'efforcent en effet de « [...] tirer profit de l'expérience des enfants de la rue, de l'intelligence pratique, de la hardiesse et de la volonté de vivre que la rue leur a donné » (UNESCO, 1995, p. 212). En Inde par exemple, le Projet Bosco permet aux petits chiffonniers de vivre de leur fouille d'ordures. Cette institution organise en coopérative les enfants de la rue qui travaillent sur les décharges afin de valoriser et faire fructifier cette activité. L'intervention de cette institution a permis aux enfants de la rue de valoriser une décharge d'ordures, de construire une école et créer un atelier de formation ainsi que du théâtre. Ainsi, « [...] la décharge source de désespoir, est devenue source d'inspiration grâce au théâtre, au recyclage et aux cours » (UNESCO, 1995, p. 214). En partant donc de l'expérience des enfants, on est arrivé progressivement à assurer leur intégration sociale.

La plupart des enfants de la rue ont abandonné l'école et ne savent ni lire ou écrire ; l'éducation, surtout formelle, semble ne pas les intéresser. Elle a souvent peu d'intérêt pour des enfants habitués au monde souvent chaotique de la rue et qui sont à la recherche d'expédients pour la survie (les gains de rue). Par conséquent, de nombreux organismes utilisent le travail pour leur réinsertion. A ce titre, l'atelier Bon Conseil du Togo est un exemple de réinsertion par le travail (UNESCO, 1995, p. 168-190). Il offre une formation théorique et pratique en mécanique aux jeunes enfants déscolarisés ou mis hors du système formel d'éducation. En travaillant, les enfants apprennent non seulement un métier, mais surtout ils peuvent gagner de l'argent. Cette approche qui favorise chez les enfants l'estime et la confiance de soi est également pratiquée par la société Undugu du Kenya (Paulhus, 1985, p. 12-14). A travers son « village polytechnique », l'organisme veut en effet amener les enfants à apprendre un métier, afin de se prendre en charge.

Des activités de loisir (danses folkloriques, fanfare de jazz, troupe de théâtre, des équipes sportives) sont organisées par les enfants du centre. L'intervention de Undugu se fait à la fois au niveau de la rue et au niveau de l'institution (son village

polytechnique). Par ses divers services, Undugu veut « conscientiser » les masses et les amener à se prendre en charge. L'organisme est ainsi devenu, selon Paulhus (1985, p. 14), un « service communautaire au cœur et au service des masses ». Son approche a évolué au cours des années. Cette évolution peut permettre d'illustrer et de comprendre les principales formes d'intervention auprès des enfants/jeunes de la rue. En effet, la société Undugu avait au début de son intervention auprès des « *parking boys* » de Nairobi (les enfants gardiens de voiture) une réponse curative immédiate et une attitude qu'on pourrait qualifier de bienfaisance (Mutuku et Mutiso, 1994, p. 247-257). Une approche plus préventive et d'orientation communautaire sera plus tard utilisée pour combattre le phénomène à sa racine tout en aidant à l'amélioration des conditions de vie des communautés. Aujourd'hui, Undugu met l'accent sur la mobilisation sociale, l'empowerment communautaire et la transformation sociale pour améliorer la situation des enfants de la rue.

Au niveau international l'UNESCO et l'UNICEF (en collaboration avec des ONG) estiment que l'éducation est le moyen le plus efficace pour, d'une part, arracher les enfants à la misère et à l'ignorance, et d'autre part s'attaquer directement à la racine du phénomène (UNESCO, idem, 1995). Ils accordent par conséquent la priorité à l'éducation fondamentale et à la formation professionnelle.

En somme, lorsqu'on analyse les activités des organismes, on remarque qu'en général dans leurs interventions, les ONG internationales et nationales subviennent aux

[...] besoins les plus urgents et prioritaires (des enfants), notamment la santé, l'hygiène, la sécurité, le retour à la famille si possible, la nourriture quotidienne, centres d'accueil ou d'écoute, provisoire ou permanent, vêtement, soutien juridique, protection contre la violence, la répression et les sévices arbitraires, petits travaux, règlement des conflits avec la justice, conseils contre la drogue et, dans certains cas, apprentissage, première inscription ou retour à l'école (UNESCO, 1995, p. 18-19).

1.5.2. Qu'en est-il en Côte d'Ivoire ?

Soulignons que la Côte d'Ivoire s'inscrit dans ces tendances. Des structures privées et publiques ont été créées pour répondre aux besoins des enfants dits en circonstances extrêmement difficiles³² dans la ville d'Abidjan. Lorsqu'on exclut les clubs services³³, nous y retrouvons 27 institutions d'assistance en faveur des enfants en circonstances difficiles (UNICEF, 1991). Ces institutions peuvent être réparties en deux catégories (Voir tableau 1.1 et 1.2): Les institutions publiques et les institutions non gouvernementales.

Tableau 1.1 : Les institutions publiques intervenant en direction des enfants en circonstances difficiles

- Le centre éducatif de la Zone 4/c
- La pouponnière d'Adjamé-220 Logements
- L'Orphelinat National de Bingerville
- Les services d'éducation surveillée
 - *Le centre de rééducation de Dabou
 - *Le Centre d'Assistance Éducative
 - *Le service de la liberté surveillée
 - *Le centre d'observation des mineurs
- Le carrefour des équipes pour jeunes en difficulté (CEJD)
- La pouponnière de Yopougon

Source: D'après une adaptation des travaux de UNICEF-Côte d'Ivoire (1991).

³² Rappelons que les enfants dits en circonstances extrêmement difficiles sont les enfants de la rue, les orphelins, les mineurs en infraction, les enfants abandonnés, les jeunes drogués, les jeunes prostitués, les jeunes réfugiés et handicapés (physiques, sensoriels et psychiques). En général, les organismes d'assistance n'interviennent pas auprès d'une seule catégorie de cette population mais auprès de deux ou de plusieurs.

³³ Les clubs services sont les regroupements, les associations de personnes apportant un soutien ponctuel aux enfants de la rue. Ces clubs ont souvent une existence éphémère.

Dans le secteur public, nous avons des centres sociaux, des pouponnières, des orphelinats, des centres d'éducation, des établissements pour enfants handicapés, des villages SOS. La plupart des centres publics que Paulhus (1985, p. 14) qualifie « d'internat volontaire » offrent formations et appuis aux enfants pour la reconversion vers une autre activité (maçonnerie, couture, mécanique auto, menuiserie, etc.). Les institutions publiques sont sous la responsabilité du Ministère des affaires sociales. Ce sont des services sociaux qui opèrent souvent en milieu fermé où les enfants reçoivent une rééducation. Le meilleur exemple de cette forme d'intervention est le service d'éducation surveillée qui reçoit les mineurs en infraction contre la loi. C'est en somme une institution judiciaire de réhabilitation.

Quant aux institutions non gouvernementales (ONG) ce sont des structures internationales qui soit financent les projets des organismes communautaires (ONG locales) soit interviennent directement sur le terrain pour venir en aide aux enfants de la rue et autres groupes vulnérables présents dans les grandes villes de la Côte d'Ivoire. Ces institutions ont une approche orientée vers la rue, le milieu de vie des enfants.

Le ministère de la Santé Publique et des Affaires Sociales travaille en collaboration avec des structures telles que le BICE (Bureau International Catholique pour l'Enfance), l'INADES (Institut Africain pour le Développement Économique et Social), le Centre pilote de Port-bou et la Communauté ABEL-LVIA pour la prise en charge de ces enfants sur la base d'actions socio-éducatives en milieu ouvert (Unicef-Côte d'Ivoire, 1994). Leur programme initialement implanté dans la deuxième grande ville du pays (Bouaké) s'est progressivement étendu à Abidjan. Au niveau des initiatives privées nous avons des ONG telles que le Centre Sauvetage et Espoir qui offrent gîte, couvert et accompagnement éducatif à des enfants de la rue (Institut des frères des écoles chrétiennes Côte d'Ivoire, 2003), CARITAS-Côte d'Ivoire et bien d'autres actions en faveur de ces enfants en situations difficiles.

Tableau 1.2: Les organisations non gouvernementales (Nationales et internationales) oeuvrant auprès des enfants en circonstances difficiles

• La communauté ABEL-LVIA³⁴ *Le centre éducatif professionnel *Carrefour jeunesse *Le centre de documentation, Recherche et formation • La CARITAS-Côte d'Ivoire • Le centre Akwaba de Treichville, • L'Association Nationale d'aide à l'Enfance en Danger (ANAED) • L'institut médico-pédagogique de Vridi • Le comité Ivoirien de la Décennie de l'Enfant Africain (CIDEA) • Le village d'enfants SOS d'Abobo • Le centre pilote des jeunes de port-Bouet • Le bureau international catholique de l'enfant • L'Association Nationale d'aide aux prisonniers (fraternité Maximilien Kolbe) • Coopérative des handicapés physiques d'Abidjan (CAHPA) • École ivoirienne des sourds • Espoir Côte d'Ivoire • N'daya- Côte d'Ivoire
--

Source: D'après une adaptation des travaux de UNICEF-Côte d'Ivoire (1991).

On pourrait retenir des principaux services et activités offerts aux enfants ces différentes formes d'intervention (Unicef- Côte d'Ivoire, 1991 ; Unicef- Côte d'Ivoire 1994):

³⁴ La communauté ABEL-LVIA regroupe en son sein l'Association italienne internationale des volontaires laïcs (LVIA et le groupe Abel de Turin).

- Des actions de rue : rencontres, écoute, relations d'aide, soins;
- Des conseils et assistance quant aux dangers de la rue (drogue, violence prostitution, abus sexuels, MST);
- L'accueil dans un centre socio-éducatif: protection, soins, stabilisation psychoaffective, éducation de base, formation professionnelle
- L'hébergement temporaire avec accès à l'hygiène et aux soins;
- La réintégration familiale après un travail d'approche pour solutionner les causes de fugue des enfants;
- L'appui et suivi en famille (scolarité, formation professionnelle, appui à la famille);
- L'insertion professionnelle des enfants et jeunes travailleurs, aide à leur installation;
- L'alphabétisation fonctionnelle et conscientisante, activités sportives et de loisirs, éveil de la création artistique, cirque.

Afin de diversifier nos sources de données, nous avons décidé d'analyser trois organismes choisis parmi les trois catégories d'organismes présents dans la ville d'Abidjan (au niveau international, local-communautaire, local-public). Il s'agit des organismes suivants : le **Bureau International Catholique de l'Enfant (BICE)**, le **Centre Akwaba de Treichville**, et **Le centre éducatif de la zone 4/C**. Ces trois organismes sont respectivement une ONG internationale, une ONG locale et une institution publique. Elles feront l'objet de l'étude parce qu'elles représentent des exemples typiques des modes d'interventions des institutions qui ont cours à Abidjan.

A l'instar de Parazelli (2002), nous pensons que les différences de modes d'intervention sont à bien des égards liées aux représentations sociales que se font les intervenants à propos des enfants de la rue. En effet, les discours et les jugements de victimisation, de délinquance ou d'acteurs portés sur les enfants/jeunes de la rue peuvent influencer les stratégies d'intervention auprès d'eux. Examinons alors les représentations sociales pouvant guider les stratégies d'intervention.

1.5.3. Analyse de certaines représentations sociales de l'intervention sur les enfants de la rue

A l'aide d'une typologie élaborée à partir d'observations des pratiques d'intervention auprès des jeunes de la rue au Québec, Parazelli (2002, p. 15) identifie sept formes de représentations sociales de l'intervention auprès des jeunes de la rue (Tableau 1.3). Cette typologie permet de dégager des logiques d'intervention qui varient selon les représentations sociales que l'intervenant construit face au phénomène des enfants de la rue. En ce sens, ce tableau peut nous servir de repères théoriques pour guider notre analyse des représentations sociales des intervenants.

Selon l'auteur, la **représentation familialiste** de l'intervention conçoit le jeune de la rue comme un enfant vulnérable qui a besoin de protection de la part des adultes. Le jeune est représenté dans cette approche comme une victime innocente de la violence familiale et de la pauvreté. La principale politique de cette « *protective approach* » se focalise sur des problèmes spécifiques, notamment l'intégration des enfants dans une éducation formelle et leur retrait du travail (De Bénites, 2003). On cherche donc dans cette « *protective approach* » à réinsérer l'enfant dans le système traditionnel de socialisation que constituent l'école et la famille.

Tableau 1.3: Principaux types de représentations sociales de l'intervention auprès des jeunes de la rue: Mode de relation aux jeunes, perceptions du problème et mode d'intervention. (Parazelli, 2002, p. 15)

Types de représentations sociales	Familialiste	Thérapeutique	Doctrinale	Religieuse	Commerciale	Répressive	Émancipatoire
Mode de relation symbolique au jeune	L'enfant	Le bénéficiaire	L'adhérent	Le croyant	Le client	Le délinquant	Acteur
Perception générale du problème	Vulnérabilité Sociale	Pathologie Sociale	Absence de rapport de force	Absence de modèle	Non-satisfaction des besoins	Nuisances publiques	Aliénation sociale
Mode D'intervention	Protéger	Guérir	Guider	Donner l'exemple	Distribuer un service	Arrêter, disperser et/ou évacuer	Accompagner

La **représentation thérapeutique** de l'intervention, quant à elle, considère l'enfant comme un bénéficiaire souffrant d'une pathologie sociale qu'il faut guérir. Dans cette perspective le jeune enfant est aussi vu comme une victime qu'il faut aider. La rue constituant un milieu dangereux et asocial (maladies, violences, etc.) pour l'enfant, l'intervention vise alors à traiter des symptômes physiques dans une logique de santé publique.

Dans la **représentation doctrinale**, « le jeune est vue comme un adhérent à une vision politique de sa condition sociale qui le guidera dans l'établissement d'un rapport de force avec les diverses institutions qui le rejettent » (Parazelli, 2002, p. 15).

La **représentation religieuse** cherche à donner au jeune, perçu comme privé de modèle social, des valeurs religieuses comme modèle. Cette approche est souvent pratiquée par les organismes de bienfaisance, à base religieuse, qui interviennent pour assister les enfants marginalisés.

La représentation commerciale: Le client, selon Parazelli (2002, p. 15), est « [...] la conception classique de la représentation commerciale de l'intervention auprès des jeunes qui, suite à l'identification de besoins non satisfaits, s'orientera dans la distribution d'un service ». Les enfants/jeunes se tournent vers ces institutions pour obtenir des ressources diverses. Cette approche tend à les transformer en consommateurs de service. Ils deviennent ainsi dépendants des services offerts par les organismes.

La **représentation répressive**, par ailleurs, considère le jeune comme un délinquant qu'il faut arrêter, mettre en prison ou dans des centres de réadaptation. Les adolescents surtout sont vus comme des délinquants en devenir qu'il faut réprimer pour protéger la société (Lucchini, 1998, p. 356). La répression policière, les centres

d'éducation surveillée ou de rééducation et l'emprisonnement deviennent alors des pratiques de lutte contre le phénomène.

Enfin la dernière représentation des interventions auprès des jeunes/enfants de la rue est la **représentation émancipatoire**. Selon Parazelli (2002, p. 15), les jeunes de la rue sont vus comme des acteurs sociaux qu'il faut « [...] accompagner pour soutenir la réalisation de leur individualité et de leurs désirs sociaux ». Cette approche tente d'humaniser les services existants en offrant des services alternatifs à l'institutionnalisation ou à la transformation des enfants en consommateurs de services. Elle vise par conséquent à favoriser, développer une participation citoyenne des enfants/jeunes de la rue dans un contexte souvent démocratique (Parazelli, 2002, p. 305). Cette dernière pratique tend à être le modèle d'action maintenant utilisé dans de nombreuses institutions. Notons toutefois que bien que ce discours soit inscrit dans les objectifs de plusieurs institutions, il reste que parfois les pratiques s'en éloignent.

Bien qu'il soit difficile de séparer nettement les représentations sociales des stratégies d'intervention qui peuvent en découler, il ne faut pas les confondre. Les représentations des intervenants sur les enfants de la rue influencent fortement le mode ou le type d'intervention. Pour rendre compte de ces stratégies³⁵, certains auteurs ont aussi identifié des approches à ce niveau. Quelles sont en effet les stratégies d'intervention souvent privilégiées par les organismes?

1.5.4. La diversité des stratégies d'intervention

Il existe différentes stratégies d'intervention en direction des enfants/jeunes de la rue suivant les institutions à travers des approches spécifiques. Nous tenterons d'analyser dans ces paragraphes l'approche de la défense des droits de l'enfant, la « *Rights-base approach* ». Selon De Bénites (2003, p. 9), la « *Rights-base approach* »,

³⁵ Se référer à la page 50 de ce document pour la définition de stratégie d'intervention.

[...] sees street children as human beings whose fundamental rights have been violated. A key policy within this approach is to ensure the legal protection of children's right, promoting the well-being of children through a range of social, economic, cultural and educational measures which allow street children to take control over their own lives.

Il existe aussi l'approche correctionnelle, l'approche de la réhabilitation, l'approche dans la rue, l'approche préventive, l'approche d'assistance simple, les approches d'assistance combinée ou de formation et l'approche émancipatoire.

Dans une autre classification qui complète bien celle de Parazelli (2000, p. 5), Lusk (cité par Lucchini, 1998, p. 357) regroupe les différents programmes d'intervention sur un continuum qui va du changement social au contrôle social :

- L'approche correctionnelle;
- L'approche de la réhabilitation;
- L'approche dans la rue, en milieu naturel;
- L'approche préventive.

Ces différentes approches sont basées sur la manière dont on définit l'enfant de la rue en tant que problème social orientant ainsi une stratégie globale d'intervention. Les problèmes de l'enfant sont en effet définis soit dans un cadre de pathologie personnelle (déficiences affectives, cognitives, relationnelles) ou en fonction de facteurs structurels.

L'approche correctionnelle tend vers l'institutionnalisation de l'enfant de la rue et sa stigmatisation en tant que déviant. Elle voit de prime abord l'enfant comme un danger immédiat ou potentiel pour l'ordre et la sécurité publique. Selon De Benitez (2003, p. 6), dans cette « [...] *reactive approach, the key policy manifestation is the use of the juvenile justice system as a way to clear the street and push offenders against the common good* ». Le phénomène est donc souvent individualisé,

criminalisé et perçu uniquement en terme de ses conséquences pour l'ordre public (Council of Europe, 1994, p. 17).

A partir de cette dernière approche, dans certains pays les enfants de la rue sont arrêtés pour la simple raison qu'ils vivent dans la rue ou parce qu'ils ont commis des offenses liées à leur statut (Consortium for street children, 2002; Boyden, P. Holden, 1991). Le vagabondage, le statut de sans-abri est souvent confondu avec la délinquance. Au Kenya et en Côte d'Ivoire par exemple, les enfants de la rue sont quotidiennement arrêtés pour ces raisons de vagabondage ou de sans-abri (Satterthwaite, cité par De Bénites, 2003). A ce niveau des opérations policières musclées³⁶ dénommées « Opération coup de poing » ont été menées dans les années 1990 pour « rafler », c'est-à-dire mettre au arrêt, tous les « délinquants » dans les rues d'Abidjan. Si ces opérations qui se déroulent régulièrement dans la ville d'Abidjan permettent d'arrêter de vrais criminels, il faut noter cependant que beaucoup d'enfants de la rue sont pris et mis dans des institutions de réadaptation ou tout simplement dans des prisons. Ces interventions sans être directement dirigées contre les enfants de la rue sont, à leur égard, correctionnelles et répressives. En effet, aucun effort n'est fait à ce niveau pour établir la différence entre la délinquance juvénile et les enfants dans/de la rue. Les enfants arrêtés dans la rue durant ces « rafles » nocturnes sont tous considérés comme des enfants en circonstances extrêmement difficiles ou des délinquants potentiels et conduits aux centres d'observation des mineurs (institutions judiciaires de réhabilitation) dans un but de (re) socialisation.

Le travail de rue : Cette approche dans la rue, comme le souligne Lucchini (1998, p. 357), « [...] utilise les ressources de la rue et celles de l'enfant pour structurer l'intervention ». Elle part du principe qu'on « [...] ne peut pas forcer l'enfant à

³⁶ On dit souvent que les policiers (la SAVAC, la Police judiciaire) liquidaient les « bandits » pour des primes de 100, 000 francs CFA (\$ 300 canadien) par tête. Ce qui n'a jamais pu être vérifié. Il faut noter cependant que ces deux unités de la police sont très craintes par la population ivoirienne à cause de leurs bavures.

s'adapter à des pratiques pédagogiques et éducatives qui ne tiennent pas compte de son vécu et de sa biographie ».

Se basant pour sa part sur les activités des organismes d'assistance aux enfants de la rue, Lucchini (1993, p. 231-233) classe les modes d'intervention auprès de cette population en quatre grandes catégories:

Les projets d'assistance simple ou caritatifs : Ces modes d'intervention selon l'auteur, ont un caractère non normalisant et reposent essentiellement sur des principes propres à la bienfaisance. Cette intervention ne cherche pas en premier lieu à changer l'individu mais plutôt à alléger sa souffrance. Cette forme d'intervention est beaucoup critiquée parce qu'elle entraîne la dépendance des bénéficiaires.

Les projets d'assistance combinée ou de formation : Ces modes d'intervention à caractère normalisant, selon Lucchini (1993, p. 232) « [...] reposent en général sur un modèle d'intégration sociale de l'enfant de la rue, intégration qui passe par l'exercice d'une activité rémunérée dont on s'efforce de garantir la stabilité ». Ces projets d'intervention touchent en général les enfants dans la rue et non les enfants de la rue. Leur approche vise, selon l'auteur (Lucchini 1993, p. 232), à changer l'enfant en lui apportant « [...] les rudiments socioprofessionnels indispensables à son entrée dans la société ».

Les projets de conscientisation ou d'auto émancipation : Ces modes d'intervention dits non normalisants rejettent l'enfermement de l'enfant dans une institution. Elles partent des ressources propres à l'enfant, de son milieu d'appartenance afin d'éviter de lui imposer un modèle étranger à son vécu quotidien. Cette approche d'intervention n'exclut pas des mesures d'accompagnement comme la scolarisation de l'enfant selon ses disponibilités et ses capacités ou encore l'organisation d'atelier destiné à développer les facultés intellectuelles de l'enfant.

Les projets mixtes utilisent deux ou plusieurs des approches mentionnées ci-dessus. De nombreuses institutions de réinsertion tentent aujourd'hui de se tourner vers l'approche de conscientisation ou d'auto émancipation, le travail de rue ou encore l'empowerment en offrant des programmes en milieu ouvert et des activités de rue, « *outreach* », pour les enfants et leurs familles (dans un but préventif). Le travail de rue est décrit par Cheval (1998) comme une pratique d'accompagnement qui reconnaît le sujet en tant qu'acteur et non un objet. En outre, le sujet acteur n'est pas dans une relation d'aide avec l'intervenant (le travailleur de rue) il est plutôt soutenu dans sa démarche d'autonomie sociale par ce dernier.

La réinsertion sociale : Ce concept est utilisé fréquemment dans les institutions de prise en charge des enfants de la rue pour parler du processus favorisant ou permettant l'intégration sociale de ces enfants. Bovin et De Montigny (2002, p. 11) définissent bien ce concept :

[...] c'est un état que connaissent ceux qui ont vécu une certaine forme de désinsertion dans une ou l'autre des sphères de la vie, soit dans la sphère psycho relationnelle, socioprofessionnelle et sociocommunautaire, et qui s'engagent dans une démarche d'autonomie.

Il s'agit alors de favoriser chez eux les aptitudes nécessaires (reconnues dans la société) pour leur (ré) intégration sociale. Dès lors, pour Bovin et De Montigny (2002, p. 12), toute pratique dont l'objet est « d'offrir des moyens de prévenir la désaffiliation et de favoriser des changements de représentation propices à une (re) connaissance sociétale, constituent sans aucun doute des pratiques de réinsertion sociale, voire professionnelle ».

La formation et l'insertion socioprofessionnelle, l'alphabétisation et/ou la (re)scolarisation, le placement en famille sont, en général, les programmes les plus utilisés par les institutions d'assistance aux enfants en circonstances extrêmement

difficiles, notamment les enfants de la rue. Le principal but visé dans cette démarche de réinsertion est la sortie de l'enfant en situation difficile de la rue. Cependant, sortir l'enfant de la rue n'est pas synonyme de son intégration sociale. Comme le soulignent Bovin et De Montigny (2002, p. 12) l'apprentissage et le développement des attitudes favorables à la vie en société peuvent être trompeurs si cela doit conduire à

[...] une autonomie de façade [...], c'est à dire la mise en oeuvre de rôles sociaux dépréciés, qui donnent à vivre une expérience sociale peu diversifiée, limitée dans les relations et les activités, et qui ne fournissent pas la possibilité d'assumer des responsabilités.

Dans un contexte de brouillage des repères et de recherche identitaire chez les jeunes enfants, la formation et l'insertion socioprofessionnelle, l'alphabétisation et/ou la (re)scolarisation, le placement en famille répondent à des besoins. Les clientèles (jeunes, enfants de la rue) visées par les programmes de réinsertion ont connu des ruptures importantes (abandon, manque d'affection, manque d'estime de soi, etc.) et redoutent en effet la forme classique des interventions, notamment les projets à caractère rigide ou qui semblent avoir la nature d'un contrôle social. A cet égard, Bondu (1998) conseille la pratique de la médiation sociale comme mode d'intervention.

La pratique de la médiation sociale : Pour Bondu (1998), les jeunes en difficulté à cause des problèmes qu'ils ont connus (perte de cohésion sociale, violence et isolement, etc.) adoptent une attitude de défection, désaffection au détriment d'une logique d'adhésion et de prise de parole. Selon l'auteur (Bondu, 1998, p. 86), cela explique pourquoi

[...] les dispositifs du type guichet ou équipement, bénéficient avant tout aux jeunes auxquels ils ne sont généralement pas destinés en premier lieu, à savoir ceux qui sont dans une trajectoire d'insertion et qui ont un statut défini dans les cadres institutionnels - lycéens, étudiants, jeunes en dynamique de formation, jeunes occupant un emploi... En revanche, ceux qui connaissent

une logique de désaffection et de disqualification sociale demeurent le plus souvent introuvables. Cette distorsion, entre les jeunes effectivement rencontrés et ceux que l'on voulait cibler, constitue ainsi une difficulté majeure à laquelle sont confrontés des centres sociaux, des maisons de quartier mais aussi des missions locales, des points d'information jeunesse, des services d'éducation à la santé, etc.

Bondu (1998) estime alors que le processus de resocialisation et de requalification sociale des jeunes exclus ne peut s'effectuer que dans la construction d'interactions positives entre les jeunes et la société instituée des adultes. A cet égard, l'auteur (1998, p. 109) souligne que toute action de resocialisation des jeunes doit consister

[...] à remettre ces derniers dans le jeu des interactions de la société et des groupes organisés, et non pas seulement à faire jouer des dispositifs institutionnels au bénéfice supposé de tel ou tel jeune, considéré dans une stricte relation duelle individu/État. Il s'agit, en effet, de favoriser une dynamique sociale par laquelle le jeune passe d'une identité négative d'exclu à une identité sociale positive, où il est reconnu comme acteur à part entière, inscrit dans un lien social, c'est à dire dans un jeu d'interactions.

C'est cette approche que Bondu qualifie de pratique de la médiation sociale que d'autres auteurs appellent « approche émancipatoire », « approche d'accompagnement » ou encore « approche participative ».

Afin de toucher cette frange marginalisée de la jeunesse, Bondu conseille la pratique de médiation sociale. Ce mode d'intervention permet selon l'auteur de reconstruire une dynamique individuelle et collective qui élabore et forme progressivement la demande sociale. L'image négative de ces jeunes et leur distance par rapport à la société des adultes où « [...] rien de possible ne pouvait venir de leur rapport au monde des adultes », se modifient grâce à la pratique de la médiation sociale. Ils développent progressivement des attentes nouvelles à l'égard de leur environnement social.

A la lumière de cette littérature sur les modes d'intervention auprès des enfants/jeunes de la rue, on peut retenir une diversité d'approches ou de méthodes. Un même organisme peut par ailleurs être traversé par plus d'une approche. Étant donné que les représentations sociales auprès des enfants de la rue vont souvent de pair avec les stratégies d'intervention auprès d'eux, nous pensons que l'identification de ces approches nous permettra de repérer le sens de certaines représentations sociales élaborées par les intervenants interviewés.

Il est donc essentiel de voir dans le cadre de cette étude de quelle façon ces perspectives mentionnées ci-dessus s'actualisent en Côte d'Ivoire. Est-ce que les représentations sociales des intervenants d'Abidjan influencent leurs stratégies d'intervention auprès de leur clientèle? L'intérêt de cette question nous amène à récapituler l'ensemble de nos interrogations qui correspondent au raisonnement que nous venons d'élaborer pour qualifier les pratiques d'interventions des organismes oeuvrant auprès des enfants de la rue à Abidjan :

1.6. Les questions de recherche

1. Quelles sont les représentations sociales que se font les intervenants face aux enfants de la rue à Abidjan ?
2. Existe-t-il un lien entre ces représentations sociales et les stratégies d'intervention des intervenants auprès de leurs clientèles que constituent les enfants de la rue?
3. Quelles sont les stratégies d'intervention privilégiées dans les institutions d'Abidjan? Et, quels sont les enjeux entourant ces interventions?

Telles sont les questions à partir desquelles nous avons entrepris une enquête auprès de trois organismes d'Abidjan. Avant de présenter la démarche méthodologique de cette enquête, voyons les concepts retenus ainsi que les objectifs de l'étude.

1.7.Cadre conceptuel

Les concepts de représentation sociale et de stratégie d'intervention liés à notre étude sont interreliés. En effet, nous formulons l'hypothèse que les représentations sociales sur les enfants de la rue servent de référence pour guider les pratiques d'intervention des organismes oeuvrant auprès d'eux.

- **L'étude des représentations sociales**

La représentation sociale est une construction collective intériorisée d'un objet, d'une personne. Ainsi que le note Thomas (2000, p. 103),

[...] dérivée de la notion de représentation collective élaborée par Durkheim, celle de la représentation sociale constitue un type de représentation. C'est une forme de connaissance socialement élaborée et socialement partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social.

Pour Thomas (2000, p. 103) en effet, «[...] étant une construction intériorisée et structurée d'un objet, une représentation est un modèle intériorisé ». Elle peut être considérée comme une image collective. Cette image collective est « un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances et d'informations relatives à un objet ou une situation » (Albric, cité par Jodelet, 1989, p. 206).

Nos comportements envers un sujet seront dès lors influencés non pas par ses caractéristiques objectives mais plutôt par notre représentation de celui-ci. L'image des enfants de la rue par exemple peut être l'ensemble des impressions, des a priori, des sentiments, des idées que l'on se fait d'eux. Cet ensemble de croyances et

d'opinions relatives aux caractères de ces enfants contribuera certainement, de diverses manières, à la formation d'attitudes et de conduites chez celui qui est en rapport avec eux. Cette image, représentation sociale, engendrera des comportements positifs ou négatifs à leur égard et influencera également les stratégies d'intervention des institutions oeuvrant auprès d'eux. Doise (1986, p. 248) ne dit pas le contraire lorsqu'il affirme que « [...] les représentations sociales sont toujours des prises de position symbolique, organisées de manières différentes, par exemple des opinions, des attitudes ou des stéréotypes, selon leur imbrication dans des rapports sociaux différents ».

En somme, la manière dont on définit le problème social posé par l'existence des enfants de la rue influence le choix de la stratégie d'intervention. Comme le soulignent Southon et Dhakal (2003, p. 5) « [...] *The way we perceive street children dictates our response to them* ».

Tout en utilisant sa terminologie propre, Albric (1986, p. 222) est bien proche de notre conception de la représentation sociale : « Grille de lecture et de décodage de la réalité, les représentations sociales produisent l'anticipation des actes et des conduites (de soi et des autres), l'interprétation de la situation dans un sens préétabli, grâce à un système de catégorisation cohérent et stable ».

La définition de la représentation sociale tout comme d'ailleurs sa méthode de saisie ne fait pas toujours l'unanimité chez les chercheurs. Cependant, les variables les plus souvent utilisées par les auteurs pour repérer les représentations sociales sont les discours, les opinions, les croyances, les stéréotypes, les attitudes et les valeurs, etc.

Soulignons que la grille de représentations sociales élaborées par Parazelli en ce qui regarde l'intervention auprès des jeunes de la rue et présentée plus haut nous servira

pour analyser les types de représentations sociales présentes au sein des organisations faisant partie de notre échantillon.

Voyons maintenant ce que nous entendons par « stratégie d'intervention ».

- **Stratégie d'intervention**

La stratégie est un ensemble d'actions coordonnées, d'opérations habiles, de manœuvres en vue d'atteindre un but précis (Le Trésor de la Langue Française Informatisé, 2004). Elle peut se définir comme la

[...] manière d'organiser, de structurer un travail, de coordonner une série d'actions, un ensemble de conduites en fonction d'un résultat. Stratégie de recherches, d'expérimentation, d'enseignement. Une stratégie pédagogique est constituée par l'ensemble des conduites ou interventions pédagogiques articulées entre elles en fonction d'un but, d'un objectif.

La stratégie d'intervention, c'est la façon de faire; les moyens mis en oeuvre par un organisme pour obtenir un objectif donné. C'est, par exemple, la manière dont travaille un organisme ou une structure pour réaliser la mission qu'elle se donne. La stratégie pourrait se définir comme un ensemble coordonné et adapté d'actions globales et particulières traduisant une volonté de parvenir à satisfaire un but.

Ensemble des choix d'objectifs et de moyens qui orientent à moyen et long terme les activités d'une organisation ou d'un groupe, la stratégie d'intervention d'un organisme peut être repérée à travers l'ensemble des instruments, des actions, des projets ou encore des méthodes adaptées et privilégiées de l'organisme pour assurer son intervention auprès de sa population cible. Plus spécifiquement, on la repérera à travers la mission, les objectifs et la mise en oeuvre des projets de l'organisme.

Les typologies présentées plus haut en ce qui regarde les stratégies d'intervention auprès des enfants de la rue nous serviront aussi de repères analytiques pour cerner les stratégies des organismes de notre échantillon.

Voyons maintenant les objectifs de notre étude.

1.8. Les objectifs de l'étude

Les recherches sur les enfants de la rue en Côte d'Ivoire mettent bien en évidence les facteurs qui conduisent les enfants à élire domicile dans la rue et les difficultés et les problèmes liées à cette vie. Certains auteurs abordent le phénomène en décrivant les différentes activités sociales et économiques exercées par les enfants sur les marchés, sur les grandes places publiques et quelques actions initiées par des institutions publiques ou ONG en leur faveur. Ces études ne permettent pas cependant de comprendre le sens des pratiques d'intervention en fonction de la représentation que se font les intervenants sur les enfants de la rue. Il importe de signaler qu'il ne s'agit pas ici d'une recherche évaluative mais plutôt d'une analyse des stratégies d'intervention et des représentations sociales sur les enfants de la rue.

L'objectif général est de développer une meilleure compréhension des stratégies d'intervention des institutions oeuvrant auprès des enfants de la rue dans cette ville tout en portant une attention particulière à la représentation émancipatoire des enfants de la rue. Nous pensons que celle-ci constitue une piste intéressante pour le renouvellement démocratique des pratiques envers les enfants.

De façon spécifique notre étude vise à :

- 1 Analyser les représentations sociales sur les enfants de la rue à partir du discours des intervenants, de leur définition sociale des enfants de la rue;
- 2 Décrire et analyser les stratégies d'intervention associées à ces représentations dans les institutions d'Abidjan;
- 3 Formuler un point de vue critique sur la place des enfants dans ces institutions face à leur participation.

Abordons maintenant notre démarche méthodologique ayant guidé l'opérationnalisation de cette recherche.

CHAPITRE II:

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Pour Legendre (1988), la méthode correspond à un ensemble de techniques ordonnées selon des règles et mises en oeuvre consciemment pour atteindre un but. De Robertis et Pascal (1987, p. 79) abondent dans le même sens : « [...] c'est l'ordre et la succession dans l'utilisation d'un ensemble de techniques ». On comprend le rôle et l'importance de la méthode dans le processus de la recherche. Par conséquent la réalisation de notre étude a nécessité un certain nombre d'outils de collecte de données et de techniques d'analyse qui en ont balisé les étapes. Aussi, dans cette partie, nous expliquons comment nous avons recueilli nos données, comment nous les avons analysées pour répondre ainsi aux objectifs que nous avons formulés.

2.1 Techniques de collecte des données

Pour collecter les données nécessaires à cette étude, nous avons utilisé la documentation, la constitution d'un échantillon (basé sur les données de notre revue de la littérature sur le phénomène des enfants de la rue en Côte d'Ivoire), un questionnaire semi-structuré qui nous a servi de guide d'entretien et enfin l'observation directe.

L'enquête, menée auprès de trois organismes d'intervention, s'est déroulée dans la ville d'Abidjan compte tenu de l'ampleur du phénomène des enfants de la rue et de la forte présence des institutions de prise en charge de ceux-ci dans cette ville.

2.1.1 La documentation

Selon Yin (1998, p. 246) la documentation a un double rôle essentiel dans la recherche. Elle est importante pour corroborer et ajouter des informations obtenues par d'autres sources (Yin, 1998, p. 246-247). Pour notre part, nous avons utilisé deux

sources de documentation : La littérature scientifique et la littérature dite « grise », c'est-à-dire les documents internes des organismes consultés.

La recension des écrits nous a permis d'avoir une idée générale sur la situation de ces enfants, leurs pratiques que certains auteurs qualifient de « sous-culture », de « socialisation marginalisée » ou de « logique de survie », les facteurs qui conduisent les enfants à élire domicile dans la rue et les actions initiées en leur faveur. Nous avons, par ailleurs, bénéficié des résultats de certaines recherches sur le phénomène en Côte d'Ivoire. Ces recherches nous ont permis d'une part, de saisir la particularité du phénomène en Côte d'Ivoire, les programmes mis en place et d'autre part, de poursuivre la mise à jour de ce type de littérature afin d'élaborer notre problématique.

Pour avoir une connaissance précise du cas particulier ivoirien, nous nous sommes intéressés également à la littérature grise, c'est-à-dire aux rapports d'activités de certains organismes présents dans la ville d'Abidjan et intervenant auprès des enfants de la rue (en milieu d'accueil ou toujours dans la rue). A cet égard les rapports d'activités des organismes qui ont constitué notre échantillon ont été une précieuse source d'informations. Ils nous ont permis en effet d'avoir une connaissance précise sur les activités, les projets mis en place et la philosophie d'intervention de l'organisme.

La recension des écrits nous a aidé à constituer un échantillon de base qui nous a permis de mener notre enquête de terrain et répondre ainsi à nos questions de recherche.

2.1.2 L'échantillonnage

Notre échantillon est constitué de neuf intervenants oeuvrant au sein de trois institutions : le Bureau International Catholique de l'Enfant (BICE), le Centre Akwaba de Treichville, et le Centre éducatif de la zone 4/C. Ces trois organismes représentent

respectivement une ONG internationale, une ONG locale et une institution publique. Ces structures ont été choisies parce qu'elles représentent des exemples typiques des formes d'intervention utilisées en direction des enfants de la rue en Côte d'Ivoire, en l'occurrence à Abidjan.

Le choix des organismes répondants s'est donc fait de façon non probabiliste. Nous avons sélectionné par la suite trois personnes par organisme selon leur fonction dans l'organisme (Tableau 2.1). Ces critères répondent au souci de diversifier nos sources d'informations et de recueillir des discours hétérogènes reflétant les stratégies d'intervention des organismes en question. Dans chacun des trois organismes nous avons rencontré trois intervenants. La répartition des intervenants par organisme répond par ailleurs au besoin de croiser les réponses des intervenants pour voir les différences internes et externes, de prendre en compte la diversité des pratiques d'intervention des institutions et, d'autre part, à la nécessité de toucher les trois catégories d'institution (ONG internationales, ONG locales, institutions publiques) travaillant en direction des enfants en circonstances extrêmement difficiles, particulièrement les enfants de la rue en Côte d'Ivoire.

C'est au total trois institutions (à raison de trois intervenants par institution) oeuvrant en direction des enfants de la rue qui ont été contactées pour des entrevues semi-dirigées. Nous avons rencontré trois assistants sociaux, deux travailleurs de rue, deux alphabétiseurs/animateurs et deux éducateurs spécialisés. Pour certains organismes, il fut impossible de considérer certaines fonctions d'intervention étant donné l'absence de celles-ci dans l'organisme.

Tableau 2.1: Structure de l'échantillon

Organismes Intervenants	BICE	Centre Akwaba de Treichville	éducatif de la zone 4/c	Total
Assistants (es) social (es)	1	1	1	3
Travailleurs de rue	1	1	x	2
Éducateurs spécialisés	x	1	1	2
Alphabétiseurs	1	x	1	2
Total	3	3	3	9

X : Non présence de cet intervenant dans l'organisme au moment de l'enquête.

2.1.3 Entretien semi-structuré

Selon Mayer *et al* (2000, p. 116), « L'entrevue est importante en recherche sociale car les autres procédés d'observation peuvent être impossibles à utiliser ou ne pas assurer aussi adéquatement la collecte des données nécessaires ». L'entretien dans le domaine de la recherche qualitative permet donc

[...] d'entrer en contact direct et personnel avec des sujets pour obtenir des données de recherches. [...] elle permet de s'adresser aux individus eux-mêmes que d'observer leurs conduites et leur rendement à certaines tâches ou d'obtenir une autoévaluation à l'aide de divers questionnaires (Daunais, 1992, p. 274).

Nous avons estimé en ce sens qu'il était essentiel dans cette recherche d'avoir un entretien avec certains animateurs/alphabétiseurs, éducateurs spécialisés et des travailleurs de rue ainsi que des assistants sociaux des organismes impliqués dans la réinsertion des jeunes/enfants de la rue dans la ville d'Abidjan. Notre guide d'entretien (voir annexe) que nous avons élaboré en nous inspirant du schéma d'entretien de Morin, Latendresse et Parazelli (1994), fut destiné aux assistants

sociaux, éducateurs spécialisés, travailleurs de rue, alphabétiseurs de trois organismes (internationaux et structures publiques) impliqués dans la réinsertion des enfants de la rue.

Le choix de l'entretien semi-directif qui constitue le coeur de notre démarche méthodologique s'explique par le fait qu'il peut nous permettre de comprendre le processus, la méthode de prise en charge des enfants de la rue que nous ne pourrions saisir avec un questionnaire fermé. Nous souhaitons également, par ces entretiens, rendre compte du discours des intervenants sur les enfants de la rue, sur leur perception de leur clientèle.

Aspects techniques de l'entrevue

Nos entretiens avec les intervenants des différents services furent élaborées en tenant compte des objectifs de notre étude. A cet égard, essentiellement qualitatives elles furent réalisées dans les mois de novembre et décembre 2004 à Abidjan. Avant l'entrevue, nous avons fait lire et signer un consentement éthique (voir annexe) par l'intervenant. Après ce consentement, nous avons administré le questionnaire d'entrevue d'une durée moyenne de 40 minutes. La retranscription s'est faite juste à la fin de chaque entrevue afin de respecter la fidélité des propos des personnes interviewées. Nos entretiens ont traité principalement des thèmes suivants :

- **La philosophie d'intervention de l'organisme:** Ce thème nous a permis de comprendre l'approche utilisée par l'organisme en question, identifier les acteurs impliqués, le mode d'intervention privilégié et déterminer ainsi la place des enfants quant à leur implication dans les projets.
- **Les objectifs de la structure ou du programme :** La mission de l'organisme permet de saisir et de comprendre la nature de l'intervention, les objectifs qu'elle vise et la philosophie qui la guide.

- **Les perceptions et les discours des intervenants sur les enfants de la rue :** Manière dont sont nommés ou qualifiés les jeunes par les intervenants de l'organisme, les problèmes de cette clientèle tels que perçus par les intervenants. Ces représentations des intervenants sur les enfants/jeunes de la rue peuvent influencer leurs pratiques d'intervention. Les attitudes, les opinions, les préjugés ou les croyances des intervenants sur leurs clientèles sont ici analysés.
- **Les moyens dont dispose l'organisme pour atteindre ses objectifs :** Par ce thème nous avons pu connaître les ressources matérielles disponibles, le financement des activités de l'organisme. Ces ressources nous ont permis d'évaluer la possibilité concrète de l'organisme à accomplir sa mission au-delà des objectifs formulés par écrit.
- **Les services offerts et le fonctionnement de la structure :** Ce thème nous a permis de déterminer les différentes activités ou projets au sein de l'organisme.

Soulignons que le tableau 1.3 (se référer la p. 45) a constitué notre grille de « défrichage » des données via les modes de représentations.

Notre entrevue avec les intervenants des différents services a été suivie d'une observation directe.

2.1.4 Observation directe

L'observation directe peut être définie, selon Friedrichss et Ludtkee (cité par Laperrière, 1993, p. 254), comme « [...] l'enregistrement des actions perceptibles dans leur contexte naturel ». Elle permet donc de

[...] décrire de façon exhaustive, les composantes d'une situation sociale donnée (lieux, actes, événements, personnes, groupes, objets, structure) pour ensuite en extraire des typologies [...]. D'autre part dans l'observation directe, les significations que les acteurs sociaux attribuent à leurs actes deviennent un élément essentiel de la description adéquate d'une situation (Friedrichss et Ludtkee, cité par Laperrière, 1993, p. 254).

Dans la présente recherche, l'utilisation de l'observation directe s'est avérée nécessaire parce qu'elle nous a permis d'explorer le quotidien des enfants, leurs activités à l'intérieur des programmes de réinsertion.

2.2 Méthodes d'analyse des données

Compte tenu des objectifs de cette recherche qui vise l'analyse des représentations sociales sur les enfants de la rue et des stratégies d'intervention des institutions, nous avons analysé les données recueillies en utilisant essentiellement la méthode qualitative. À cet effet, les propos recueillis lors de nos entrevues ont été codés et analysés selon des thématiques définies pour cerner les liens existant entre les représentations sociales et les stratégies d'intervention (se référer aux pages 56-58) en toute cohérence avec notre cadre conceptuel présenté précédemment (se référer aux pages 65-66). Les principales variables ont pu être précisées au fur et à mesure de l'analyse des verbatims afin de saisir le mode de désignation de la clientèle des intervenants sociaux, la définition sociale des enfants en difficulté ou les discours des intervenants sur les enfants de la rue. L'analyse de la pratique elle-même provient des demandes sociales des enfants énoncées par les intervenants interviewés et des types de services ou d'intervention qui leur sont offerts.

L'étude de la structure de services des organismes, a servi à décrire et à analyser par la suite la stratégie d'intervention utilisée par les institutions. Nos observations qui se sont faites au cours de notre visite dans l'organisme se rattachent à un objectif précis, la participation des enfants dans les différentes activités, leurs rapports avec les

intervenants, leur capacité à prendre la parole et à influencer les actions ou les décisions les concernant. En observant l'organisation des activités des organismes, nous avons pu identifier les différents acteurs et leurs rôles, l'existence ou non d'indices d'une intervention pouvant relever d'une ou plusieurs représentations sociales.

Finalement, une analyse comparative a été réalisée afin de relever les différences dans les pratiques d'intervention des trois organismes à étudier. Plus spécifiquement, nous avons comparé les données intra organisationnelles et inter organisationnelles. La comparaison des données intra organisationnelles a été possible grâce à la diversification de nos enquêtes (trois) dans chaque institution.

CHAPITRE III: RÉSULTATS

PROFIL DES ORGANISMES ÉTUDIÉS ET LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES GUIDANT LES STRATÉGIES D'INTERVENTION

Les institutions d'intervention auprès des enfants en circonstances extrêmement difficiles, notamment les enfants de la rue, partagent des représentations sociales communes malgré quelques différences dans leurs pratiques d'intervention. Nous avons observé que les stratégies d'intervention sont elles-mêmes souvent liées aux discours des intervenants sur le phénomène. Dans les rapports d'activités du centre Akwaba de Treichville (2001) et du BICE (2000; 20004), on note que la clientèle des organismes est constituée à la fois des filles et des garçons avec cependant plus de garçons que de filles. L'âge de cette clientèle varie de 6 ans à 18 ans. Paradoxalement, dans les discours de presque tous les intervenants, c'est l'expression « enfants de la rue » qui en ressort fréquemment pour désigner des groupes d'enfants dont l'âge varie entre 6 et 21 ans. Cette expression est chargée de connotation culturelle et désigne à la fois un mineur et toute personne dépendante, n'ayant pas de responsabilité sociale. C'est ainsi que dans le groupe d'enfants de la rue dont parlent les intervenants, on voit également des jeunes de la rue.

Nous allons analyser dans ce chapitre les stratégies d'intervention des institutions d'Abidjan faisant l'objet de notre étude, ainsi que les discours des intervenants dans la définition de leur clientèle. Nous poserons par la suite un regard analytique et critique sur les pratiques des structures en place.

3.1. Description sommaire des institutions et de leurs stratégies d'intervention

Dans cette section, seront analysées, les stratégies d'intervention du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE), du Centre Akwaba de Treichville et du Centre éducatif de la zone 4/C. Pour chacune de ces organisations, nous présentons un bref historique, ses objectifs et ses sources de financement. Par la suite, une analyse du discours des intervenants sur les enfants fréquentant leurs services sera exposée et mise en lien avec les stratégies d'intervention adoptées.

3.1.1. Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE): une intervention préventive et communautaire

3.1.1.1. Historique de l'organisme (BICE-C.I, 2000; BICE-Côte d'Ivoire, 2004)

Le Bureau International Catholique de l'Enfance fut créé en 1948 par le père Gaston Courtois. C'est une ONG internationale de droit français (1901) reconnue pour ses pratiques d'assistance et de bienfaisance.

Présent dans 35 pays, le BICE mène une concertation internationale avec les ONG et les réseaux pluridisciplinaires (médecins, pédagogues, psychologues, juristes, etc.). Il a un statut consultatif auprès de l'UNICEF, du Conseil Économique et Social des Nations Unies et du Conseil de l'Europe et des relations de coopération avec l'UNESCO (BICE-CI, 2004).

BICE travaille avec les enfants en rupture familiale et les enfants privés de liberté. Son implantation en Côte d'Ivoire date de 1987, soit 39 ans après sa création à Paris.

Il dispose d'un siège social à Abidjan, dans la commune du plateau et mène des actions en faveur des enfants en circonstances difficiles. L'organisme intervient aussi bien en milieu ouvert qu'en milieu fermé. A travers son programme HOPE, il tente d'assurer la protection et le bien-être des enfants de la rue.

3.1.1.2. Objectifs de la structure³⁷

A travers son programme Hope, le BICE-Côte d'Ivoire cherche à:

- ☞ Sensibiliser les enfants aux dangers de la rue et à promouvoir leur réinsertion familiale;
- ☞ contribuer à l'amélioration des conditions de vie des enfants des milieux urbains pauvres par le développement d'activités de prévention spécialisée;
- ☞ accueillir les enfants sans abris, les stabiliser en vue d'un retour en famille;
- ☞ promouvoir avec d'autres partenaires des actions éducatives et d'insertion pré-professionnelle;
- ☞ offrir un cadre sécurisant, un accès aux soins et une assistance éducative aux enfants en rupture, vivant dans la rue ou dans des zones à risques élevés (gares, marchés);
- ☞ appuyer les enfants travailleurs dans l'exercice de leurs activités et la défense de leurs droits;
- ☞ mobiliser et renforcer les capacités d'intervention des travailleurs sociaux et de la communauté à l'égard de ces enfants.

3.1.1.3. Financement des activités

Dans le but d'offrir des services qui puissent répondre aux besoins de sa clientèle, l'organisme doit bénéficier d'un budget de fonctionnement et s'assurer de la récurrence d'un tel budget. D'autre part, les sources de financement d'un organisme

³⁷ Cette brève description provient du rapport de travail du BICE-Abidjan (Juin, 2004).

peuvent influencer fortement les discours des intervenants et par conséquent la stratégie d'intervention mise en place. Cependant dans le cadre de cette recherche nous n'avons pu déterminer l'influence ou non des sources de financement du BICE dans la gestion et l'orientation de ses activités. On sait par contre que pour le BICE, les sources de financement sont multiples même si l'ampleur du phénomène rend le budget toujours insuffisant. Selon les intervenants de l'organisme, le financement provient des sources suivantes : UGSEL, Novib, BICE Deutschland, Kindermissionswerk et d'autres financements locaux.

3.1.1.4. Discours des intervenants sur les enfants de la rue

Lors de notre enquête, nous avons rencontré un travailleur de rue, une assistante sociale ainsi qu'un éducateur oeuvrant au sein de cet organisme. Selon le travailleur de rue de l'organisme, les enfants fréquentant le BICE sont « [...] des enfants et jeunes sans attache familiale vivant dans la rue ». Pour vivre dans ce milieu, les enfants doivent, selon lui, voler, mendier ou exercer de petits métiers souvent difficiles. Ils « sont considérés comme des bandits ou des voleurs par la police ». A cet effet, poursuit-il, « la police n'hésite pas à les arrêter pour les conduire à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan ». « [...] vous voyez, explique-t-il, on les traite de bandits, petits voyous bien qu'ils soient trop doux lorsqu'on les approche. Ils sont responsables et savent bien ce qu'ils veulent ». Contrairement à la police qui a une représentation répressive des enfants de la rue en les considérant comme des délinquants ou des délinquants potentiels qu'il faut arrêter pour assurer l'ordre public, les enfants de la rue sont perçus comme des acteurs sociaux par le travailleur de rue. Par conséquent, en ce qui regarde les pratiques d'interventions, on note que ce travailleur de rue semble favoriser une participation citoyenne des enfants: « [...] dans mon intervention, je privilégie l'approche participative. [...] il ne faut rien imposer aux enfants mais plutôt les guider dans leurs choix et rêves ». Cette façon de qualifier son intervention semble correspondre à une représentation émancipatoire. Le discours

de l'assistante sociale du centre va dans ce sens. Cette assistante sociale reconnaît ici la capacité de ces enfants à développer eux-mêmes des projets de vie :

[...] habitués aux dures réalités de la vie de rue, les enfants sont souvent violents, même à l'intérieur du centre. Mais lorsqu'ils commencent à se stabiliser, ils comprennent progressivement l'utilité de nos actions et développent des rêves, des projets très intéressants (Assistante sociale au centre Hope du BICE).

Plus précisément, le travailleur de rue conçoit les enfants comme des acteurs et non comme des consommateurs/utilisateurs de service. Cette représentation émancipatoire qui considère les enfants en tant qu'acteurs a un impact dans la stratégie d'intervention quotidienne de cet intervenant et de son organisme en général auprès des enfants : « [...] pour éviter un échec, le centre HOPE laisse la décision et le choix à l'enfant dans sa formation professionnelle ou sa scolarisation ».

Pour l'assistante sociale du BICE, ce qui pousse les enfants dans la rue, c'est d'abord les difficultés économiques et les divorces. Les enfants sont « victimes de la situation économique et sociale des parents et de l'absence de véritable politique sociale dans le pays en direction des familles », explique l'assistante sociale. L'assistante sociale situe, en somme, le problème des enfants à plusieurs niveaux : c'est « [...] la misère économique des parents et les problèmes de divorce, de séparation, de conflits, de remariage, de perte d'emploi des parents qui occasionnent le problème des enfants de la rue ». Pour elle, les parents ne sont pas directement ou entièrement responsables de la marginalisation de leurs enfants car leur situation socio-économique occasionnerait le problème. Le phénomène serait donc plus lié à la situation socio-économique générale du pays qu'à la situation ou de la volonté individuelle des parents et des enfants.

Cette vision des causes donnant un sens à la présence des enfants de la rue n'est pas sans influencer l'orientation de l'intervention de l'organisme. Nous avons pu observer

à cet effet que l'organisme mène des actions aussi bien en direction des familles qu'auprès des enfants. Des projets d'assistance combinée ou de formation sont initiés par le BICE dans le but d'apporter aux enfants les rudiments socioprofessionnels indispensables à leur entrée sur le marché du travail.

Selon l'assistante sociale, la rue est par ailleurs, un milieu déviant pour les enfants à cause de « [...] l'usage de la drogue, de la prostitution, de la violence et des maladies auxquels sont confrontés les enfants ». Cette représentation sociale de l'assistance sociale qu'on pourrait qualifier de thérapeutique conduit, en partie, l'organisme dans une logique de santé publique, c'est-à-dire, à traiter les symptômes physiques présents chez les enfants : Selon l'assistante, les travailleurs de rue de l'organisme maintiennent « [...] des contacts amicaux avec les enfants de/dans la rue afin de les écouter, de pouvoir les aider en cas de problème ponctuel, surtout de santé. L'organisme mène également une sensibilisation auprès des enfants sur les dangers de la drogue et des maladies sexuellement transmissibles ».

Pour le travailleur de rue du centre, même si la situation socioéconomique des parents conduit les enfants à prendre la rue, c'est surtout les métiers informels, les petits boulots dans la rue (cirage de chaussures, vente de mouchoirs, port de bagages, gardiennage de voiture, etc.) qui les y maintiennent. On remarque que le travailleur de rue fait souvent référence dans son discours au travail des enfants : « [...] pour pouvoir vivre dans ce milieu ils doivent voler, mendier ou exercer de petits métiers souvent difficiles ». Le peu de référence dans son discours aux dangers et aux maladies auxquels les enfants sont confrontés ne signifie pas que ce dernier minimise ces dangers. Il cherche à bien des égards à montrer la capacité de ces enfants à s'adapter à leur environnement : « Vous voyez, on les traite de bandits, petits voyous bien qu'ils soient trop doux lorsqu'on les approche. [...] les enfants sont responsables ; ils savent ce qu'ils veulent ». Le travailleur de rue du centre Hope de l'organisme semble ici aussi cerner la part d'acteur des enfants malgré les contraintes

rencontrées dans ce milieu. Cela s'expliquerait, en partie, par le fait qu'il fréquente leur milieu (marchés, gares, jardins publics, etc.) et qu'il les rencontre quotidiennement dans l'exercice de leurs différentes activités. Leur capacité de débrouillardise est perçue positivement par ce travailleur de rue. Cette représentation émancipatoire se traduira dans la stratégie d'intervention de cet intervenant auprès de sa clientèle: « [...] ce sont les enfants eux-mêmes qui font les premiers pas pour décider de ce qu'ils entendent faire de leur vie ». L'intervenant donne ici un pouvoir de décision aux enfants et accompagne leur démarche parce qu'il leur reconnaît en effet un statut d'acteur.

Par ailleurs, les interventions du BICE se déroulent auprès d'un large groupe d'enfants, les enfants en situations extrêmement difficiles: « [...] nous travaillons auprès des handicapés physiques, mentaux, sensoriels, des enfants/jeunes de la rue, des enfants lépreux ou fils de lépreux ou sidéens », explique l'assistante sociale du centre. La majorité de cette clientèle, selon elle, est « [...] constituée d'enfants dans la rue, d'enfants abandonnés par leur famille, des orphelins, des enfants issus des familles très pauvres ». L'organisme rejoint un large groupe d'enfants avec des conditions sociales plus ou moins différentes parce que, estiment l'assistante sociale, « [...] sans s'attaquer également aux problèmes des enfants vivant toujours en famille, on risque de voir ceux-ci venir remplacer ceux qu'on retire de la rue ». Les enfants du centre sont confrontés à des problèmes affectifs et émotionnels. Selon le travailleur de rue du centre, « Certains sont très perturbés par la vie qu'ils ont connue, ils sont très renfermés sur eux-mêmes et sont parfois agressifs [...] ». En plus de cette fragilité psychologique, le travailleur de rue considère les enfants de la rue comme une « [...] classe opprimée, seule et abandonnée ». Le travailleur de rue semble ici identifier le problème de l'enfant de la rue-acteur en décrivant sa situation comme un contexte d'aliénation de la rue.

Les discours et les perceptions des intervenants d'un même organisme sur les enfants de la rue peuvent être variables et conduire à une diversité de stratégies d'intervention auprès des enfants. Comment ces discours, véhiculant certaines représentations sociales de l'enfant de la rue, influencent la pratique d'intervention de l'organisme ?

3.1.1.5. Stratégies d'action

L'atteinte des objectifs d'une institution passe par la mise en place d'une stratégie d'intervention cohérente. Pour le BICE, l'approche privilégiée repose sur la responsabilisation de l'enfant dans la gestion de son existence. Le BICE aide les jeunes à accumuler des habiletés de vie et à réintégrer le système d'éducation, le marché du travail et la société: « [...] nous appuyons les enfants travailleurs dans l'exercice de leurs activités et la défense de leurs droits », soutient l'assistante sociale du centre.

Le BICE soutient et encourage les enfants de la rue à apprendre les métiers de la menuiserie, menuiserie la maçonnerie, de la mécanique auto, de la couture, etc. Selon l'assistante sociale du centre, « L'organisme appuie les enfants travailleurs dans l'exercice menuiserie leurs activités et la défense menuiserie leurs droits, mobilise et renforce les capacités d'intervention des travailleurs sociaux et menuiserie la communauté à l'égard menuiserie ces enfants ». Cette stratégie d'intervention du BICE que DE Bénites (2003, p. 9) qualifie menuiserie « *Rights-base approach* » considère que les droits fondamentaux des enfants sont violés et tend à les protéger pour le bien-être des enfants.

Pour l'assistante sociale menuiserie l'organisme, « [...] la place d'un enfant ayant commis une infraction n'est pas la prison mais plutôt un environnement propice pour sa (re) socialisation ». S'opposant donc à la représentation répressive des forces et des pouvoirs publics ivoiriens qui ont tendance à écrouer les enfants à la Maison d'Arrêt

et menuiserie Correction d'Abidjan (MACA) ou à les mettre dans les centres d'éducation surveillée, le BICE aide les détenus mineurs, en l'occurrence les enfants des rues, à sortir menuiserie la prison et à assurer leur intégration dans la société.

Dans les programmes du BICE, les jeunes sont des membres plutôt que des clients et ils entreprennent des projets menuiserie vie qui comportent l'établissement d'objectifs et d'engagement pour les atteindre. C'est pourquoi, explique l'assistante sociale, « [...] les règlements intérieurs sont élaborés avec l'aide et la participation des enfants. Cette stratégie d'intervention menuiserie l'organisme semble être guidée par la représentation émancipatoire des intervenants menuiserie l'organisme sur les enfants menuiserie la rue.

Le BICE privilégie fortement la valeur humaine menuiserie son encadrement, en solidarité avec ces enfants, tout en offrant à ceux-ci des dispositifs menuiserie réinsertion sociale variés : un lieu d'écoute et d'abri provisoire, des foyers d'hébergement, un atelier d'alphabétisation et des structures menuiserie formation professionnelle. L'organisme travaille en collaboration avec d'autres organismes : « [...] nous avons aussi mis en place un programme inter-ONG qui s'occupe menuiserie la réinsertion des enfants menuiserie la rue », soutient l'assistante sociale.

▪ **Les actions menuiserie rue et le suivi sanitaire**

Les travailleurs menuiserie rue menuiserie l'organisme effectuent régulièrement des sorties menuiserie nuit, moment privilégié pour écouter les enfants et les aider progressivement à sortir menuiserie la spirale marginalisante. Offrir des soins médicaux aux enfants accueillis au sein de l'organisme et également à ceux qui sont toujours dans la rue est l'une des actions que mène l'organisme auprès des enfants en circonstances extrêmement difficiles. Il faut ajouter que l'intervention de l'organisme renvoie en partie à une représentation thérapeutique des intervenants sur la vie de rue. La rue, comme nous l'avons souligné précédemment, est vue par les intervenants

comme un milieu propice aux maladies et autres problèmes de santé. A cet égard, les équipes de médecins du BICE sillonnent les rues et gares routières d'Abidjan pour donner des soins de base aux enfants.

Le BICE dispose par ailleurs de six équipes de rue et de sept centres d'écoute à Abidjan (BICE, 2000). Les tournées dans la rue

[...] permettent aux travailleurs de rue de la structure de nouer et de maintenir des contacts amicaux avec les enfants de/dans la rue afin de les écouter, de pouvoir les aider en cas de problème ponctuel (surtout de santé) et bien sûr orienter ceux qui n'ont plus de lien familial vers le centre. [...] lorsque les travailleurs de rue orientent les enfants dans le centre, nous les accueillons temporairement, le temps de rechercher les causes de la fugue et de rechercher la famille de l'enfant pour son retour. C'est lorsque nous ne retrouvons pas la famille que l'enfant reste dans le foyer (Assistante sociale).

▪ La réintégration familiale

La réintégration familiale constitue une activité prioritaire pour l'organisme si le milieu familial est sécurisant pour l'enfant. Aussi, l'organisme procède toujours par « [...] identification et recherche des parents de l'enfant pour amener celui-ci à réintégrer sa famille ». S'agirait-il là d'une représentation familialiste? Est-ce que les intervenants demandent l'autorisation aux enfants avant d'engager des démarches pour retrouver la famille? Si oui, alors il s'agit plutôt d'une représentation émancipatoire. L'intervenante ne nous offre pas d'informations à ce niveau. Cependant, comme elle le souligne, « [...] l'organisme favorise le retour de l'enfant en famille lorsque cela est possible ».

Selon le travailleur de rue du BICE, plus de 126 enfants ont été retournés dans leurs familles grâce au programme de réunification familial mis en place par l'organisme. Comment fonctionne ce programme?

Après un travail d'approche pour solutionner les causes de fugue de l'enfant, l'organisme tente de réunir l'enfant et sa famille. La famille de l'enfant est à cet effet aidée pour l'intégration de l'enfant.

- **L'appui et le suivi en famille** (scolarisation, formation professionnelle et appui à la famille si nécessaire).

Pour l'éducateur/alphabétiseur du centre Hope (mis sur pied par le BICE), la famille représente le milieu adéquat pour la socialisation d'un enfant. Conscient donc de cette réalité, cet intervenant privilégie dans son intervention le placement de l'enfant en famille (dans sa famille ou dans une famille d'accueil au cas où la première est inexistante) : Cet enfant « [...] resté au sein de sa famille ou accueilli dans une famille est suivi dans sa formation par un intervenant de l'organisme qui se rend régulièrement chez lui. Il revient régulièrement dans le centre ou dans un atelier du quartier pour apprendre un métier », explique cet intervenant.

- **L'accueil dans un centre socio-éducatif**

Cet hébergement peut être temporaire ou à long terme. Il permet d'assurer une protection, des soins, une stabilisation psychoaffective et un accès aux soins d'hygiène. Le centre socio-éducatif répond donc aux problèmes de vulnérabilité et de maladies des enfants tels que perçus par les intervenants. Les enfants accueillis dans le centre reçoivent diverses formations, notamment la (re) scolarisation, l'apprentissage des métiers tels que la maçonnerie, la couture, la menuiserie, etc.

Afin d'assurer le fonctionnement de l'organisme et amener les enfants à apprendre à respecter les normes sociales, selon l'éducateur/alphabétiseur du centre, un règlement intérieur a été établi : « Tout enfant que nous recevons doit abandonner certaines habitudes, notamment la drogue, arrêter les petites activités de rue et apprendre un métier source de revenus. Il doit avoir un projet de vie: apprendre un métier ou

reprendre l'école ». Les enfants sont-ils associés à la mise en place de ce règlement intérieur? Si cela n'était pas le cas dans l'organisme, nous pourrions avancer que ce l'éducateur a une représentation familialiste des enfants et les considère comme des mineurs pour qui il faut décider à leur place. Cependant le travailleur de rue du même organisme soulignait que pour faciliter l'implication des enfants dans le programme, il impliquait « [...] les enfants dans l'édification du règlement intérieur du centre ». Les enfants sont-ils impliqués face à toutes les règles de l'organisme ? Nous n'avons pas pu le déterminer lors de notre étude.

▪ La formation et l'insertion professionnelle

La représentation émancipatoire des intervenants conduit l'organisme à privilégier une intervention qui, pour utiliser une expression propre à Bondu (1998, p. 109), favorise une « [...] dynamique sociale par laquelle le jeune passe d'une identité négative d'exclu à une identité sociale positive, où il est reconnu comme acteur à part entière, inscrit dans un lien social, c'est-à-dire dans un jeu d'interactions ». Aussi, selon l'éducateur du BICE, dans le programme de formation professionnelle

[...] ce sont les enfants eux-mêmes qui font les premiers pas pour décider de ce qu'ils entendent faire de leur vie. [...] Cette décision personnelle est importante dans l'apprentissage d'un métier parce que si l'enfant n'aime pas ce qu'il fait, il se découragera vite et abandonnera en cours de route sa formation dès les premières difficultés.

C'est pour éviter cet échec que le centre HOPE laisse la « [...] décision et le choix à l'enfant dans la formation professionnelle ou la scolarisation » précise l'éducateur. Les intervenants accompagnent ici la démarche des enfants à partir de leurs conceptions selon laquelle les enfants sont de véritables acteurs et non de simples bénéficiaires/consommateurs de services. Les enfants sont envoyés chez les artisans de la commune pour suivre leur formation :

[...] nous envoyons certains de nos enfants en apprentissage chez des artisans des quartiers. Cette mise en apprentissage suppose, en particulier en ce qui concerne les horaires et les valeurs sociales, une réelle rupture avec les amis habituels. Les règlements intérieurs ou les obligations de l'apprenti, c'est-à-dire l'obéissance, l'assiduité et la ponctualité, l'honnêteté permettent aux enfants d'apprendre les règles de vie et favorisent leur insertion sociale (Travailleur de rue).

À la fin de leur formation, les enfants peuvent être stabilisés dans les ateliers du centre ou dans les ateliers du quartier.

▪ **L'alphabétisation**

Pour l'éducateur du centre HOPE, « [...] l'école peut être un puissant moyen pour la réinsertion des enfants de la rue ». Fort de cette conception, partagée d'ailleurs par certains intervenants de l'organisme, l'alphabétisation fonctionnelle et conscientisante, reste l'une des activités principales du centre HOPE. Cette activité vise à permettre aux enfants de la rue qui n'ont pas eu la chance d'être scolarisés d'apprendre à lire et à écrire et dans le meilleur des cas à être (re) scolarisés.

L'atelier d'alphabétisation et la scolarisation répondent en somme à l'image d'analphabètes que les intervenants ont des enfants de la rue. Pour cela, explique l'éducateur,

[...] les plus jeunes suivent des cours d'alphabétisation ou de mise à niveau pour reprendre une scolarité classique. [...] les enfants pour qui il est impossible de retrouver la famille sont accueillis dans un de nos centres pour suivre une formation artisanale, de menuiserie, de maçonnerie, de couture, etc.

▪ **La sensibilisation**

Les travailleurs de rue du centre sensibilisent et assistent les enfants de la rue quant aux dangers de la rue (drogue, violence, prostitution, abus sexuels, MST, etc.). Ces approches préventives visent, selon le travailleur de rue du centre, « [...] à réduire le

phénomène de rupture en favorisant une vigilance et des actions en faveur des enfants dans leurs lieux de vie ». Rappelons que les intervenants associent la marginalisation des enfants à la situation socio-économique générale en Côte d'Ivoire. Aussi, leurs stratégies d'intervention passent par l'information, et surtout l'appui à des acteurs des quartiers populaires comme les associations de jeunes ou encore les associations de femmes. Cette sensibilisation, selon l'éducateur, « [...] aide les populations à affronter leurs problèmes en particulier ceux des enfants, et à renforcer le tissu social ».

3.1.1.6. Le niveau de participation des enfants dans les activités

Soulignons qu'il y a ici un écart entre les discours parfois familialistes de l'organisme (enfants vulnérables, victimes) et la pratique effective des intervenants. Rappelons le discours de l'assistante sociale : « [...] les enfants connaissent mieux que nous ce qui est bon pour eux ». Ce discours émancipatoire en direction des enfants de la rue est partagé par les deux autres intervenants du BICE. Cet ensemble d'attitudes, d'opinions, de croyances traversant ces discours, a aussi une visée pratique et concourt à développer une stratégie d'intervention auprès de ces enfants :

[...] dans mon intervention avec les enfants, j'utilise l'approche participative car je veux amener les enfants à être les acteurs de leur propre avenir. Mon but est de ne rien leur imposer mais les guider dans ce qu'ils font et leur faire voir la différence entre le rêve et la réalité. Les projets imposés aux enfants ne tiennent pas [compte des] difficultés qui existent dans le processus d'apprentissage (Assistante sociale au BICE-CI).

Selon également le travailleur de rue dudit organisme, les enfants sont impliqués à tous les niveaux au centre HOPE. Rappelons-nous ce qu'il énonçait dans la section traitant du discours des intervenants sur les enfants de la rue : « [...] notre rôle est de les guider dans la réalisation de leur rêve ». Ce travailleur de rue reconnaît ici un rôle d'acteur aux enfants; cette représentation émancipatoire fonde et guide son

intervention auprès des enfants. Par ailleurs, poursuit-il, « [...] ce sont les enfants eux-mêmes qui décident de leur avenir, ceux qui veulent aller à l'école, suivre une formation professionnelle sont orientés et guidés dans leur choix ». Les enfants sont également impliqués « [...] dans la recherche d'atelier, dans le témoignage pour la sensibilisation des autres enfants. Des ex-enfants de la rue par exemple participent parfois activement à ces actions de sensibilisation, explique le travailleur de rue.

Cette participation, comme le souligne par ailleurs l'assistante sociale du centre, s'étend à tous les niveaux du processus de réinsertion: « [...] les enfants sont impliqués activement dans les ateliers de formation. Ils choisissent eux-mêmes le métier qu'ils veulent apprendre. Ils participent et organisent ensemble des activités récréatives, des partis de football, théâtres, et autres ».

Conclusion partielle

Le BICE-Côte d'Ivoire développe des services diversifiés dans sa lutte contre la marginalisation des enfants d'Abidjan. Son approche préventive et communautaire repose sur certaines représentations sociales que les intervenants interviewés se font du phénomène des enfants de la rue. En effet au sein de l'organisme les intervenants situent le problème de la présence des enfants dans les rues d'Abidjan à un niveau plus global, la paupérisation des populations urbaines d'Abidjan. L'intervention du BICE vise par conséquent à aider les familles et la communauté des quartiers défavorisés d'Abidjan dans la prise en charge d'elles-mêmes et de leurs enfants.

Par ailleurs, l'analphabétisme des enfants étant vu par les intervenants de cet organisme comme l'une des principales causes du phénomène, le BICE assure le retour de nombreux enfants de la rue dans le système scolaire ordinaire à travers une éducation formelle et informelle (atelier d'alphabétisation). Les enfants plus âgés ont

également le choix entre plusieurs activités d'apprentissage de métiers pouvant favoriser leur autonomie sociale.

Les enfants sont très actifs à l'intérieur des différents programmes. Ce qui leur donne un haut sentiment d'estime personnel et d'importance et, crée chez eux des sentiments d'appartenance. Cette stratégie d'intervention qu'on pourrait qualifier de conscientisation ou d'autonomisation reflète la représentation émancipatoire des intervenants de l'organisme sur les enfants de la rue. Les intervenants du BICE ont en somme une double représentation émancipatoire et thérapeutique de l'intervention auprès des enfants de la rue. En effet, les représentations thérapeutiques des intervenants orienteraient les stratégies d'intervention vers la prévention des risques associés à la santé de ces jeunes. Cependant lorsque les intervenants parlent des activités des enfants, ils leur reconnaissent un rôle d'acteur. Aussi, la stratégie du bureau international catholique pour l'enfance tend à répondre à « l'aliénation » de ces enfants telle que perçue par les intervenants par un environnement souvent démocratique.

3.1.2. Le lande Akwaba de Treichville: La réinsertion par l'apprentissage d'un métier

3.1.2.1. Historique de l'organisme (lande Akwaba de Treichville, 20001)

Mis en place par médecin du monde (MDM) en 1996, dans le quartier populaire de Treichville³⁸, le lande Akwaba de Treichville est présent auprès des enfants des rues à travers un programme médico-social, complété par un volet prévention MST/SIDA.

³⁸ Rappelons que Treichville est l'une des dix communes (se référer à la page 8 du présent document) que compose la ville d'Abidjan.

L'orientation de l'intervention de cet organisme répond à la représentation thérapeutique des intervenants de cet organisme sur les enfants de la rue. Ces enfants peuplent les rues de cette commune d'Abidjan devenue depuis quelques années un centre commercial attrayant. A la tombée de la nuit, sans domicile, les enfants dorment sur les trottoirs, dans les gares, dans les marchés et vivent d'expédients dans les rues (petits boulots, mendicité, menus larcins). Le lande Akwaba apporte son soutien à ces enfants livrés à eux-mêmes dans la capitale économique ivoirienne pour leur permettre de se (re) socialiser et de recréer un lien familial.

3.1.2.2. Objectif de la structure

Le centre Akwaba de Treichville cherche à:

- ☞ Redonner à des enfants en perte de repères des clefs pour leur avenir en leur proposant un toit, mais aussi, des activités ludo-éducatives;
- ☞ Assurer la resocialisation des enfants livrés à eux-mêmes;
- ☞ Aider ces jeunes à sortir de la rue et à se (re) socialiser.

3.1.2.3. Financement des activités

Le lande Akwaba a stabilisé ses programmes de prise en charge dans les foyers d'accueil, de scolarisation, de formation professionnelle, de prise en charge médicale et de réinsertion sociale, familiale et professionnelle grâce aux appuis potentiels de ses partenaires, notamment de Médecins du monde et de dons de particuliers. Selon l'assistant social, « [...] les activités du centre sont financées par Médecins du monde. Nous recevons parfois la contribution de certaines sociétés de la zone industrielle ». Ce financement, il faut le noter peut influencer les discours des intervenants dans la définition de leur clientèle. En effet, si le financement provient, par exemple, d'un organisme religieux, on peut s'attendre à ce que la perception générale du problème des enfants de la rue soit « l'absence de modèle ». L'organisme cherchera alors à donner aux enfants qu'il accueille des valeurs religieuses comme modèle et

fonctionnera en somme comme un organisme de bienfaisance. Cependant tout comme nous l'avions mentionné au niveau de certaines pratiques du BICE, la présente étude ne nous permet pas de confirmer cette thèse au niveau du centre de Akwaba.

3.1.2.4. Discours des intervenants sur leur clientèle

Pour les intervenants du centre Akwaba de Treichville, la clientèle du centre est constituée d'enfants et de jeunes qui vivent de la rue ou même y passent la nuit. Cette population, souvent analphabètes, vit de petits métiers. Elle est confrontée aux maladies et à la violence de la police qui, selon le travailleur de rue du centre, les considère souvent comme des délinquants. Entre les enfants eux-mêmes, la violence est présente car, explique-t-il « la rue, c'est la loi du plus fort ». Dans ce discours de l'intervenant on peut relever trois types de représentations sociales sur les enfants de la rue : La représentation familialiste, la représentation thérapeutique et la représentation émancipatoire. La représentation familialiste et la représentation émancipatoire peuvent paraître ici à première vue contradictoires, mais bien au contraire. Selon cet intervenant, les enfants sont en effet vulnérables par la violence des forces de police et entre eux-mêmes mais ils sont également des acteurs qui se débrouillent à travers de petits métiers; ils souffrent de maladies, d'analphabétisme et de violences. La vulnérabilité des enfants vue par cet intervenant n'occulte pas sa perception d'acteur de ces derniers. La stratégie d'intervention de l'organisme cherchera par conséquent à répondre à ces trois problèmes. C'est ainsi qu'à l'analyse de l'intervention de cet organisme on observe une stratégie qui vise à la fois à protéger ces « enfants vulnérables » contre la violence de la police et de certains individus en les accueillant dans un foyer et par le traitement de leurs symptômes physiques. Les intervenants reconnaissant par ailleurs la capacité d'acteur des enfants accompagnent ces derniers dans leurs différents projets. Ce qui évite la transformation des enfants en de simples utilisateurs de services.

Pour l'assistant social de l'organisme, ces enfants sont pour la plupart analphabètes. Certains ont abandonné l'école très tôt et ont par conséquent besoin d'un encadrement spécialisé afin de pouvoir reprendre une scolarité normale. Cette représentation commerciale portant sur les besoins des enfants (atelier ou service d'analphabétisation) des enfants explique en effet pourquoi l'alphabétisation demeure importante dans l'intervention du centre Akwaba. Les enfants ont ici un besoin que l'organisme tend à satisfaire à travers son intervention.

Au niveau de ce qui pousse ces enfants à vivre dans la rue de façon épisodique ou permanente, les intervenants, comme nous l'avions souligné précédemment, en donnent plusieurs raisons: « Les mauvais traitements », « la pauvreté des parents », le « désir des enfants de se faire de l'argent de poche » sont, expliquait le travailleur de rue, les principales causes de la fugue des enfants. Les enfants sont ici considérés comme des victimes de la situation économique et sociale de leurs parents. Mais la violence faite aux enfants (les mauvais traitements) est prépondérante dans les discours de victimisation des intervenants. Cette représentation familialiste des intervenants oriente la mise en place des foyers d'hébergement qui visent à aider et protéger les enfants. Les foyers d'accueil ne sont par conséquent qu'une réponse à la vulnérabilité et aux « pathologies sociales » des enfants.

Pour l'assistant social, c'est essentiellement la pauvreté qui attire les enfants dans la rue même si ce ne sont pas tous les enfants pauvres ou les enfants ayant des parents pauvres qui adoptent la vie de rue. Ce qui explique, selon l'éducateur, la diversité de la clientèle de l'organisme: « [...] nous recevons des orphelins, des enfants qui n'ont plus de lien familial et parfois les enfants dont les parents ne peuvent économiquement prendre en charge. Ces derniers restent toutefois en famille et sont suivis par un assistant social ».

Ces enfants sont, selon l'éducateur du centre, « [...] très vulnérables dans la rue, des individus peuvent les forcer à se prostituer; ils sont victimes de la violence des policiers et souvent de la part de certains citadins d'Abidjan ». C'est pourquoi, estime cet éducateur, « [...] il faut les aider à sortir de ce milieu tout en les amenant à être autonomes ». Pour cela explique-t-il, « [...] nous cherchons à leur donner les moyens pour se prendre en charge ». Dans cette perspective, l'organisme assure une formation professionnelle aux plus âgés de sa clientèle.

L'éducation/alphabétisation et la formation aux métiers sont considérées par les intervenants comme essentielles dans le processus de réinsertion sociale des enfants de la rue. Aussi, le premier pas vers la réinsertion est, pour l'alphabétiseur, l'alphabétisation des enfants car, se demande-t-il « [...] comment assurer une formation professionnelle à ces ex-enfants de la rue qui, pour la plupart, ne savent ni lire ni écrire? ». Pour lui, la formation professionnelle va de pair avec la scolarisation de ces « enfants qui sont souvent analphabètes, sales et méprisés à cause de leur aspect physique [...]. Toutes ces caractéristiques contribuent à accroître leur marginalisation; les enfants ne pourront par conséquent réussir dans leurs métiers que s'ils savent lire et écrire et vivent dans un environnement favorable ».

L'intervention de l'organisme tend à trouver une réponse aux différents problèmes tels que perçus par les intervenants:

[...] la formation aux métiers, le retour en famille, la scolarisation, l'alphabétisation sont nos principaux programmes bien que d'autres peuvent être mis en place en fonction de la situation qui se présente. Nous n'avons pas un programme standard [...]. Les enfants qui ne peuvent être retournés en famille sont accueillis dans le centre pour leur réinsertion. Ils suivent alors des cours d'alphabétisation. Ces cours permettent de les mettre à niveau pour un retour éventuel à l'école classique; les plus âgés apprennent un métier (Alphabétiseur au centre Akwaba).

Pour le travailleur de rue (également éducateur), « [...] les enfants de la rue se débrouillent dans la rue grâce à la vente de petits objets, par de petits larcins, ils sont gardiens de voitures au plateau ou porteurs de bagages des commerçants ou voyageurs ». Le travailleur de rue développe plus loin une représentation émancipatoire des enfants de la rue en critiquant les forces de l'ordre qui ont une représentation répressive en direction des enfants de la rue. Comme il le souligne, « [...] les enfants sont souvent mis en prison pour de petits vols ». Cet attrait de petits métiers pouvant leur donner de l'argent les pousse à vivre de la rue et également à abandonner fréquemment les programmes des institutions de réinsertion : « [...] un enfant peut abandonner le centre sans autorisation pour quelques jours, voire des semaines et réapparaître après sans raisons valables », explique l'éducateur. Ce discours illustrerait-il une représentation des enfants en tant que « clients » par l'éducateur. En effet, après l'identification des besoins non satisfaits des enfants de la rue, son organisme s'oriente dans la distribution d'un service que les enfants ont parfois tendance à abandonner fréquemment. Cette perception commerciale vise à offrir diverses ressources aux enfants de la rue.

En fonction de ces représentations sociales des intervenants de leurs clientèles quelle forme d'intervention sera dès lors privilégiée auprès des enfants par l'organisme?

3.1.2.5. Stratégies d'action

Les enfants de la rue forment une population très mobile, et pas toujours facile à suivre. Pour réaliser ses objectifs, une stratégie étagée a dès lors été proposée par le Centre Akwaba. L'intervention de Centre Akwaba consiste, selon l'éducateur du centre, en cinq étapes : Premièrement les enfants sont approchés dans la rue, leur milieu de vie. Ils sont soignés et encouragés à passer la nuit au centre d'accueil. Le centre passe alors à la phase de la réunification familiale. Cette étape, affirmait l'éducateur, constitue une priorité pour l'organisme. Des activités sont ensuite organisées et planifiées pour les enfants dont il est difficile, voire impossible de

retrouver la famille ou pour ceux qui décident de rester dans le centre. Ces activités visent à changer le comportement de l'enfant³⁹, à lui assurer une éducation de base (alphabétisation), à développer son estime personnelle. Dans la quatrième étape, l'enfant fréquente l'école primaire ou le secondaire. La cinquième étape cherche à assurer une formation professionnelle à l'enfant plus âgé.

• Le travail de rue

Pour approcher ces jeunes de la tranche d'âge de 11 à 16 ans, explique l'éducateur du centre, le Centre Akwaba de Treichville « [...] a mis en place des équipes mobiles qui sillonnent la nuit les quartiers où les enfants sont très nombreux ». L'organisme dispose en effet « [...] des travailleurs de rue qui parcourent les rues, les gares et autres lieux fréquentés par les enfants de la rue. Ces travailleurs de rue écoutent, donnent des soins médicaux et orientent les enfants dans le centre », affirme-t-il. Ce travail de rue « [...] nous permet de joindre les enfants dans leur milieu de vie (marché, gare, aux alentours des cinémas, etc.) ». Ces premiers contacts permettent de briser l'isolement des enfants et de les mettre en confiance. Ce travail de rue, explique également l'assistant social du centre, « [...] permet de faire connaître nos différents services, d'approcher les enfants, leur prodiguer des soins et leur redonner confiance ».

• Le suivi médical

L'intervention du Centre Akwaba de Treichville est également thérapeutique et tend à répondre à la perception des intervenants de l'organisme sur les « dangers » de la rue. Pour les intervenants en effet les enfants souffrent de plusieurs maladies dans la rue en raison de leur mode de vie. C'est pourquoi, explique le travailleur de rue de

³⁹ On peut trouver ici un indice d'une représentation thérapeutique car en visant le changement de comportement de l'enfant, les intervenants veulent les éduquer sur l'hygiène personnelle, les maladies sexuellement transmissibles et les dangers dans la consommation des drogues.

l'organisme, « [...] le premier contact de l'organisme avec les enfants est d'abord médical. On panse leurs plaies; ils se battent souvent, on soigne leurs petits bobos ».

Quand le rapport de confiance est établi, les équipes de bénévoles de Médecins du monde abordent alors l'existence du centre d'accueil.

• Le centre d'accueil

Le centre d'accueil est, selon l'éducateur de l'organisme « un centre d'accueil ouvert, où l'on est libre de circuler, mais qui apporte de la sécurité à cette population particulièrement sensible et vulnérable ». Ce refuge de nuit est un endroit aménagé pour abriter les enfants des rues qui passent la nuit à la belle étoile et qui, selon l'assistant social de l'organisme, « [...] sont exposés aux problèmes d'insécurité de nuit. Le centre est donc pour les enfants un lieu de refuge qui leur apporte une sécurité la nuit, puisqu'ils peuvent y dormir, y trouver de la nourriture et également des soins ». Le centre d'accueil est, on le voit, une réponse à la vulnérabilité des enfants de la rue telle que perçue par les intervenants.

Les enfants de la rue se tournent vers ce centre pour rechercher le réconfort et la sécurité qu'ils manquent dans la rue. Cette représentation familialiste de l'intervenant vise à assurer une protection aux enfants. Aussi selon l'assistant social, « [...] les enfants qui viennent dans le centre ont une véritable volonté de s'en sortir » souligne l'éducateur. Car, poursuit-il,

[...] ils sont conscients de la situation dans laquelle ils vivent. Ils ne savent pas pourquoi ils restent attirés par la rue, mais elle les attire comme un aimant. Le centre est pour eux un refuge. Un refuge qui ne leur apporte pas seulement une sécurité la nuit, puisqu'ils peuvent y dormir, de la nourriture et des soins, mais aussi la chance de repartir sur de meilleures bases. Ici, les règles sont strictes.

L'organisme a par ailleurs mis en place un règlement intérieur qui lui permet de gérer et de réguler la vie dans le centre:

Les gosses du centre ne sont pas des enfants de cœur. Ils arrivent souvent avec des armes blanches et n'hésitent pas à se battre, même sous nos yeux. C'est pourquoi nous avons mis en place un système de punition pour ceux qui ne respectent pas les règles, mais aussi un système de mérite pour les pousser à progresser et à retrouver un lien social (Assistant social au Centre Akwaba).

Selon l'assistant social, le règlement intérieur vise à punir ou à empêcher le comportement de « délinquance » chez ces enfants qui sont, selon lui, loin d'être « [...] des enfants de cœur ». L'objectif du règlement intérieur est d'amener les enfants à retrouver et consolider un lien social, à respecter l'ordre social.

Lorsque les enfants se sont stabilisés dans le centre, il ne s'agit pas de les y maintenir directement. Le centre constitue d'abord un refuge provisoire pour les enfants. Il faut en effet rechercher la famille afin de voir les possibilités d'un retour.

• La recherche de la famille

Pour l'éducateur du foyer d'accueil, une famille vaut mieux qu'une bonne institution ou un bon foyer d'accueil. C'est pourquoi le Centre Akwaba de Treichville fait du retour des enfants dans leur famille ou dans des familles d'accueil une priorité dans son intervention:

[...] nous avons un programme de soutien à la famille pour faciliter le retour en famille des enfants que nous recevons ou qui ont encore une famille. Le retour en famille est notre objectif principal si la situation y est favorable. Vous savez le meilleur milieu de vie d'un enfant reste la famille (Éducateur au centre Akwaba).

La recherche de la famille est toutefois assez complexe car « [...] les enfants mentent parfois sur leur identité. Mais en général quand les enfants se sont stabilisés, la réinsertion familiale est possible », explique l'éducateur. A travers ce discours, on peut noter que certains enfants semblent s'opposer au retour en famille. Ce qui expliquerait, en partie, leur volonté de cacher leur identité aux intervenants. Les enfants préfèrent-ils les foyers par rapport à leur famille. Notre étude ne permet pas de se situer sur la question précédente. Par contre, une étude sur les représentations sociales des enfants sur les pratiques d'intervention permettrait de répondre à ladite question.

Les enfants plus âgés, qui vivent dans le foyer, ont la possibilité de suivre une formation professionnelle:

[...] Il faut par la suite retrouver la famille des enfants et les soutenir dans la prise en charge de leurs enfants. Les autres enfants, et il faut le dire ils ne sont pas nombreux, pour qui il est impossible de retrouver la famille sont accueillis dans le foyer. Ils suivent des formations professionnelles, ou on assure leur scolarisation ou leur alphabétisation (éducateur du centre Akwaba).

• La formation et l'insertion professionnelle

Certains enfants sont venus dans la rue pour faire de l'argent plutôt que d'apprendre à lire, explique l'éducateur de l'organisme. Il est important dans ces conditions d'aider ceux qui sont plus âgés et qui ne désirent plus continuer l'école à apprendre un métier. Déjà trop grands, ces derniers cherchent immédiatement un métier pouvant leur donner accès au marché du travail. L'organisme met alors à leur disposition un Centre de Formation Professionnelle où ils peuvent apprendre différents métiers de leur choix dans les ateliers de dessin, de couture, de menuiserie et de cordonnerie.

La représentation commerciale des intervenants favorise la mise en place de services pour répondre aux besoins de leur clientèle (les enfants de la rue). Dans cette logique liée à la représentation commerciale, l'enfant doit consommer un programme parmi

les services offerts. En effet, une fois que l'enfant est accueilli dans le centre, il est invité à faire son choix à l'intérieur des différents programmes.

Les enfants plus âgés, déscolarisés pour la plupart, apprennent un métier. Ceci leur permet, selon l'éducateur, « [...] de vivre une expérience de travail valorisante dans le domaine de la menuiserie, de la maçonnerie, de la cordonnerie pour les aider à développer des habilités et des compétences » qui pourront les amener à être mieux outillés pour faire face aux enjeux du milieu du travail.

Des cours d'alphabétisation sont donnés aux enfants plus jeunes pour leur permettre de reprendre une scolarisation ordinaire ou tout simplement pour leur permettre de s'initier à la lecture et à l'écriture : « [...] le retour des enfants à l'école nous est très important, c'est pourquoi nous y préparons les enfants plus jeunes », explique l'éducateur.

« Tout n'est pas rose; certains abandonnent en cours de route, et on n'entend plus jamais parler d'eux », explique l'éducateur. Cependant, poursuit-il, « [...] on a parfois des enfants qui parviennent à se reconstruire une nouvelle vie, comme ce jeune qui abandonnait fréquemment le centre, agressait certains enfants du centre, et qui désormais a pu ouvrir son propre atelier de couture ».

Afin de favoriser la réinsertion des enfants âgés, l'organisme travaille en réseau avec le milieu du travail. Selon l'assistant social, « [...] une alliance étroite est élaborée entre l'organisme et le milieu du travail, notamment au niveau de la formation aux métiers des enfants. Les enfants suivent des formations chez des artisans de la commune ». Cette alliance favorise la mise en apprentissage ou l'installation pré-professionnelle des enfants dans les ateliers et sociétés industrielles de la place.

▪ Soutien aux populations

Conscient qu'on ne peut combattre le problème des enfants de la rue en intervenant uniquement auprès des enfants, le centre Akwaba, à travers Médecins du monde, est présent à Abidjan aux côtés des populations les plus démunies, notamment au niveau de la sensibilisation et de l'accès au soin. Selon un des travailleurs de rue du centre, l'organisme « [...] travaille également avec les populations des différents quartiers pauvres d'Abidjan. [...] nous apportons une aide médicale aux populations locales des communes de Yopougon, Abobo et de Treichville. Nous assistons également certaines familles à prendre en charge leurs enfants ».

Chaque semaine, une équipe médicale du centre se rend ainsi auprès des populations des sites de Kouassi-Lenoir, à Treichville, Williams ville, Washington et Allakro pour les sensibiliser et leur apporter une aide médicale de base:

[...] des actions de communication à travers les médias permettent de prévenir l'attrait de la rue au niveau des enfants du quartier précaire eux-mêmes. Elles permettent également de sensibiliser la communauté, les décideurs politiques sur les problèmes des enfants de la rue et sur les approches pour sa prévention et son contrôle (Éducateur au centre Akwaba).

L'organisme améliore ainsi les conditions de vie des milieux déshérités. Il offre également son soutien aux familles du voisinage pour qu'elles dépassent le seuil de la pauvreté tout en leur apprenant certains savoir-faire et des connaissances nécessaires dans l'encadrement de leurs enfants.

3.1.2.6. Le niveau de participation des enfants dans les activités

Pour faire participer les enfants aux activités du centre, Centre Akwaba organise des réunions avec eux et les implique dans l'entretien du centre sous la responsabilité d'un animateur/éducateur:

[...] pour favoriser la participation des enfants dans nos activités, nous organisons des réunions avec les enfants sur la situation du centre. Nous écoutons les enfants, ils s'expriment librement. Ce sont les enfants qui expriment leurs besoins et proposent les solutions à apporter. Rien n'est imposé ici. (Éducateur du centre).

Cette représentation émancipatoire de l'éducateur favorise le développement d'une citoyenneté participative chez les enfants car, comme le souligne l'éducateur, ce sont « [...] les enfants qui expriment les besoins et proposent les réponses à apporter. Les enfants organisent également des activités récréatives les week-ends ».

Conclusion partielle

Les enfants de la rue sont vus par les intervenants du Centre Akwaba comme des acteurs sociaux qu'il faut accompagner pour soutenir la réalisation de leur individualité et de leurs rêves. En effet, dans leurs discours, les intervenants reconnaissent les enfants en tant qu'acteurs. Cette représentation émancipatoire des intervenants amène l'organisme à favoriser, développer une participation citoyenne des enfants/jeunes de la rue dans leurs différents programmes.

Reconnus comme sujets/acteurs, les enfants ne sont pas ici dans une logique d'aide avec les intervenants du Centre Akwaba; ils sont plutôt accompagnés dans leur démarche d'autonomie sociale par ces derniers. L'organisme développe en effet des actions participatives qui impliquent les enfants, notamment au niveau de la recherche d'atelier d'apprentissage. Des formations sont offertes aux parents afin de mieux les aider à résoudre les problèmes avec leurs enfants. De plus, la formation et l'insertion des enfants aux métiers (maçonnerie, artisanat, couture, etc.) représente la principale stratégie d'insertion sociale de l'organisme dans la commune.

Les discours familialistes des intervenants sur les enfants expliquent l'existence du foyer d'accueil du Centre Akwaba et chercheraient à protéger les enfants contre les « dangers et les maladies auxquelles les enfants sont confrontés dans la rue », comme le soulignait le travailleur de rue de l'organisme. Par ailleurs, les représentations thérapeutiques des intervenants sur les enfants de la rue conduisent les équipes de médecins du monde, qui travaillent en collaboration avec l'organisme, à sillonner les rues d'Abidjan pour offrir des soins médicaux aux enfants de la rue.

3.1.3. Le Centre Éducatif de la Zone 4/C : L'école comme base de l'intervention

3.1.3.1. Historique de l'organisme

Créé en 1967 par le Ministère de santé et de la protection sociale⁴⁰, le centre éducatif de la Zone 4/C de Marcory reçoit les jeunes garçons de 10 à 18 ans, notamment les enfants de la rue, les enfants dont les parents se trouvent en situation économique et sociale difficile. Les enfants sont conduits au centre par leurs parents, les assistants sociaux parce qu'ils constituent des cas sociaux. Certains élèves du centre proviennent du service d'éducation surveillée ou conduits directement par la police⁴¹ : « [...] les enfants sont envoyés dans le centre par le centre d'observation des détenus mineurs, par des assistants sociaux des différents centres sociaux d'Abidjan ou par la police qui les ramasse dans leurs rafles nocturnes », explique l'éducateur spécialisé du centre.

⁴⁰ Aujourd'hui appelé ministère de la Solidarité, de la Sécurité sociale et des handicapés.

⁴¹ Ces derniers ramassent les enfants dans la rue lors de leurs rafles nocturnes. Si les recherches pour retrouver les parents s'avèrent vaines, ils les conduisent alors au centre.

Selon l'éducateur, les enfants admis dans le centre « reçoivent pendant trois ans un enseignement allant du cours élémentaire deuxième année au cours moyen deuxième année. Ce qui facilite leur insertion scolaire et sociale ».

Quels sont les objectifs de l'institution?

3.1.3.2. Objectif de la structure

Le centre éducatif de la zone 4/C cherche à

- ☞ assurer l'éducation des enfants en situation extrêmement difficiles dans le but de permettre leur insertion scolaire et sociale;
- ☞ Favoriser le développement des enfants vivant en contexte de vulnérabilité;
- ☞ Assurer l'insertion en emploi des enfants plus âgés par l'apprentissage d'un métier.

3.1.3.3. Financement des activités

Pour réaliser ces objectifs, le centre reçoit un budget de fonctionnement de la part du ministère de la santé et de la protection sociale et de certains services et club (Rotary, Lion club, etc.).

3.1.3.4. Discours des intervenants sur l'enfant de la rue

Pour l'éducateur du centre éducatif de la zone 4/C, la clientèle de leur intervention est constituée des « [...] enfants en situations extrêmement difficiles » ou des « cas sociaux ». Les intervenants parlent d'enfants de la rue et rarement de jeunes bien que leur clientèle soit également constituée de jeunes. Ils parlent souvent de « nos enfants » pour faire référence aux enfants qu'ils accueillent. Ces discours familialistes

reflèteraient le lien affectif qu'ils ont développé avec cette clientèle « d'enfants vulnérables » et orientent les pratiques de leur organisme.

« Ces enfants sont très vulnérables », explique l'éducateur. Ils sont soumis à la cruauté de certaines personnes; certains enfants sont, selon lui, forcés à se prostituer pour assurer leur survie quotidienne. Pour cet éducateur, la rue est donc mauvaise en soi parce qu'elle représente un milieu dangereux pour le développement de l'enfant. Cette vulnérabilité des enfants telle que perçue par cet éducateur oriente l'intervention de son organisme qui en effet veut « [...] tout faire pour sortir les enfants de là ».

Les enfants accueillis dans le centre sont en majorité analphabètes. Certains, selon l'alphabétiseur du centre, ont été renvoyés de l'enseignement classique à cause de l'insuffisance de leur rendement. Cette situation expliquerait et perpétuerait selon lui la présence des enfants dans les rues d'Abidjan. L'analphabétisme des enfants semble donc être une cause fondamentale du phénomène des enfants de la rue dans le pays. Le centre éducatif s'est par conséquent donné pour priorité la lutte contre ce problème fondamental. Et cela semble expliquer l'existence ou la mise en place de cette institution. Cet éducateur a en somme une représentation thérapeutique et commerciale. En effet, ayant perçu l'analphabétisme des enfants, cet éducateur cherche, à travers son organisme, à répondre à cette demande. Les enfants deviennent ici en quelque sorte des clients de l'intervenant. Aussi, selon l'éducateur, l'institution n'accepte pas « [...] ceux qui ne veulent pas suivre les ateliers d'alphabétisation ». L'atelier d'alphabétisation semble ici obligatoire. Cette exigence pour être admis dans le centre serait liée à la représentation familialiste des intervenants qui estiment que l'éducation est pour le bien-être des enfants. Les intervenants, à travers cette logique, se croient mieux placés pour connaître ce qui est bien pour les enfants.

A bien des égards, l'alphabétisation représente pour l'institution la clé de la sortie des enfants de leur marginalité. Grâce à « [...] nos cours plus personnalisés, beaucoup d'enfants peuvent ainsi faire en trois ans les six années du cycle primaire normal, et réussir haut la main. La formation professionnelle leur permet de se prendre en charge, d'être autonome », soutient l'éducateur.

Ces représentations familialistes et commerciales des intervenants orientent l'organisme dans une logique de distribution de service pour satisfaire les besoins des enfants. Dans cette logique, les éducateurs et les assistants sociaux de l'institution ont de véritables problèmes. En témoigne ce que dit l'éducateur du centre à ce niveau : « [...] les enfants du centre sont souvent indisciplinés et « immédiatelistes », c'est-à-dire, ils veulent satisfaire immédiatement leurs besoins ». Selon l'éducateur du foyer, c'est l'argent qui les attire et les intéresse le plus; ils abandonnent fréquemment le centre à la recherche de gain de la rue : « [...] ils fuient donc fréquemment les foyers à la recherche de ce qu'ils appellent pognon, argent de poche obtenu dans la rue ».

Pour ces mineurs prématurément âgés qui ont manqué juste le minimum pour survivre au cours de leur séjour dans la rue, toute pièce d'argent représente une forme de sécurité, explique l'assistant social. Cette valeur est si importante pour eux qu'ils n'aiment pas les projets à long terme ou ne sont pas souvent réceptifs aux cours d'alphabétisation. A travers ces discours, on note chez cet intervenant une représentation négative du travail des enfants dans la rue. Ce travail constitue un handicap à son intervention auprès de sa clientèle (les enfants du foyer).

3.1.3.5. Stratégies d'action

En fonction de ces discours et perceptions des intervenants quelle sera la stratégie d'intervention de l'organisme auprès des enfants?

- **L'école de rattrapage: Un passage quasi-obligé**

Comme le disaient certains intervenants du centre éducatif, la plupart des enfants que le centre accueille n'ont jamais été scolarisés, d'autres ont abandonné très tôt l'école. En général, selon l'éducateur, ils n'ont pas été scolarisés parce que les parents ne pouvaient pas assurer les frais de scolarité, les uniformes scolaires et autres besoins inhérents à leurs études. Certains enfants ont abandonné leur scolarisation parce que l'école ivoirienne est très sélective, ne réussissent que les surdoués. Plusieurs enfants sont donc rejetés par le système éducatif ivoirien. C'est dans cette catégorie d'enfants qu'on rencontre d'ailleurs la majorité des enfants de la rue. Pour répondre à ce problème d'analphabétisme,

[...] tous les enfants sont encouragés à prendre part à un programme d'éducation non formelle et formelle. Les plus âgés veulent tout juste apprendre à lire et écrire et à faire des calculs ils sont plus disposés à apprendre et exercer une activité génératrice de revenus; ce qui leur permettra en somme de se prendre en charge. (Éducateur du centre éducatif).

Pour l'éducateur spécialisé du centre, « [...] ces cours de mise à niveau permettent aux enfants qui n'ont pas les qualifications ou l'âge nécessaire d'intégrer une scolarité ordinaire, de suivre une scolarisation flexible correspondant à leurs besoins ».

En général, les jeunes enfants de la rue, déscolarisés que le centre reçoit n'ont pas les mêmes ambitions: Certains veulent obtenir un diplôme de fin du cycle primaire et pouvoir ainsi continuer leurs études dans l'enseignement secondaire public. Les cours d'alphabétisation s'adressent en premier lieu aux enfants âgés de moins de 15 ans. Les plus âgés par contre veulent tout juste apprendre à lire et écrire et à faire des calculs. Ils sont venus dans la rue pour se faire de l'argent plutôt que d'apprendre à lire. Selon l'éducateur ces enfants sont plus disposés à apprendre et exercer une

activité génératrice de revenus; ce qui leur permettra en somme de se prendre en charge.

Grâce à un encadrement scolaire plus attentif et personnalisé, le centre éducatif permet ainsi aux enfants venus depuis peu de la rue d'accéder rapidement à un niveau scolaire correspondant à leur âge et de rejoindre ensuite les écoles ordinaires. A ce sujet, l'éducateur du centre est explicite « [...] beaucoup peuvent ainsi faire en trois ans les six années du cycle primaire normal, et réussir haut la main ». Un tel succès s'explique par un encadrement scolaire plus attentif et personnalisé des éducateurs que dans les écoles ordinaires où les effectifs sont souvent élevés.

- **L'apprentissage d'un métier**

Selon l'assistant social du centre, les enfants plus âgés détestent l'école, ils ne sont plus disposés à retourner où ils ont été rejetés (l'école). Cependant ils sont disposés à apprendre un métier de leur choix. Après quelques cours d'alphabétisation, pour ceux qui n'ont pas été scolarisés, pour leur apprendre les calculs, à lire et à écrire, ils sont envoyés dans des ateliers du quartier pour apprendre le métier de leur choix. La formation professionnelle permet aux enfants d'apprendre un métier pouvant les aider à intégrer le marché du travail et à être autonomes. Leur formation qui suit un long processus est alors financée par l'institution.

Quelles sont les étapes de la formation professionnelle des jeunes enfants accueillis au centre éducatif de la Zone 4/C?

- **Identification des artisans**

Le centre éducatif de la Zone 4/C favorise l'autonomie sociale des enfants à travers la formation professionnelle. En effet, pour commencer son apprentissage, il faut d'abord que le jeune trouve lui-même un atelier:

[...] avec l'aide d'un éducateur, le jeune enfant trouve un atelier où il va suivre sa formation. L'éducateur du centre va négocier ensuite le contrat d'apprentissage avec l'artisan qui sera chargé de la formation du jeune. Le contrat passé est souvent verbal; il peut cependant être écrit si l'éducateur le demande. L'artisan exige une somme pour assurer la formation du jeune. Cette somme est variable selon les artisans. La formation peut durer jusqu'à trois ans. La patience, l'obéissance à son patron et la persévérance sont donc nécessaires pour terminer la formation. (Assistant social).

- **Soutien à l'apprentissage**

L'organisme assure l'accompagnement des jeunes cours de leur formation: « [...] lorsque le jeune commence son apprentissage, il est suivi dans sa formation par un éducateur du centre qui se rend régulièrement dans l'atelier pour s'informer et constater son évolution tout en l'encourageant. L'éducateur règle également les éventuels conflits qui peuvent survenir entre l'apprenti et son patron », explique l'assistant social de l'organisme. L'intervenant guide ainsi la démarche d'autonomie du jeune apprenti.

- **Installation**

A la fin de son apprentissage, le jeune est, selon l'assistant social, aidé à s'installer à son propre compte ou à trouver une place dans une société d'Abidjan ou un atelier du quartier. Certains jeunes sont embauchés par leur formateur (patron) à la fin de leur formation. Les jeunes sont dans l'ensemble encouragés à se mettre en coopérative après leur formation pour bénéficier de financements publics et développer leurs activités.

- **Le règlement intérieur du centre**

Pour être accepté dans le centre, nous explique l'éducateur/l'alphabétiseur, il faut accepter quelques règles de discipline élémentaires, notamment « accepter le

règlement du centre, c'est-à-dire ne pas apporter d'armes ni de drogue, ne pas voler, se laver et accepter l'école et l'apprentissage d'une activité économique ».

Ce règlement permet aux enfants d'apprendre à se conformer aux normes sociales et à être acceptés dans leur communauté. Il contribue par conséquent à favoriser l'insertion sociale des enfants. Toutefois les enfants n'ont pas été impliqués dans la mise en place de ce règlement intérieur. Pouvons-nous expliquer cette non participation des enfants dans l'édification du règlement intérieur de l'organisme par la représentation familialiste des intervenants qui souvent tend à considérer les enfants/jeunes de la rue comme des mineurs ? Une représentation émancipatoire des intervenants chercherait à impliquer ces derniers à ce niveau. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les représentations sociales des intervenants sont variables et montrent qu'un intervenant peut tenir un discours à la fois familialiste et émancipatoire selon le contexte.

3.1.3.6. Le niveau de participation des enfants dans les activités

Les enfants participent aux entretiens de la cour et des salles de cours. Selon les intervenants rencontrés, le centre organise également des séances d'animation de groupe ou des discussions portant sur les thèmes de maladies sexuellement transmissibles (MST), d'exclusion de jeunes, etc. Comme l'explique l'éducateur:

[...] les enfants sont présents dans l'entretien de la cour et des salles. Nous organisons des séances d'animation de groupe ou des discussions sur les thèmes de MST. Les enfants organisent et participent eux-mêmes à des activités sportives au sein du centre. Ce sont eux-mêmes qui vont à la recherche des ateliers où ils veulent suivre leur formation.

Ces rencontres permettent aux enfants d'échanger, de mieux se connaître et par conséquent de mieux se découvrir, se comprendre et développer le sentiment d'appartenance et d'estime d'eux-mêmes.

Conclusion partielle

Au Centre éducatif de Marcory Zone 4/C, les représentations sociales des intervenants sur les enfants de la rue sont davantage commerciales mêmes si les discours sont traversés par d'autres représentations sociales. Elles visent en priorité à trouver une réponse (ou à offrir un service) aux problèmes d'analphabétisme des enfants de la rue.

À travers les discours des intervenants, on note qu'au niveau de l'organisme l'éducation est la clef pour le développement et l'autonomie sociale des enfants. A cet égard, tous les enfants accueillis dans le centre doivent suivre des cours d'alphabétisation ou une scolarisation pouvant leur permettre de reprendre l'école classique. Les éducateurs ont pour rôle avant tout d'assurer une prise en charge affective des ces enfants victimes, selon eux, d'un handicap.

Après cette alphabétisation, les enfants qui ont les aptitudes nécessaires pour reprendre l'école sont envoyés dans le système éducatif ordinaire. Les autres, en l'occurrence les plus âgés, suivent une formation professionnelle pouvant favoriser leur insertion dans le marché de l'emploi. Le centre n'accueille pas seulement les enfants de la rue mais également des enfants dont les parents ne peuvent pas économiquement assurer l'éducation ou la formation. Ces derniers forment, selon les éducateurs, des cas sociaux que les différents services sociaux publics d'Abidjan réfèrent au centre éducatif.

On observe par ailleurs une interaction entre les ressources publiques et le centre éducatif. En effet, les enfants/jeunes se présentent essentiellement au centre éducatif à la suite d'une référence institutionnelle (service social, centre pénitencier, police, etc.). Le centre éducatif n'est pas isolé de la communauté ; l'éducation des enfants dépasse largement la porte du centre. En effet, non seulement les enfants du centre éducatif, mais également des enfants de la commune fréquentent le centre éducatif.

Par ailleurs, le centre éducatif offre un climat organisationnel et des conditions de rétablissement favorables à l'écoute des besoins des enfants de la rue. La relation éducateur-enfants en démarche de réinsertion constitue une condition importante dans la réussite de ce processus.

Après cette description des pratiques d'intervention des trois organismes et des représentations sociales qui orientent ces pratiques, quelle conclusion globale pouvons-nous tirer de ces représentations sociales?

3.2. Quelques éléments d'analyse sur les représentations sociales des intervenants sur les enfants de la rue

Dans cette section nous analysons comment les intervenants expliquent les problèmes vécus par les enfants, comment définissent-ils leurs clientèles, à quels facteurs lient-ils les difficultés et les problèmes de cette population? Ces éléments d'analyse ressortent des rapports d'activités des organismes d'Abidjan et dans les discours des intervenants dont certains éléments ont été présentés dans la section précédente.

3.2.1. Caractéristiques des enfants accueillis

Dans les discours officiels des organismes, les représentations de la rue sont à certains égards négatives. En effet, comme le soulignait cette assistante sociale du BICE dans la section précédente, « [...] la rue est un milieu dangereux, déviant à cause de l'usage de la drogue, de la prostitution et de la délinquance juvénile, de la violence, des maladies et de l'absence de scolarisation ». Pour cette raison, explique l'assistant social du centre Akwaba de Treichville, « La rue est inadaptée aux besoins des enfants. Dans la rue l'enfant échappe à tout contrôle ; il peut tomber sous l'influence d'un pair et être fasciné par les drogues que ce dernier utilise ».

Les représentations familialistes et thérapeutiques des assistants sociaux des trois organismes étudiés, notamment, le Centre Akwaba de Treichville, le Centre éducatif de la Zone 4/c et le BICE les amènent à rejeter la rue et à encourager l'enfant à abandonner tout ce qu'il a appris dans ce milieu. L'objectif des trois institutions est à cet effet d'éloigner l'enfant de l'espace-rue en vue d'un retour en famille. Pour cela, le BICE, selon l'assistante sociale du foyer d'accueil,

[...] cherche à sensibiliser les enfants aux dangers de la rue et à promouvoir leur réinsertion familiale. Nous cherchons également à accueillir les enfants sans abris, les stabiliser en vue d'un retour en famille. Nous offrons un cadre sécurisant, un accès aux soins et une assistance éducative aux enfants en rupture, aux enfants vivant dans la rue ou dans des zones à risques élevés (gares, marchés).

Les assistants sociaux et les éducateurs des organismes semblent véhiculer une représentation familialiste de leur clientèle. Ils les considèrent en effet comme des « êtres vulnérables » qui ont besoin de protection de la part des adultes. Le jeune est à cet effet présenté dans cette approche comme la victime innocente de la violence familiale et de la pauvreté. La principale politique qui accompagne cette représentation sociale se focalise sur des problèmes spécifiques, notamment

l'intégration des enfants dans une éducation formelle et leur retrait du travail (De Bénites, 2003). On cherche donc avec cette représentation familialiste à (ré) insérer l'enfant dans le système traditionnel de socialisation que constituent l'école et la famille. C'est pourquoi toutes les trois institutions étudiées offrent une forme de scolarisation des enfants et font de l'intégration de l'enfant en famille une priorité.

Notons qu'en fonction de leur spécialité, les intervenants tiennent parfois des discours différents sur les enfants de la rue. On remarque, par exemple, que l'image de la rue dangereuse est fréquente dans les discours des assistants sociaux par rapport à ceux des éducateurs spécialisés et des travailleurs de rue. Les assistants sociaux ont une idée vague ou générale des dangers que courent les enfants dans la rue. Pour eux la rue est dangereuse du moment où l'enfant vit sans le regard d'un adulte.

[...] ces enfants sont très vulnérables car ils sont soumis à la cruauté de certaines personnes. Certains sont forcés à se prostituer pour assurer leur survie quotidienne. Nous estimons donc que la rue est mauvaise; elle constitue un milieu dangereux pour le développement de l'enfant. Il faut tout faire pour sortir les enfants de là (Assistante sociale au BICE)

Ce discours familialiste de cette assistante sociale du BICE illustre bien ce que les autres assistants sociaux interviewés pensent en général de la rue: « Les enfants de la rue forment une population à risque élevé, ils ont des problèmes affectifs, relationnels ou émotionnels. [...] ils constituent une population à risque élevé, d'enfants très vulnérables ». Cette représentation familialiste justifierait l'existence du foyer d'accueil HOPE de l'organisme.

Les travailleurs de rue qui fréquentent par contre les enfants dans la rue véhiculent une représentation émancipatoire des enfants en insistant davantage sur les activités des enfants dans ce milieu. Parlant par exemple des activités des enfants dans les rues d'Abidjan, le travailleur de rue du centre Akwaba de Treichville expliquait: « [...]

grâce à la dure vie qu'ils mènent dans la rue, ils sont débrouillards et créatifs. Ils développent très rapidement des stratégies de survie dans la rue. Ils sont prématurément mûrs. La mendicité, le vol, la violence est leur lot quotidien ». Les travailleurs de rue semblent à travers leurs discours, véhiculer une représentation sociale différente eu égard à leurs pratiques directement ancrées dans le milieu de la rue. Ils ont pu dans ces conditions développer une relation de confiance avec les enfants. Les assistants sociaux, par contre, connaissent en général les enfants à partir de leur accueil/intégration dans le centre.

Tout comme les assistants sociaux, les discours des éducateurs spécialisés/alphabétiseurs portent davantage sur les problèmes (pathologies sociales) des enfants: Certains de ces enfants, selon l'éducateur spécialisé du centre Akwaba de Treichville, « [...] s'adonnent à la drogue. [...] les enfants sont en majorité analphabètes, leurs parents sont très pauvres pour assurer leur éducation. Ils consomment ou ont dû consommer presque tous des stupéfiants [...] On les repère par leur saleté et leurs habits crasseux ». Ces représentations sociales conduisent les éducateurs/alphabétiseurs dans une logique d'intervention qui vise à guérir les enfants de leurs maladies. À partir de ces représentations, la stratégie d'intervention de leur centre d'accueil cherche évidemment à assurer l'alphabétisation, la formation et l'insertion des enfants dans les métiers de la menuiserie, de la couture, de la maçonnerie et de la mécanique auto, etc.

Le comportement de l'enfant, quant aux nombreuses fugues et abandons des centres d'accueil, est expliqué par l'assistant social du centre Akwaba de Treichville par son « [...] manque de collaboration et son immédiatisme », c'est-à-dire, « [...] ils veulent toujours avoir de l'argent sur eux, ils ne pensent qu'à l'instant présent ». C'est pourquoi, explique cet éducateur du centre Akwaba, « un enfant peut abandonner le centre sans autorisation pour quelques jours, voire des semaines et réapparaître après sans véritables raisons ». Les intervenants apprendront qu'il est

allé se chercher, « se débrouiller dans la rue », c'est-à-dire, exercer de petits métiers pour avoir de l'argent. Certains enfants sont ainsi décrits par les assistants sociaux des organismes comme incapables de penser à leur avenir parce qu'ils ne pensent qu'à l'ici et maintenant et trouvent par conséquent les programmes des institutions longs et souvent ennuyeux.

On note, d'autre part, que les discours des assistants sociaux varient selon qu'ils parlent des enfants au sein de leur foyer ou des enfants toujours présents dans la rue. Les assistants sociaux ont tendance à véhiculer en effet une représentation commerciale au niveau des enfants accueillis dans les foyers. Ayant identifié les besoins non satisfaits des enfants, les assistants sociaux des organismes s'orientent dans la distribution d'un service. Dès lors, lorsque certains enfants manifestent une résistance aux différents programmes, services du centre, ils sont en effet perçus comme « [...] incapables de penser à leur avenir »; et [...] ne pensent qu'à l'instant présent ». Par contre, pour les enfants vivant toujours dans la rue, les représentations sont plutôt familialistes et quelque peu émancipatoires : Les enfants sont des victimes et en même temps des acteurs qui tentent d'assurer leur vécu quotidien dans la rue. Ils ont par conséquent besoin d'aide et de protection.

La plupart des intervenants expliquent également les difficultés qu'ils rencontrent dans l'insertion des enfants de la rue par des « problèmes d'inadaptation », et par la place du gain de la rue chez les enfants:

[...] ayant longtemps vécu dans la rue et ayant très tôt appris à se débrouiller tout seul, l'enfant de la rue veut toujours avoir de l'argent sur lui. [...] l'argent représente une source importante de sécurité pour ces enfants habitués à vivre au jour le jour (éducateur au centre Akwaba).

Les intervenants du centre Akwaba reconnaissent la place d'acteur des enfants à travers leurs activités de débrouillardise et cherchent dans leur intervention à accompagner la démarche de ces derniers. Des petits métiers de rue, notamment le cirage de chaussures, le port de bagages dans les gares, la garde de voiture, l'organisme cherche à y substituer des métiers pouvant être de véritables sources de revenus pour les enfants. Ce travail, selon l'éducateur spécialisé du Centre Akwaba de Treichville, est un travail difficile et de longue durée:

[...] toute situation est unique en son genre et en même temps difficile. Le travail avec les enfants qui n'ont reçu aucun amour, aucune chaleur familiale est toujours difficile. Comment faire accepter à des enfants qui dans la rue ne vivent sous aucune loi, la vie du centre. Il faut de la patience et surtout de l'amour pour eux.

La rue est vue de façon négative par les intervenants et son impact psychologique sur les enfants est manifeste : En effet, dans les centres, les assistants sociaux et les éducateurs observent souvent que quelques-uns des « enfants accueillis sont très perturbés par la vie qu'ils ont connue, ils sont très renfermés sur eux-mêmes et sont parfois agressifs ». Les enfants présentent donc des difficultés de caractère ou de communication. Ces représentations davantage thérapeutiques fondent l'existence des centres d'accueil pour les enfants. Toutefois, selon l'assistante sociale de BICE, la trop grande liberté que les enfants avaient dans la rue fait qu'ils fuient toute autorité et « trouvent également les règlements intérieurs des centres d'intervention très strictes ». Tous ces facteurs, selon l'assistante sociale, associés à l'attrait du gain de la rue chez les enfants font que les fugues et les abandons sont fréquents dans les institutions. L'école et les foyers d'accueil sont un problème pour ces enfants non stables. L'assistant social du centre éducatif de la zone 4/c explique ce comportement des enfants par la vie que ces derniers ont menée dans la rue:

[...] habitués aux dures réalités de la vie de rue, les enfants sont souvent violents même à l'intérieur du centre. Mais lorsqu'ils se sont stabilisés, ils commencent à comprendre l'utilité de notre intervention. Ils cherchent alors à réaliser leur rêve.

Cependant dans l'ensemble, précise-t-il, les enfants

[...] ont un bon comportement dans le centre. Ils développent de grands projets, de grands rêves. Certains veulent devenir médecins, enseignants, menuisiers, maçons, etc. Certains enfants abandonnent cependant le centre juste après quelques jours. Ils retournent dans la rue et on n'entend plus parler d'eux. D'autres vont et viennent dans le centre. Nous avons reçu un jeune garçon qui abandonnait fréquemment le foyer. Après avoir compris la chance et les opportunités que l'organisme tente de lui offrir, il a suivi une formation en menuiserie. Il est aujourd'hui un excellent menuisier et dispose son propre atelier dans le quartier d'adjamé (Assistant social au Centre éducatif)

Les intervenants de l'organisme véhiculent souvent des discours familialistes.

[...] les enfants que nous recevons sont des enfants et jeunes sans attache familiale, vivant dans la rue. Pour pouvoir vivre dans ce milieu ils doivent voler, mendier ou exercer de petits métiers souvent difficiles. Vous voyez on les traite de bandits, petits voyous bien qu'ils soient trop doux lorsqu'on les approche. Les enfants sont responsables. Ils savent ce qu'ils veulent. (Éducateur au centre d'accueil HOPE du BICE).

[...] les problèmes de chaque enfant sont parfois différents de ceux des autres. Mais tous sont confrontés aux mêmes difficultés. Nous avons des enfants qui n'ont plus de lien familial. Ils souffrent de manque d'affection et de soutien, tant moral que matériel. Ce sont des enfants qui ont été abandonnés par leur famille, des orphelins, des enfants issus de familles très pauvres (Assistante sociale au centre Hope de BICE).

Ces représentations familialistes donnent l'image misérabiliste d'enfant victime de la désorganisation sociale, de la pauvreté.

Cette image justifie les interventions en ce sens que la victime innocente a besoin de la protection d'un adulte, d'un intervenant social : « [...] les enfants que nous rencontrons (les enfants en circonstances extrêmement difficiles) dans ces milieux sont sales, atteint de la grippe, et des problèmes de type nez gorge oreilles. Ils ont des plaies, des blessures et de vers intestinaux. Ils souffrent de paludisme et autres maladies », explique l'assistant social au centre Akwaba). Pour répondre à ce besoin de protection et autres besoins non satisfaits des enfants, « [...] les travailleurs de rue écoutent, donnent des soins médicaux et orientent les enfants dans le centre », explique l'éducateur au centre Akwaba de Treichville. Cette stratégie d'intervention est inspirée par une représentation familialiste combinée à une représentation thérapeutique. En effet, les intervenants ayant perçu la vulnérabilité sociale et les pathologies sociales des enfants entrent dans une logique de santé publique par le traitement des symptômes physiques présents chez ces derniers.

A travers le portrait des enfants dont parlent les différents intervenants rencontrés, on observe par ailleurs que l'enfant de la rue est surtout jugé par rapport à son aspect physique et à des pathologies. Ce jugement est surtout récurrent dans les discours des assistants sociaux rencontrés par rapport à ceux des travailleurs de rue qui, eux, insistent sur le travail des enfants dans la rue :

[...] les enfants de la rue se débrouillent dans la rue grâce à la vente de petits objets, par de petits larcins, ils sont gardiens de voiture au plateau ou porteur de bagages des commerçants ou voyageurs dans la gare d'Adjamé. Ils sont souvent mis en prison pour de petits vols (Travailleur de rue au BICE).

La cause de la présence des enfants dans la rue ? Je vois d'abord les mauvais traitements des enfants, la pauvreté des parents, la débrouillardise, c'est-à-dire la recherche d'argent dans les rues d'Abidjan. Ces enfants sont très vulnérables dans la rue. De mauvaises personnes peuvent les forcer à se prostituer. C'est pour quoi nous estimons qu'il faut les aider à sortir de ce milieu tout en les amenant à être autonomes (Éducateur au centre Akwaba de Treichville).

L'enfant est par conséquent défini par les intervenants dans un cadre de pathologie personnelle (déficiences affectives, cognitives, relationnelles). Les médecins impliqués dans les institutions offrent à cet effet des soins médicaux aux enfants. Les intervenants parlent indifféremment de « population à risque élevé », « d'enfants très vulnérables », « d'enfant en circonstances extrêmement difficiles » ou encore « d'enfant ayant des problèmes affectifs, relationnels ou émotionnels ». Leurs clientèles, ce sont des enfants et jeunes « majoritairement analphabètes » ou « déscolarisés très tôt ». Ces représentations thérapeutiques et familiales des intervenants sur les enfants sont également associées à une représentation émancipatoire qui reconnaît la capacité d'acteur de ces enfants. Les intervenants perçoivent en effet les enfants de la rue comme des « [...] débrouillards, méfiants et créatifs; il sont sales et mal habillés et sont prématurément « murs ». Touré (1996, p. 49) nous renvoie également sur cette place d'acteur des enfants de la rue à Abidjan:

[...] l'exercice des petits métiers dans la rue exprime avant tout, aujourd'hui, leur capacité à s'adapter à une évolution sociale qui bouleverse tout. Il faut ainsi reconnaître à ces très jeunes acteurs sociaux leur esprit de créativité, qui leur permet de survivre dans une société où les fonctions redistributrices de l'État sont insuffisantes et où les solidarités traditionnelles s'effritent.

A travers ces discours émancipatoires des intervenants, l'enfant apparaît non pas seulement comme une victime sociale mais surtout comme un sujet/acteur: « [...] ayant longtemps vécu dans la rue [...] les enfants ont appris très tôt à se débrouiller tout seul. [...] La précarité dans laquelle ils vivaient les contraint à être sur la défensive, à lutter quotidiennement pour s'en sortir », soutient l'éducateur du centre Akwaba de Treichville. Ce que dit l'alphabétiseur du centre éducatif de la zone 4/c rejoint à bien des égards ce que pensent de nombreux intervenants sur les potentialités et la capacité d'action des enfants. Les enfants prendront donc une part active dans les programmes de l'organisme: « [...] les enfants organisent et participent eux-mêmes à

des activités sportives au sein du centre. Ce sont eux-mêmes qui vont à la recherche des ateliers où ils veulent suivre leur formation ».

Enfants de la rue ou enfants en situation difficile ? Certains intervenants désignent tous les enfants en circonstances difficiles présents dans la rue pour diverses raisons par l'expression d'enfant de la rue. Telle semble être la population définie par les intervenants. Notons qu'il est difficile de faire la différence entre ces deux groupes d'enfants présents dans les rues d'Abidjan. Toutefois pour cet éducateur du centre éducatif, « [...] ce qui diffère les enfants de la rue des enfants dans la rue, c'est leur aspect, leur comportement et leurs références à leur milieu de vie ».

Les intervenants des organismes ont en somme une représentation familialiste, thérapeutique et émancipatoire et commerciale. La sortie de l'enfant de l'espace-rue, le développement de son estime de soi et de l'autonomie sociale constituent des objectifs poursuivis par toutes les institutions d'Abidjan. A cet effet, comme le souligne l'éducateur du centre éducatif de la zone 4/c,

[...] l'école de rattrapage permet d'assurer l'alphabétisation et la scolarisation des enfants de la rue et autres enfants en circonstances difficiles. [...] quant à la formation professionnelle elle permet aux enfants d'apprendre un métier pouvant les aider à intégrer le marché du travail et à être autonomes.

Une insertion sociale réussie veut dire, pour cet éducateur, « [...] l'apprentissage d'un métier pouvant assurer une source économique à l'enfant, son retour en famille, la reprise des études et la conformité à certaines normes sociales pouvant permettre l'acceptation de l'enfant dans sa communauté ». De cette connaissance socialement élaborée, cet éducateur privilégie dans son intervention auprès des enfants de la rue le retour en famille et la (re)scolarisation.

L'abandon du centre ou de la formation professionnelle par l'enfant, la reprise de la rue et/ou du comportement délinquant constituent par conséquent l'échec de son intervention. L'assistante sociale de la BICI nous donne ici un exemple d'une intervention qu'elle considère comme un échec:

[...] nous avons reçu un enfant que je pourrai qualifier de meneur. Il dirigeait, contrôlait les autres enfants. Son influence était trop grande sur les autres enfants. Il quittait fréquemment le centre avec d'autres enfants. Il nous était donc difficile de le contrôler. Le danger pour nous était qu'il amenait les autres enfants du foyer avec lui. Lorsque nous avons convaincu les autres enfants qu'il attirait avec lui de l'abandonner, il a dû abandonner définitivement le centre. Ces cas sont fréquents. Il y a des enfants qui ne veulent rien d'autres que la vie de rue, peut être à cause de la trop grande liberté qu'ils ont dans ce milieu malgré les difficultés qui y sont associées. Ces cas nous découragent mais d'autres viennent nous combler de joie. (Assistante sociale au BICE).

Une intervention réussie est pour cet éducateur du Centre éducatif de Marcory, zone 4/c, une intervention qui rencontre beaucoup de problèmes avec l'enfant mais qui se termine souvent par une issue heureuse:

[...] nous avons accueilli un enfant de la rue répondant au nom de Moussa⁴². Cet enfant était très violent au sein du centre. Ils fuguait fréquemment et réapparaissait. Je ne savais pas s'il fallait le mettre hors du centre car il constituait un mauvais exemple pour les autres enfants. Tout ce qu'il voulait c'était un refuge pour se reposer et manger et pas pour suivre une formation ou participer aux ateliers. Un jour par contre il est venu me rencontrer pour me dire sa décision d'apprendre quelque chose pour assurer son avenir. Il voulait être menuisier. Nous l'avons aidé à trouver un artisan chez qui il a suivi sa formation. Il est actuellement un bon apprenti menuisier. Dans deux ans il pourra s'installer à son propre compte (Éducateur au Centre éducatif de la zone 4/c).

⁴² Nom fictif

Grâce aux actions du Centre éducatif de la zone 4/c, poursuit l'éducateur de ce centre « [...] les enfants parviennent à se reconstruire une nouvelle vie. Comme ce jeune Moussa qui abandonnait fréquemment le centre, agressait certains enfants du foyer, mais qui désormais a pu ouvrir son propre atelier de couture après avoir passé deux ans dans notre programme de formation professionnelle»

3.2.2. Raisons de leur présence dans la rue

Plusieurs situations induisent la rupture ou les multiples fugues des enfants à Abidjan. Pour la majorité des intervenants des organismes étudiés, les problèmes à l'origine de la présence des enfants dans la rue sont liés à des difficultés ou à une rupture avec les parents (tableau 3 et figure 2). En effet, explique un des assistants sociaux du centre Akwaba, « l'enfant peut ne pas se sentir aimé par une marâtre, un mauvais traitement des parents ; il abandonne alors le foyer familial ».

L'assistante sociale du BICE insiste quant à elle sur les facteurs économiques pour explique la présence des enfants dans les rues d'Abidjan:

[...] c'est en général la misère économique des parents et les problèmes de divorce, de séparation, de conflits, de remariage, perte d'emploi des parents qui occasionnent ce problème dans la société ivoirienne. C'est parfois le désir d'appartenance d'un enfant à un groupe de pairs qui est à l'origine du phénomène.

Tableau 3.1: Principales causes de la présence des enfants dans les rues d'Abidjan selon les intervenants

		INTERVENANTS				
		Assistants sociaux	Travailleurs de rue	Éducateurs spécialisés	Alphabétiseurs	TOTAL
Causes du problème	La situation économique générale dans le pays	1	0	1	1	3
	Mauvais traitements	1	2	0	0	3
	L'attrait du gain de rue/déscolarisation	3	0	1	1	5
	Divorce/séparation des parents	2	2	2	1	7
	Pauvreté des parents	2	3	2	1	8
						26

L'assistante sociale du centre d'accueil du BICE explique que « [...] c'est en général la misère économique des parents et les problèmes de divorce, de séparation, de conflits, de remariage ou de perte d'emploi des parents qui occasionnent ce problème ». Cette représentation familialiste l'assistante sociale rejoint celle de l'éducateur du centre Akwaba: « [...] ce qui pousse ces enfants dans la rue, c'est la situation économique difficile des parents, l'attrait des gains de la rue, le mauvais traitement des marâtres dans les familles polygames ».

On le voit, la présence de l'enfant dans la rue est donc essentiellement expliquée comme la conséquence de la situation économique des parents et rarement perçue comme la conséquence du désir d'appartenance (l'influence de groupe).

L'attrait du gain de la rue occupe la troisième place dans les causes du phénomène. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la situation économique des parents va conduire l'enfant à vouloir se débrouiller tout seul pour assurer ses besoins et également à assister financièrement ses parents. Ce qui éventuellement le conduira à l'abandon du foyer familial.

Dans leurs discours, les intervenants désignent d'un doigt accusateur les parents. Les parents sont en effet responsables de la marginalisation des enfants. L'enfant est ici la victime innocente de la violence familiale, de la négligence des parents. Ce discours familialiste renvoie à ce que dit Lucchini (1996, p. 23) sur les objectifs des programmes d'intervention des institutions:

[...] les objectifs des programmes définissent implicitement l'enfant à risque comme étant tout d'abord une victime. Il est victime de déterminants macroscopiques, qui frappent les secteurs les plus pauvres de la population. Ensuite, il est victime de sa situation familiale, de sa situation scolaire et, enfin, il devient victime de la rue.

En somme, la situation économique et sociale difficile des populations serait la cause principale de la fugue des enfants bien que les intervenants reconnaissent que les conditions matérielles au départ ne sont pas toujours déterminantes car des enfants d'origine aisée, se trouvent également en situation de rupture. Comme le souligne l'assistant social du centre éducatif, « [...] lorsque les parents sont pauvres et avec une large famille à nourrir, les enfants vont dans la rue pour chercher du travail, de l'argent pour satisfaire leurs besoins personnels et aider la famille ». « Les disputes multiples des parents », « le décès » d'un ou des deux parents, « la polygamie », « les mauvaises fréquentations » ou « l'influence des pairs » expliquent également, selon les assistants sociaux les raisons de la présence de nombreux enfants dans les rues d'Abidjan.

A travers l'analyse des discours des intervenants, on note une légère différence dans les représentations sociales des intervenants des trois organismes. Cette différence quoique minime est fondamentale pour comprendre l'orientation des stratégies d'intervention desdits organismes.

Au centre Akwaba de Treichville, les intervenants semblent insister davantage sur la pauvreté et les petits boulots (cirage de chaussure, port de bagages, gardien de voiture, vendeur de journaux) des enfants pour expliquer leur présence dans les rues d'Abidjan. Ces activités que les enfants exercent ne peuvent favoriser leur sortie de rue, bien au contraire. Elles contribuent à la perpétuation du phénomène. Aussi, les intervenants du centre Akwaba de Treichville mettent l'accent sur la formation et l'insertion aux métiers des enfants qu'ils accueillent dans leur pratique d'intervention. L'apprentissage et l'insertion des enfants aux métiers informels représentent ainsi le programme le plus important au sein de cette institution.

Au centre éducatif de la zone 4/c, les intervenants parlent également de cette absence de revenu au niveau des enfants présents dans les rues d'Abidjan. Cependant, pour les intervenants de ce centre, la raison de la présence des enfants dans la rue semble être plus liée à l'analphabétisme/déscolarisation des enfants. Cet analphabétisme contribue selon les intervenants à la perpétuation de la situation des enfants. Aussi, selon la logique de cette institution, c'est à travers l'éducation qu'on peut espérer s'attaquer à la pauvreté des enfants par sa racine. L'organisme accorde par conséquent la priorité à l'éducation fondamentale (l'alphabétisation et l'école informelle ou formelle).

Au niveau du BICE, bien que les représentations sociales des intervenants ne soient pas loin de celles des intervenants des deux organismes ci-dessus mentionnés, on note une tendance chez les intervenants à situer la cause du phénomène au niveau des parents, des enfants eux-mêmes et de la situation économique générale en Côte

d'Ivoire. Cette représentation familialiste conduit l'organisme à mener une intervention aussi bien en direction des enfants, de la population des bidonvilles d'Abidjan qu'auprès des décideurs politiques ivoiriens.

À travers ces discours familialistes et thérapeutiques des intervenants de l'organisme, la formation professionnelle des enfants, la sensibilisation et l'assistance aux populations pauvres représentent la meilleure réponse au phénomène des enfants de la rue.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette recherche a permis d'explorer un aspect très important et plus ou moins méconnu de l'intervention auprès des enfants et des jeunes vivant en contexte de vulnérabilité en Côte d'Ivoire: celui du lien entre représentations sociales et stratégies d'intervention dans les organismes oeuvrant en direction des enfants de la rue, plus précisément les discours et les perceptions qui orientent les pratiques d'intervention auprès de cette population.

Pour explorer cet aspect, notre recherche s'est appuyée sur les discours, les opinions et les perceptions des intervenants sur les enfants de la rue (ceux accueillis dans les centres tout comme ceux vivant toujours dans la rue). Nous avons également pu recueillir des données qui nous ont permis de faire une description des organismes étudiés ainsi que de leurs pratiques d'intervention.

L'analyse des discours, des perceptions, des opinions ainsi que des stratégies d'intervention des intervenants des différents organismes étudiés nous montre que, pour paraphraser une expression forte de Southon et Dhakal (2003, p. 5), « [...] *the way we perceived street children dictates our response to them* ». En effet, dans la grande majorité des discours des intervenants nous avons pu noter que les enfants sont souvent considérés comme des êtres fragiles, vulnérables, victimes de la violence familiale et de la pauvreté. Ces représentations familialistes justifieraient la mise en place des foyers d'accueil et de nombreux programmes pour les enfants.

D'autre part, les intervenants perçoivent la rue comme un milieu négatif pour les enfants à cause de l'usage de la drogue, de la prostitution, de la violence et des maladies auxquelles ils sont confrontés. Ces représentations familialistes et thérapeutiques des intervenants orientent les actions et les stratégies d'intervention de leur organisme auprès des enfants. En effet, à partir de ces images négatives de la rue,

les organismes s'orientent dans une stratégie de placement des enfants dans des familles ou dans des foyers d'hébergement tout en essayant de trouver une réponse à leur pathologie sociale.

A bien des égards, les trois organismes étudiés ont un objectif commun et semblent mener les mêmes actions auprès des enfants. En effet, malgré les différences dans leurs pratiques, les trois organismes partagent une idéologie commune, à savoir l'insertion sociale des enfants, le développement de leur estime personnelle, l'affirmation de leur désir, l'accompagnement des enfants dans leurs projets de vie. Leurs stratégies d'intervention reflètent également les attitudes, les perceptions et les opinions que les intervenants se font du problème des enfants de la rue. On note par ailleurs qu'un même intervenant peut véhiculer différentes représentations sociales qui, parfois, semblent s'opposer. Ainsi, le discours familialiste d'un intervenant à l'intérieur d'un organisme peut être teinté d'une représentation émancipatoire, ou même associée à une représentation thérapeutique et/ou commerciale. Cependant, force est de constater que la représentation familialiste est prédominante dans les discours des intervenants des trois organismes et oriente l'essentiel de la stratégie d'intervention des organismes en direction des enfants de la rue.

Par exemple, la stratégie d'intervention du BICE reflète les discours familialistes de ses intervenants qui situent aussi le problème des enfants de la rue à un niveau plus structurel (violence familiale et pauvreté des populations urbaines d'Abidjan). Les intervenants de cet organisme véhiculent des discours sur le problème des enfants de la rue qui oscillent entre deux représentations complémentaires : familialiste et émancipatoire. L'organisme développe une approche plus communautaire afin de résoudre le problème à sa racine. L'organisme mène en effet des actions aussi bien en direction des familles que des enfants eux-mêmes. On pourrait qualifier son intervention de préventive et curative au niveau du phénomène des enfants de la rue. Cette approche préventive permet à cet organisme d'intervenir directement avec les

populations des quartiers défavorisés d'Abidjan dans la conception et le développement d'un mécanisme de support communautaire pour l'aide et la protection des enfants et des parents vulnérables. L'organisme cherche à réinsérer l'enfant dans le système traditionnel de socialisation que constituent l'école et la famille tout en leur donnant les moyens de se prendre en charge par l'apprentissage d'un métier.

En général, au centre Akwaba du quartier de Treichville, les intervenants ont une représentation familialiste et émancipatoire des enfants de la rue. Dans cet organisme, les enfants sont perçus comme des victimes, des « êtres fragiles et vulnérables ». D'un autre côté, les intervenants croient également en la capacité de ces enfants à s'adapter à leur environnement à cause des stratégies de survie que ces derniers développent dans la rue. La représentation émancipatoire est ici récurrente dans les discours des intervenants. Les intervenants privilégient donc dans leur intervention l'autonomie individuelle des enfants, leur capacité de se débrouiller seul. Aussi, la principale stratégie d'intervention de l'organisme tourne autour de l'autonomie socio-économique des enfants par leur insertion sur le marché de l'emploi. Les intervenants favorisent la participation et la responsabilisation des enfants dans les différents programmes. Les enfants prennent une part active dans leur formation, notamment au niveau de l'entretien des foyers et de la recherche d'atelier d'apprentissage. L'organisme tente ainsi de trouver une source de revenu à ces enfants dont les repères sont plutôt associés à la vie de rue, et à leur redonner des clefs pour leur avenir.

Au centre éducatif de la zone 4/c de Marcory, les représentations sociales des intervenants sont essentiellement commerciales et cherchent davantage à offrir un service d'éducation (l'analphabétisme) aux enfants. Les intervenants estiment en effet que l'analphabétisme des enfants est un facteur important dans l'émergence et la perpétuation de leur situation d'exclusion et de marginalisation. La plupart des enfants de la rue sont, selon les éducateurs, analphabètes. Il y a par conséquent un

besoin qu'il faut satisfaire. C'est d'ailleurs ce besoin qui a été à l'origine de la mise en place de ce centre d'éducation par le Ministère de la santé et de la protection sociale en 1967. Aussi, au niveau de ce centre, l'alphabétisation et la scolarisation des enfants représentent la principale stratégie de réinsertion sociale. Notons toutefois qu'à ces représentations commerciales sont associées des représentations familialistes qui considèrent les enfants de la rue comme des « êtres fragiles et vulnérables » à protéger.

En ce qui concerne l'implication/participation des enfants, nous avons pu noter que plus les représentations sociales des intervenants d'un organisme sur les enfants sont émancipatoires, plus les enfants ont une part active dans les différents programmes. Pour favoriser cette place d'acteur des enfants, plusieurs stratégies sont mises en place par les institutions. Les intervenants favorisent en effet la participation active des enfants aux activités, aux réunions (hebdomadaires ou quotidiennes), à l'entretien des centres. Ils développent également des activités collectives à l'interne en dehors des ateliers de formation professionnelle ou des cours d'alphabétisation qu'ils offrent aux enfants. Les week-ends sont les moments privilégiés pour des activités sportives, culturelles, etc. Les enfants sont ainsi en mesure de jouer un rôle dans les organismes, notamment dans l'aménagement et l'entretien des locaux.

Dans les trois organismes, on observe également des écarts entre leurs discours officiels et les pratiques effectives des acteurs. Dans les discours officiels des structures, l'enfant de la rue est présenté en général comme un être vulnérable, exploité qu'il faut socialiser et le sortir de la rue. Dans les pratiques par contre, les intervenants, comme nous l'avons pu observé à travers cette étude, non seulement reconnaissent la capacité d'acteurs des enfants mais surtout leurs donnent des outils nécessaires (la formation aux métiers informels, l'éducation, etc.) pour utiliser de façon effective les ressources de la rue.

On peut noter par ailleurs que les intervenants d'Abidjan ont tendance à définir l'enfance de la même façon que leurs collègues du continents nord américain ou européen. Ce qui fait que bien souvent leurs perceptions des enfants de la rue s'opposent à celles de nombreuses familles ivoiriennes. Au Nord, en effet, comme le souligne O'Kane (2003), « [...] *childhood is seen as distinct from adulthood, and children are in need of protection from an adult world of work, politics, responsibility and sexuality* ». Cependant, en Côte d'Ivoire de nombreux enfants travaillent dans la rue par nécessité et ils sont socialisés à travers cette expérience. Ils n'ont pas le luxe de ce qu'on pourrait qualifier d'« enfance d'âge d'or » et leurs familles trouvent la rue comme un milieu de socialisation normal. Il importe par conséquent pour les intervenants de comprendre cette réalité, cette représentation afin de faire la distinction entre les enfants de la rue proprement dits et ceux qui utilisent la rue comme un lieu de divertissements ou une source de revenu mais gardent toujours plus ou moins un lien familial.

Notons enfin qu'il n'y a pas de solution miracle en ce qui regarde le phénomène des enfants de la rue. Les organismes d'Abidjan innoveront en se fondant sur leurs propres expériences et sur celles des enfants qu'ils accueillent. Ils font par conséquent un grand travail dans la lutte pour de meilleures conditions de vie et le développement global des enfants ivoiriens, en particulier ceux vivant en contexte de vulnérabilité. Pour réussir leurs missions, il serait important que les organismes d'Abidjan trouvent une alternative dans leurs pratiques actuelles. Une intervention plus portée sur la famille, noyau de base de la socialisation d'un enfant, permettrait d'attaquer le phénomène à la racine. Cette intervention préventive associée à la pratique de la médiation sociale que suggère Bondu (1998) permettrait aux organismes d'Abidjan de réussir, en partie, leurs missions auprès des enfants.

Pistes de recherche possibles

Cette étude qui porte sur les représentations sociales des intervenants et de leur stratégie d'intervention n'a traité que partiellement des pratiques d'intervention des institutions d'Abidjan.

- Nous avons étudié trois organismes travaillant auprès des enfants/jeunes de la rue. Il existe cependant plusieurs organismes qui interviennent dans ce domaine.
- Nous nous sommes intéressés qu'aux intervenants. Nous ne voulions pas analyser les représentations sociales des enfants sur les pratiques des organismes, ou l'intervention proprement dite. Une étude à ce niveau permettrait de mener une réflexion sur les pratiques des organismes d'Abidjan.
- D'autre part, notre étude ne nous a pas permis de cerner l'influence de la source de financement des organismes sur leur stratégie d'intervention.
- A travers les discours des intervenants et de leurs stratégies d'intervention, on peut se demander s'il est possible pour les enfants, accueillis dans les structures d'Abidjan, de se projeter vers un futur plus reluisant où, au delà de l'accompagnement, ils peuvent s'auto-organiser pour revendiquer des conditions viables d'insertion, non seulement pour de « petits métiers » mais une insertion éducative, sociale et émancipatoire.

ANNEXES

Guide d'entretien

1. Identification de l'enquête et de l'organisme

1.1. Nom de l'organisme...-----

1.2. Responsable d'organisme-----

1.3. Coordinateur/coordinatrice d'un programme-----

1.4. Travailleur/se de rue -----

1.5. animateur/animatrice du centre -----

1.6. Autre (préciser). -----

2. Historique et objectifs de l'organisme

2.1. Date de fondation de l'organisme, contexte de mise en place et mission

2.2. Quelles sont vos populations cible ? D'où viennent-elles ?

2.3. Quels sont les principaux obstacles rencontrés?

3. Perceptions et discours des intervenants sur l'enfant de la rue.

3.1. Pouvez vous nous décrire les jeunes auprès de qui vous travaillez ? Qui sont-ils ? (caractéristiques particulières).

3.2. Quels sont d'après vous les principaux problèmes qu'ils vivent ?

3.3. Qu'est ce qui attire les enfants dans la rue?

3.4. Quel est le comportement des enfants dans le centre?

3.5. A quel niveau se situe la motivation des enfants à participer au projet (ce qui les pousse à accepter) ?

3.6. Quelle est la discipline du centre et comment maintenez vous cette discipline?

3.7. Y a t-il des problèmes d'abandon? si oui, quelles en sont les principales raisons?

4. Les moyens dont dispose la structure pour atteindre ses objectifs

4.1. Comment financez-vous vos activités?

4.2. Vos rapports avec les partenaires extérieurs (État et autres organismes)?

4.3. Avez-vous des problèmes de fonctionnement? Si oui, lesquels?

5. Services offerts et fonctionnement de la structure

5.1. Quels sont vos différents champs d'intervention?

5.2. Quels sont les différents projets de réinsertion au sein de l'organisme?

5.3. Existe t-il une animation dans le centre? Comment est elle organisée?

5.4. Y a t-il un suivi à long terme des enfants dans les différents projets?

5.5. Avez vous des liens avec d'autres organismes travaillant auprès des enfants de la rue?

6. Pratiques et philosophie d'intervention de l'organisme.

6.1. Depuis combien de temps travaillez-vous dans cet organisme ?

6.2. Comment en êtes-vous venu à travailler au sein d'un organisme de réinsertion pour les enfants de la rue ?

6.3. Pouvez-vous nous parler de votre expérience, de ce que vous faites en tant qu'intervenant dans cet organisme ?

6.4. Pouvez-vous me décrire une situation de travail auprès d'un enfant qui, de votre point de vue, a été une situation difficile ?

6.5. Donner un exemple qui illustre votre pratique et philosophie d'intervention

6.6. Votre ressource entretient-elle des relations avec des organismes communautaires ?

- 6.7. Quelle approche privilégiez vous dans votre organisme et en tant qu'intervenant quelle approche appréciez-vous ?
- 6.8. Qui décide de l'entrée de l'enfant dans le centre?
- 6.9. Comment se fait la définition des orientations et des priorités du programme?
- 6.10. Quels en sont les principaux acteurs impliqués?
- 6.11. Comment se fait le processus de prise en charge des enfants?
- 6.12. Le programme s'adresse-t-il également aux communautés environnantes?
- 6.13. Les enfants montrent-ils de l'intérêt aux différents programmes?
- 6.14. Comment sont définis les besoins des enfants à l'intérieur du programme?
- 6.15. Existe-t-il des programmes pour les enfants qui refusent d'intégrer le centre?
Sinon pourquoi?
- 6.16. Où et comment s'inscrit la participation des populations visées dans les activités de votre organisme ? Et des membres de l'organisme?
- 6.17. Y a t-il d'autres aspects de votre pratique dont nous n'avons pas abordés et sur lesquels vous aimerez revenir ?

Formule de consentement éclairé

Je, soussigné (e)... ..

accepte de fournir des renseignements dans l'enquête intitulée :

LES ORGANISMES D'INTERVENTION AUPRÈS DES ENFANTS DE LA RUE
À ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE): Représentations sociales et stratégies
d'intervention

De l'étudiant: Kouakou Pira

J'accepte que les entrevues soient enregistrées sur cassette audio. Seul l'enquêteur
aura accès à cette bande audio et à sa retranscription.

Je suis informé (e) que les renseignements obtenus lors de cette enquête sont
confidentiels, qu'ils ne seront connus que de l'investigateur principal, que toute
publication sera sur l'ensemble des personnes interviewées et jamais sur un cas
particulier.

Après l'analyse des résultats, les données de la recherche seront détruites.

Je reconnais par ailleurs, la possibilité de me retirer de l'étude en tout temps pour des
motifs dont je serai le seul juge.

Enfin, je suis informé (e) aussi que le sous-comité de la maîtrise a approuvé ce projet
de recherche et que l'observance de leurs recommandations est une condition
indispensable à la réalisation de cette recherche.

Signature de l'interviewé (e)

Date

Signature de l'étudiant

Date

Références bibliographiques

- Abidjan net. *Côte d'Ivoire*. janvier 2004. *Présentation d'Abidjan*, Consulté le 7 janvier 2004 sur <http://www.abidjan.net/cotedivoire/presentation/abidjan.htm>
- Abris Jean-claude. 1986. Représentation sociale de soi, représentation du destinataire et créativité. Communication au colloque du Crepc, Université de Provence, Aix-en-Provence.
- Agnelli Susanna. 1996. *Les enfants de la rue : l'autre visage de la ville*. Paris: Collection Monde en devenir.
- Arnaud de Boissieu. 2001. *Jeunes des rues en Tanzanie: une vie par jour, entre l'eau et le feu*. Paris: Karthala, 126 p.
- Barbara Murphy. 2000. *On the street how we created the homeless*, J.Gordon Shilling Ford publishing Inc.
- Bondu Dominique. 1998. *Nouvelles pratiques de médiation sociale : Jeunes en difficultés et travailleurs sociaux*. Paris: Éditions ESF, 209 p.
- Bovin Marie-Denise, et De Montigny Marie-José. 2002. *La réinsertion sociale en Toxicomanie : Une voie à découvrir?* Montréal: Bibliothèque Nationale du Canada, 33 p.
- Boster Shella. 1991. *Under the Viaduct. Homeless in Beautiful B.C, Canada*. New Star book.
- BICE-Côte d'Ivoire. Mai 2004. *Rapport de travail sur les enfants de la rue*. non édité
- BICE. 2000. *Les enfants de la rue à Abidjan*. Rapport d'étude de la BICE, non édité.
- Bourdieu Pierre. 1999. *Délits d'immigration*, Actes de la recherche en sciences sociales. Paris: édition Seuil.
- Boyden, Jo. *Children under Fire*. Novembre 2003. *Challenging Assumptions about Children's Resilience. Children, Youth and Environments 13(1)*, consulté le 12 novembre 2003 sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Boyden, Jo, et Holden. P. 1991. *Children of the Cities*. London: Zed Books.

- Centre Akwaba Treichville. Novembre, 20001, *Rapport d'activité* no 15, Abidjan, non édité
- Le Trésor de la Langue Française Informatisé*. 2001. Consulté le 30 septembre 2004 sur <http://www.tlfi.fr/>. <http://www.cnrs.fr/>
- Cheval Chantal. 1998. *Le travail de rue: une pratique d'accompagnement clinique*. Mémoire de Maîtrise. Montréal, École de service social, Université de Montréal.
- Chiera Renato. 1998. *Les enfants de la rue: dans les favelas contre les escadrons de la mort*, Paris: Edition Saint Augustin, 232 p.
- Cristina Szanton Blanc with contributors. 1994. *Urban children in Distress, global predicaments and innovative Strategies, Gordon and Breach, USA*, 471 P.
- Combier Annick. 1994. *Les enfants de la rue en Mauritanie*, Paris: L'Harmattan, 206p
- Consortium for Street Children. January 2002- December 2003. *Street Children and Juvenile Justice Project*. (Unpublished), consulté le 20 février 2004 sur cultstatus.com/cscuk/home.htm.
- Council of Europe Steering Committee on Social Policy Street Children. 1994. *Coordinated Research Program in the Social Field (1992-93)*. Strasbourg: Council of Europe Press.
- Daunais, J.P. 1992. L'entretien non directif. In *Recherche Sociale*. (sous la dir. de), B. Gauthier. p. 273-293. Québec : Les presses de l'Université du Québec.
- De Robertis, et Pascal, H. 1987. *L'intervention sociale collective en travail social*, Paris, Le Centurion, 304 p
- De Benitez Sarah Thomas. Reactive, Protective and Rights-Based Approaches. In *Work with Homeless Street Youth* (sous la dir. de) London School of Economics. Children, Youth and Environments13, Consulté le 28 Mai 2004 sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Denot Christine. 1994. Inox, l'enfant d'acier d'Abidjan. In *paradoxe de l'individualisme dans la société abidjanaise* (sous la dir. de) GERICI, P. 310-353. Abidjan : GERICI

- De Latour Eliane. 1999. Les Ghattomen, les gangs de rue à Abidjan et Sans Pedro. In *Délits d'immigration*. (sous la dir. de) Bourdieu Pierre, p. 69-83. Actes de la recherche en sciences sociales. Paris: édition Seuil.
- De Latour Eliane. Mars 2001. Bronx-barbès, film franco-ivoirien. In *Cahier de Marjuvia concernant la Côte d'Ivoire*, (sous la dir. de) INFAS, p. 43-49. Abidjan: INFAS.
- Doise Willem. 1989. Attitudes et représentations sociales. In *Les représentations Sociales* (sous la dir. de) Jodelet Denise, p. 240-258. Paris: puf.
- EASEMO. 1995. Les égarés, EASEMO (équipe d'action socio-éducative en milieu ouvert, Bouaké, Côte d'Ivoire. In *Dans la rue avec les enfants : programmes pour la réinsertion des enfants de la rue* (sous la dir. De), JEUNE PLUS, p. 40-58, éditions UNESCO-BICE
- Ebigbo. P.O. *Street Children. The Core of Child Abuse and Neglect in Nigeria*. University of Nigeria, Children, youth and Environments 13, consulté le 10 Novembre 2003 sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Ennew Judith et Swart-Kruger Jill. *Introduction: Homes, Places and Spaces in the construction of Street Children and Street Youth*. Children, Youth and Environments 13, consulté le 23 Février 2004 sur <http://cye.colorado.edu>
- Friedrich et Ludtke. 1990. *Participant observation: Theory and practice*, Lexington (Mass), Lexington book.
- Gauthier, G. 1998. *Squeegees, mendiant, dealer et prostitués feront encore partie du paysage montréalais*. Montréal: La Presses, p. D-14.
- Grégoire Michel. 1993. *Enfant de, à, dans la rue*. In *Langage et cultures des enfants de la rue* (sous la dir. de), Tessier Stéphane, p 46-47. Paris: Karthala.
- Gilles, A. 1994. *Elément de méthodologie et d'analyse statistique pour les sciences sociales*, Montréal, McGraw-hill, 571 p.
- Glauser, B. 1997. Street Children. Deconstructing a Construct. In *Constructing and Reconstructing a Childhood. Contemporary Issues in the Sociological Study of Childhood*. (sous la dir. de) James and Prout, eds, P. 145-164 London: The Falmer Press.

- Hérault Georges, et Adesanmi Pius. 1997. *Jeunes, culture de la rue et Violence urbaine en Afrique*, actes du symposium international d'Abidjan, 5-7 mai 1997. Institut Français de Recherches en Afrique, 419 p.
- Iman Bibars. 2003. *Street children in Egypt: from the home to the street to inappropriate corrective institutions* *Children, Youth and Environments* 13, consulté le 24 Novembre 2003 sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Institut des frères des écoles chrétiennes (Côte-d'Ivoire). 2003 <http://www.lasalle-fec.org/2inst/cotediv.htm>, site consulté le 20 octobre 2003.
- Institut ethno-sociologie. 1991. *Côte d'Ivoire : Statistiques de 1991*. Abidjan:IES.
- Institut national de la formation sociale. Mars 2001. *Réflexions sur le phénomène des enfants de la rue en Côte d'Ivoire*. Abidjan :INFS.
- IZF.NET, Côte d'Ivoire. www.izf.net/documentation/cartes/Pays/supercartes/cotedivoire site consulté le 26 Avril 2004.
- Jodelet Denis. 1989. *Les représentations sociales*. Paris: Presse Universitaire de France.
- Kinlaw, D.C. 1995. *The practice of empowerment: Making the most of human competence*. England: Gower Publishing.
- Lautier, B. 1994. *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris: La Découverte, « Repère ».
- Laperrière Anne. 1993. L'observation directe. In *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*.(sous la dir. de) Benoit Gauthier, p. 251-272. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Legendre, R. « *Dictionnaire actuel de l'éducation* », Montréal, Larousse.
- Lucchini Ricardo. 1996. *Sociologie de la survie: l'enfant dans la rue*. Paris: Presse Universitaire de France (PUF), 323 p.
- Lucchini Ricardo. 1998. *L'enfant de la rue: réalité complexe et discours réducteurs, déviance et Société*, 22, 4, p 347-366. Paris: PUF.
- Lusk M.W. 1998. *Street children programs in Latin America*, dans, *Journal of sociology and social welfare*, volume 16, P.63.

- Manier Benedict. 1999. *Le travail des enfants dans le monde*. Paris: La Découverte.
- Maricel Merienne Sierra. 1995. *Violence et tendresse: les enfants de la rue à Bagota*. Paris: l'Harmattan, 96 p
- Mayer Robert, Francine Ouellet, Marie-Christine Saint-Jacques, Daniel Turcotte et Collaborateurs. 2000. *Méthodes de recherche en intervention sociale*, Gaétan Morin éditeur,
- Marguerat.Y. Mai 1997. « *Jeunes, culture de la rue et Violence urbaine en Afrique* ». In Actes du symposium international d'Abidjan, (sous la dir.). Hérault Georges et Adesanmi Pius. p.5-7. Institut Français de la Recherches en Afrique (IFRA), 419 p.
- Ministère de l'enseignement national, Direction des examens et concours.1991. *Récapitulatif des résultats* (entrée en sixième, BEPC, BAC), session 1990-1991. rapport de travail, Côte d'Ivoire, non édité.
- Morin Richard, Latendresse Anne et Parazelli Michel. 1994. *Les corporations de développement économique communautaire en milieu urbain : l'expérience montréalaise*.Montréal: Bibliothèque nationale du Québec.
- Mutiso Roberta. 1994. Kenya. The urban threat to women and children. In *Urban children in Distress, global predicaments and innovative Strategies* (sous la dir. de) Mutuku Monica and Mutiso Roberta, p. 245-257. USA: Gordon and Breach.
- ONU. 1989. *Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant*, adoptée en et rentrée en vigueur en 1990, ONU.
- O'Reilly, Kevin. 1993. *Runaway and homeless Canadians*, Seine-Saint-Denis Afnor
- O'Kane Claire. 2003. *Street and Working Children's Participation in Programming for their Rights: Conflicts Arising from Diverse Perspectives and Directions for Convergence*. Children, Youth and Environments 13(1), Été 2003. Consulté le 12 mars 2006 sur <http://cye.colorado.edu>.
- Panet-Raymond Jean, Jean François René et Monique Provost. Septembre 1995. *Pauvreté et intégration de personnes assistées sociales. un bilan de l'impact de parcours d'insertion socioprofessionnelle*. Présenté au conseil québécois de la recherche sociale subventions ordinaires de recherche, Québec.

- Parazelli Michel. 2000a. *Expérimentation du dispositif de négociation de groupe à groupe impliquant des jeunes de la rue, des intervenants communautaires jeunesse et des élus municipaux (1997-1999)*, Québec: INRS-culture et société, 211 p.
- Parazelli Michel. Mai 2000b. *Le sens des pratiques urbaines des jeunes de la rue à Montréal*, document synthèse, présenté au comité sur les problèmes sociaux-Ville de Montréal. Québec: Collectif de recherche sur l'itinérance, 66 p.
- Parazelli Michel. 2002. *La rue attractive : parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Montréal: PUQ, 336 p.
- Paulhus Euchariste. 1985. *L'internat volontaire au coeur de l'intervention communautaire*, Edition Naaman, Québec, 70 p
- Pirenne Jacqueline. 1989. *Mes fils de la rue à Addis-Abeba, collection les enfants du fleuve*, Paris: édition fayard, 322 p.
- Programme de Coopération UNICEF-Côte d'Ivoire. 1994. *Enfants en circonstances extrêmement difficiles*. Rapport à mi-parcours, non édité.
- Plunkett C, Fournier Robert. 1996. *Participative Management implementing Empowerment*, John Wiley&Sons, Inc New York.
- Satterthwaite, D. 2002. *City Governance for and with Children, the Child and the City Conference*, December 11-13, Amman.
- Southon Jeremy et Dhakal Pralhad. 2003. *A life without basic Service "street children say"* Save the Children UK, Nepal.
- Tobias Hecht. 1998. *At home, in the street: Street children of Northeast Brazil*. Cambridge University press.
- Tay Alphonse. 1993. L'école vue par l'enfant de la rue. In *Langage et cultures des enfants de la rue* (sous la dir. de) Stéphane Tessier, p. Paris: Karthala
- Tanon Fabienne. février 1996. *A la rencontre des enfants de la rue d'Abidjan*. Bilan d'une mission d'observation, séminaire no 18, Cahier du Marjuvia concernant la Côte d'Ivoire, p. 14-26.

- Tessier Stéphane. 1993. *Langage et cultures des enfants de la rue*. Paris: Karthala
- Tessier Stéphane. 1998. *A la recherche des enfants des rues*. Paris: Karthala
- Thomas Raymond. 2000. Attitude et système de valeurs des sportifs de haut niveau. *In Repère en éducation physique et en sport* (sous la dir. de) R, Thomas, p. 145-149 Paris: Édition Vigot.
- Touré Khadidja. 1996. L'insertion sociale des enfants et des jeunes qui travaillent dans les rues d'Abidjan. *In Cahiers du Marjovia concernant la Côte d'Ivoire*. (sous la dir. de) INFAS, p 45-49.
- UNESCO-BICE. 1995. *Dans la rue, avec les enfants: programmes pour la réinsertion des enfants de la rue*. JEUNE PLUS, éditions UNESCO-BICE, 325 p.
- UNICEF. 1993. *Etude socio-économique du quartier Abobo-Sagbe*. Abidjan: UNICEF,
- UNICEF/Ministère de la santé et de la protection sociale. 1992. *Enfants de la rue à Abidjan (évaluation statistique)*, Côte d'Ivoire.
- UNICEF. 1991. *Les institutions d'assistance aux enfants en circonstances difficiles à Abidjan et banlieue*, Rapport d'étude de UNICEF, Côte d'Ivoire.
- Volpi Elena. Novembre 2003. *Street Children: Promising Practices and Approaches*, Children, youth and Environments 13, issue 1, consulté le 10 novembre 2003. sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Yin Robert. 1998. The abridged version of case study research: *Design and method*. *In handbook of apply social research Method*. (sous la dir. de) L.Bickman s.dj.Rog (EDS) *Thousand OAKS*, Sage Publications.
- Zogbo Raymond. 1996. Gardiens de voitures et loubards : une marginalité assumée. *In Cahier de Marjovia concernant la Côte d'Ivoire*. n2, (sous la dir. de) INFAS, p. 55-63. Abidjan : INFAS.

Références bibliographiques

- Abidjan net. *Côte d'Ivoire*. janvier 2004. *Présentation d'Abidjan*, Consulté le 7 janvier 2004 sur <http://www.abidjan.net/cotedivoire/presentation/abidjan.htm>
- Abris Jean-claude. 1986. Représentation sociale de soi, représentation du destinataire et créativité. Communication au colloque du Crepco, Université de Provence, Aix-en-Provence.
- Agnelli Susanna. 1996. *Les enfants de la rue: l'autre visage de la ville*. Paris: Collection Monde en devenir.
- Arnaud de Boissieu. 2001. *Jeunes des rues en Tanzanie: une vie par jour, entre l'eau et le feu*. Paris: Karthala, 126 p.
- Barbara Murphy. 2000. *On the street how we created the homeless*, J.Gordon Shilling Ford publishing Inc.
- Bondu Dominique. 1998. *Nouvelles pratiques de médiation sociale : Jeunes en difficultés et travailleurs sociaux*. Paris: Éditions ESF, 209 p.
- Bovin Marie-Denise, et De Montigny Marie-José. 2002. *La réinsertion sociale en Toxicomanie : Une voie à découvrir?* Montréal: Bibliothèque Nationale du Canada, 33 p.
- Boster Shella. 1991. *Under the Viaduct. Homeless in Beautiful B.C*, Canada. New Star book.
- BICE-Côte d'Ivoire. Mai 2004. *Rapport de travail sur les enfants de la rue*. non édité
- BICE. 2000. *Les enfants de la rue à Abidjan*. Rapport d'étude de la BICE, non édité.
- Bourdieu Pierre. 1999. *Délits d'immigration*, Actes de la recherche en sciences sociales. Paris: édition Seuil.
- Boyden, Jo. *Children under Fire*. Novembre 2003. *Challenging Assumptions about Children's Resilience. Children, Youth and Environments 13(1)*, consulté le 12 novembre 2003 sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Boyden, Jo, et Holden. P. 1991. *Children of the Cities*. London: Zed Books.

Centre Akwaba Treichville. Novembre, 20001, *Rapport d'activité* no 15,
Abidjan, non édité

Le Trésor de la Langue Française Informatisé. 2001. Consulté le 30 septembre 2004 sur
<http://www.tlfi.fr/>. <http://www.cnrs.fr/>

Cheval Chantal. 1998. *Le travail de rue: une pratique d'accompagnement clinique*.
Mémoire de Maîtrise. Montréal, École de service social, Université de
Montréal.

Chiera Renato. 1998. *Les enfants de la rue: dans les favelas contre les escadrons de la
mort*, Paris: Edition Saint Augustin, 232 p.

Cristina Szanton Blanc with contributors. 1994. *Urban children in Distress, global
predicaments and innovative Strategies*, Gordon and Breach, USA, 471 P.

Combier Annick. 1994. *Les enfants de la rue en Mauritanie*, Paris: L'Harmattan, 206p

Consortium for Street Children. January 2002- December 2003. *Street Children and
Juvenile Justice Project*. (Unpublished), consulté le 20 février 2004 sur
cultstatus.com/cscuk/home.htm.

Council of Europe Steering Committee on Social Policy Street Children. 1994.
Coordinated Research Program in the Social Field (1992-93). Strasbourg: Council
of Europe Press.

Daunais, J.P. 1992. L'entretien non directif. In *Recherche Sociale*. (sous la dir. de),
B. Gauthier. p. 273-293. Québec : Les presses de l'Université du Québec.

De Robertis, et Pascal, H. 1987. *L'intervention sociale collective en travail social*, Paris,
Le Centurion, 304 p

De Benitez Sarah Thomas. Reactive, Protective and Rights-Based Approaches. In
Work with Homeless Street Youth (sous la dir. de) London School of
Economics. Children, Youth and Environments13, Consulté le 28 Mai 2004
sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>

Denot Christine. 1994. Inox, l'enfant d'acier d'Abidjan. In *paradoxe de l'individualisme
dans la société abidjanaise* (sous la dir. de) GERICI, P. 310-353. Abidjan :
GERICI

- De Latour Eliane. 1999. Les Ghattomen, les gangs de rue à Abidjan et Sans Pedro. In *Délits d'immigration*. (sous la dir. de) Bourdieu Pierre, p. 69-83. Actes de la recherche en sciences sociales. Paris: édition Seuil.
- De Latour Eliane. Mars 2001. Bronx-barbès, film franco-ivoirien. In *Cahier de Marjovia concernant la Côte d'Ivoire*, (sous la dir. de) INFAS, p. 43-49. Abidjan: INFAS.
- Doise Willem. 1989. Attitudes et représentations sociales. In *Les représentations Sociales* (sous la dir. de) Jodelet Denise, p. 240-258. Paris: puf.
- EASEMO. 1995. Les égarés, EASEMO (équipe d'action socio-éducative en milieu ouvert, Bouaké, Côte d'Ivoire. In *Dans la rue avec les enfants : programmes pour la réinsertion des enfants de la rue* (sous la dir. De), JEUNE PLUS, p. 40-58, éditions UNESCO-BICE
- Ebigbo. P.O. *Street Children. The Core of Child Abuse and Neglect in Nigeria*. University of Nigeria, Children, youth and Environments 13, consulté le 10 Novembre 2003 sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Ennew Judith et Swart-Kruger Jill. *Introduction: Homes, Places and Spaces in the construction of Street Children and Street Youth*. Children, Youth and Environments 13, consulté le 23 Février 2004 sur <http://cye.colorado.edu>
- Friedrich et Ludtke. 1990. *Participant observation: Theory and practice*, Lexington (Mass), Lexington book.
- Gauthier, G. 1998. *Squeegees, mendiant, dealer et prostitués feront encore partie du paysage montréalais*. Montréal: La Presses, p. D-14.
- Grégoire Michel. 1993. *Enfant de, à, dans la rue*. In *Langage et cultures des enfants de la rue* (sous la dir. de), Tessier Stéphane, p 46-47. Paris: Karthala.
- Gilles, A. 1994. *Elément de méthodologie et d'analyse statistique pour les sciences sociales*, Montréal, McGraw-hill, 571 p.
- Glauser, B. 1997. Street Children. Deconstructing a Construct. In *Constructing and Reconstructing a Childhood. Contemporary Issues in the Sociological Study of Childhood*. (sous la dir. de) James and Prout, eds, P. 145-164 London: The Falmer Press.

- Hérault Georges, et Adesanmi Pius. 1997. *Jeunes, culture de la rue et Violence urbaine en Afrique*, actes du symposium international d'Abidjan, 5-7 mai 1997. Institut Français de Recherches en Afrique, 419 p.
- Iman Bibars. 2003. *Street children in Egypt: from the home to the street to inappropriate corrective institutions* Children, Youth and Environments 13, consulté le 24 Novembre 2003 sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Institut des frères des écoles chrétiennes (Côte-d'Ivoire). 2003 <http://www.lasalle-fec.org/2inst/cotediv.htm>, site consulté le 20 octobre 2003.
- Institut ethno-sociologie. 1991. *Côte d'Ivoire : Statistiques de 1991*. Abidjan:IES.
- Institut national de la formation sociale. Mars 2001. *Réflexions sur le phénomène des enfants de la rue en Côte d'Ivoire*. Abidjan :INFS.
- IZF.NET, Côte d'Ivoire. www.izf.net/documentation/cartes/Pays/supercartes/cotedivoire site consulté le 26 Avril 2004.
- Jodelet Denis. 1989. *Les représentations sociales*. Paris: Presse Universitaire de France.
- Kinlaw, D.C. 1995. *The practice of empowerment: Making the most of human competence*. England: Gower Publishing.
- Lautier, B. 1994. *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris: La Découverte, « Repère ».
- Laperrière Anne. 1993. L'observation directe. In *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*.(sous la dir. de) Benoit Gauthier, p. 251-272. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Legendre, R. « *Dictionnaire actuel de l'éducation* », Montréal, Larousse.
- Lucchini Ricardo. 1996. *Sociologie de la survie: l'enfant dans la rue*. Paris: Presse Universitaire de France (PUF), 323 p.
- Lucchini Ricardo. 1998. *L'enfant de la rue: réalité complexe et discours réducteurs, déviance et Société*, 22, 4, p 347-366. Paris: PUF.
- Lusk M.W. 1998. *Street children programs in Latin America*, dans, Journal of sociology and social welfare, volume 16, P.63.

- Manier Benedict. 1999. *Le travail des enfants dans le monde*. Paris: La Découverte.
- Maricel Merienne Sierra. 1995. *Violence et tendresse: les enfants de la rue à Bagota*. Paris: l'Harmattan, 96 p
- Mayer Robert, Francine Ouellet, Marie-Christine Saint-Jacques, Daniel Turcotte et Collaborateurs. 2000. *Méthodes de recherche en intervention sociale*, Gaétan Morin éditeur,
- Marguerat.Y. Mai 1997. « *Jeunes, culture de la rue et Violence urbaine en Afrique* ». In Actes du symposium international d'Abidjan, (sous la dir.). Hérault Georges et Adesanmi Pius. p.5-7. Institut Français de la Recherches en Afrique (IFRA), 419 p.
- Ministère de l'enseignement national, Direction des examens et concours.1991. *Récapitulatif des résultats* (entrée en sixième, BEPC, BAC), session 1990-1991. rapport de travail, Côte d'Ivoire, non édité.
- Morin Richard, Latendresse Anne et Parazelli Michel. 1994. *Les corporations de développement économique communautaire en milieu urbain : l'expérience montréalaise*.Montréal: Bibliothèque nationale du Québec.
- Mutiso Roberta. 1994. Kenya. The urban threat to women and children. In *Urban children in Distress, global predicaments and innovative Strategies* (sous la dir. de) Mutuku Monica and Mutiso Roberta, p. 245-257. USA: Gordon and Breach.
- ONU. 1989. *Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant*, adoptée en et rentrée en vigueur en 1990, ONU.
- O'Reilly, Kevin. 1993. *Runaway and homeless Canadians*, Seine-Saint-Denis Afnor
- O'Kane Claire. 2003. *Street and Working Children's Participation in Programming for their Rights: Conflicts Arising from Diverse Perspectives and Directions for Convergence*. Children, Youth and Environments 13(1), Été 2003. Consulté le 12 mars 2006 sur <http://cye.colorado.edu>.
- Panet-Raymond Jean, Jean François René et Monique Provost. Septembre 1995. *Pauvreté et intégration de personnes assistées sociales. un bilan de l'impact de parcours d'insertion socioprofessionnelle*. Présenté au conseil québécois de la recherche sociale subventions ordinaires de recherche, Québec.

- Parazelli Michel. 2000a. *Expérimentation du dispositif de négociation de groupe à groupe impliquant des jeunes de la rue, des intervenants communautaires jeunesse et des élus municipaux (1997-1999)*, Québec: INRS-culture et société, 211 p.
- Parazelli Michel. Mai 2000b. *Le sens des pratiques urbaines des jeunes de la rue à Montréal*, document synthèse, présenté au comité sur les problèmes sociaux-Ville de Montréal. Québec: Collectif de recherche sur l'itinérance, 66 p.
- Parazelli Michel. 2002. *La rue attractive : parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Montréal: PUQ, 336 p.
- Paulhus Euchariste. 1985. *L'internat volontaire au coeur de l'intervention communautaire*, Edition Naaman, Québec, 70 p
- Pirenne Jacqueline. 1989. *Mes fils de la rue à Addis-Abeba, collection les enfants du fleuve*, Paris: édition fayard, 322 p.
- Programme de Coopération UNICEF-Côte d'Ivoire. 1994. *Enfants en circonstances extrêmement difficiles*. Rapport à mi-parcours, non édité.
- Plunkett C, Fournier Robert. 1996. *Participative Management implementing Empowerment*, John Wiley&Sons, Inc New York.
- Satterthwaite, D. 2002. *City Governance for and with Children, the Child and the City Conference*, December 11-13, Amman.
- Southon Jeremy et Dhakal Pralhad. 2003. *A life without basic Service "street children say"* Save the Children UK, Nepal.
- Tobias Hecht. 1998. *At home, in the street: Street children of Northeast Brazil*. Cambridge University press.
- Tay Alphonse. 1993. L'école vue par l'enfant de la rue. In *Langage et cultures des enfants de la rue* (sous la dir. de) Stéphane Tessier, p. Paris: Karthala
- Tanon Fabienne. février 1996. *A la rencontre des enfants de la rue d'Abidjan*. Bilan d'une mission d'observation, séminaire no 18, Cahier du Marjuvia concernant la Côte d'Ivoire, p. 14-26.

- Tessier Stéphane. 1993. *Langage et cultures des enfants de la rue*. Paris: Karthala
- Tessier Stéphane. 1998. *A la recherche des enfants des rues*. Paris: Karthala
- Thomas Raymond. 2000. Attitude et système de valeurs des sportifs de haut niveau. *In Repère en éducation physique et en sport* (sous la dir. de) R, Thomas, p. 145-149 Paris: Édition Vigot.
- Touré Khadidja. 1996. L'insertion sociale des enfants et des jeunes qui travaillent dans les rues d'Abidjan. *In Cahiers du Marjuvia concernant la Côte d'Ivoire*. (sous la dir. de) INFAS, p 45-49.
- UNESCO-BICE. 1995. *Dans la rue, avec les enfants: programmes pour la réinsertion des enfants de la rue*. JEUNE PLUS, éditions UNESCO-BICE, 325 p.
- UNICEF. 1993. *Etude socio-économique du quartier Abobo-Sagbe*. Abidjan: UNICEF,
- UNICEF/Ministère de la santé et de la protection sociale. 1992. *Enfants de la rue à Abidjan (évaluation statistique)*, Côte d'Ivoire.
- UNICEF. 1991. *Les institutions d'assistance aux enfants en circonstances difficiles à Abidjan et banlieue*, Rapport d'étude de UNICEF, Côte d'Ivoire.
- Volpi Elena. Novembre 2003. *Street Children: Promising Practices and Approaches*, Children, youth and Environments 13, issue 1, consulté le 10 novembre 2003. sur <http://www.colorado.edu/journals/cye>
- Yin Robert. 1998. The abridged version of case study research: *Design and method*. *In handbook of apply social research Method*. (sous la dir. de) L.Bickman s.dj.Rog (EDS) Thousand OAKS, Sage Publications.
- Zogbo Raymond. 1996. Gardiens de voitures et loubards : une marginalité assumée. *In Cahier de Marjuvia concernant la Côte d'Ivoire*. n2, (sous la dir. de) INFAS, p. 55-63. Abidjan : INFAS.